

## CHAPITRE II

# LIMITES ET ENJEUX DE LA POLITISATION D'UNE QUESTION BRETONNE

Dans une auto-analyse éclairante, la “Commission Bretagne” de la LCR de Brest écrit en 1976 pour *Critique Communiste*, revue théorique du parti :

« Confrontée aux mouvements et pratiques politiques qui sont apparus autour de [la] question des minorités, l'extrême-gauche révolutionnaire tarde à élaborer des réponses adaptées. Habitée et préparée à traiter par priorité les formes les plus directes et transparentes de la lutte des classes, elle éprouve des difficultés d'orientation devant des problèmes (ce fut le cas également de l'oppression des femmes) qui ne peuvent être, ni directement ni exclusivement, rapportées aux rapports de production, et nécessitent pour leur intégration à la lutte anti-capitaliste, une élaboration théorique pour laquelle les classiques du marxisme ne nous ont légué que des ébauches insuffisantes.

Certes, l'attitude de méfiance et d'ignorance qui prévalait dans l'extrême-gauche à ce sujet a été, pour une part, dépassée au cours de ces dernières années. L'évolution interne des mouvements régionalistes et nationalistes qui ont d'eux-mêmes et sous l'impact des conditions objectives de leurs luttes, évolué vers des références de plus en plus anti-capitalistes ; la répression que leur ont valu, de la part des États bourgeois, les formes de lutte radicales qu'ils ont employées ; l'isolement dans lequel le mouvement ouvrier traditionnel a voulu les laisser, tous ces facteurs ont finalement suscité entre ces mouvements et l'extrême-gauche révolutionnaire un processus de rapprochement et de confrontation qui met aujourd'hui à l'ordre du jour un véritable débat sur le fond de ces problèmes.<sup>1</sup> »

De fait, nous avons vu qu'il existait une identité régionale partagée en Bretagne, aussi bien dans sa dimension cognitive qu'affective. C'est, selon l'analyse de Michael Keating, la première étape de ce qu'il appelle le « régionalisme politique<sup>2</sup> ». La seconde étape, dans cette perspective, c'est la politisation de cette identité. C'est cette politisation que nous nous proposons ici d'interroger au travers de la réflexion sur l'émergence d'un discours politique sur la Bretagne au sein de l'extrême-gauche. Le

---

<sup>1</sup> COMMISSION BRETAGNE LCR BREST, « Marxisme révolutionnaire et minorités nationales », *Critique communiste* n°10, novembre 1976, p. 19-20.

sens de cette recherche, à ce point, sera d'éclaircir les modalités, la signification et la portée de la politisation d'une question identitaire par l'extrême-gauche. Cette interrogation dépasse donc le cadre de la Bretagne qui nous sert de cas concret.

Nous verrons dans un premier temps que cette politisation d'une question bretonne par une partie de l'extrême-gauche en Bretagne s'inscrit dans un contexte général de politisation des revendications identitaires. Nous verrons ensuite que cette interrogation politique sur une éventuelle question nationale en Bretagne n'est pas uniforme et prend diverses voies. Cela nous permettra entre autres de distinguer ceux qui se lancent dans une approche nationalitaire. Nous verrons enfin comment le discours nationalitaire se déploie et se nuance dans un espace politique et géographique.

## **A) Un contexte de politisation des revendications identitaires**

Benedict Anderson<sup>3</sup> suggère, de façon assez convaincante, plusieurs vagues de nationalismes au niveau mondial depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. La première vague, « l'ère des pionniers créoles », serait celle qui voit la création des nations d'Amérique du Sud au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>. La seconde est celle du réveil national en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle, notamment autour de 1848<sup>5</sup>. Sa dernière grande vague est celle des mouvements de décolonisation à partir de l'entre-deux-guerres<sup>6</sup>. Les marxistes se sont interrogés (et ont même été souvent partie prenante) sur les deux dernières vagues.

En nous situant dans cette continuité, nous voudrions émettre l'hypothèse qu'une quatrième vague<sup>7</sup> a débuté à la fin des années soixante, s'inspirant dès lors, historiquement (en y cherchant notamment une filiation), très fortement des luttes anti-colonisatrices, mais concernant cette fois directement l'intérieur des États qu'on pourrait qualifier d'économiquement développés (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Australie et Nouvelle-Zélande principalement voire Israël ou le Japon)<sup>8</sup>. Nous

---

<sup>2</sup> KEATING (Michael), *The New Regionalism...*, *op. cit.*, p. 88.

<sup>3</sup> ANDERSON (Benedict), *op. cit.*

<sup>4</sup> Nous ajouterions volontiers une première vague à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec la création des premières nations modernes : les États-Unis d'Amérique et la France.

<sup>5</sup> Mais dont la conclusion, l'aboutissement, semble être le Traité de Versailles en 1919, qui voit la création de nombreux nouveaux États en Europe centrale et de l'Est.

<sup>6</sup> Un historique plus fin pourrait certes distinguer d'autres phases, comme la vague de nationalisme qui "déferle" sur l'Europe dans l'entre-deux-guerres.

<sup>7</sup> Et nous qualifierions donc de cinquième vague celle qui concernera dans les années quatre-vingt-dix les anciens pays dits « communistes ».

<sup>8</sup> Remarquons que cette "vague" est de nature différente des autres dès lors qu'elle n'aboutit à la création d'aucun État. À ce titre, nous pourrions préciser que la période qui comprend la fin des années soixante et

voudrions donc inclure le réveil identitaire breton dans ce cadre et nous interroger sur cet environnement international, aussi bien dans le domaine des luttes politiques que dans celle de la réflexion intellectuelle.

## 1. La multiplication des luttes identitaires et nationales

### *a) De l'Algérie à la Palestine : les luttes anti-impérialistes mobilisent*

S'il y a bien un combat qui réunit toute l'extrême-gauche, c'est l'anti-impérialisme. D'ailleurs, il est presque possible de dire que l'extrême-gauche des années soixante est née du soutien à la lutte des Algériens, se distinguant par là de la SFIO et du PCF : c'est le cas bien entendu du PSU, dont un des principaux points de désaccords avec la SFIO était justement la question algérienne et le rejet du nationalisme de Guy Mollet ; c'est le cas aussi des futurs gauchistes de l'UEC et de l'UNEF qui s'éloignent encore plus de leurs aînés du PCF sur la question algérienne<sup>9</sup>...

Mais la guerre d'Algérie est aussi un des points de départ d'une évolution vers la gauche d'une partie du mouvement breton. Ainsi, l'UDB, dont les principaux créateurs militaient au sein de l'UNEF, prétend en être issu<sup>10</sup>. Plus généralement, très présente encore dans les années soixante, la thématique de l'anticolonialisme<sup>11</sup> a amené un certain nombre de militants à s'interroger plus avant sur la question des minorités nationales<sup>12</sup>. Le PSU reconnaît explicitement cette démarche dans son manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » plaçant sa réflexion sur les minorités nationales dans la continuité de son engagement en faveur de la lutte de libération de l'Algérie<sup>13</sup>. Le premier texte que nous ayons trouvé du PSU, proposant une « analyse

---

les années soixante-dix marque peut être plus un "moment nationalitaire" (avec son ambiance et ses spécificités, qu'il conviendra de préciser) qu'une "vague nationale".

<sup>9</sup> Cf. par exemple la lecture épique qu'en font Hervé Hamon et Patrick Rotman dans *Génération, T. 1 - Les années de rêve*, Paris, Seuil, 1987. On peut citer aussi l'engagement de Jacques Jurquet, futur leader du PCMLF, en faveur du FLN, qui sera à l'origine de sa rupture avec le PCF. Source : BOURSEILLER (Christophe), *op. cit.*, p. 41-42.

<sup>10</sup> NICOLAS (Michel), *op. cit.*, p. 335-336 et p. 522.

<sup>11</sup> Développé notamment par des auteurs tels Frantz Fanon (cf. par exemple : FANON (Frantz), *Les damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1968 (1<sup>ère</sup> édition : 1961)) ou Albert Memmi, qui eurent une certaine influence sur une partie de la gauche française, mais aussi sur l'Emsav, comme le rappelle Yann-Ber PIRIOU, « Usage spontané et usage littéraire du breton », *Les Temps Modernes* n°324-326, 1973, p. 208.

<sup>12</sup> Michael Keating y trouve une origine dans la rhétorique des défenseurs de l'Algérie française, qui ont volontairement assimilé décolonisation et démembrement du territoire métropolitain. KEATING (Michael), *Do the workers...*, *art. cit.*, p. 73.

<sup>13</sup> *Manifeste du Parti socialiste unifié. Contrôler aujourd'hui pour décider demain*, Paris, téma-édition, 1973, p. 213-214.

politique du problème breton<sup>14</sup> », débutait par une illustration concrète de cette idée suggérant que de la guerre d'Algérie :

« surgira dans l'esprit, en particulier des jeunes appelés du contingent, le phénomène suivant : soutien forcé à une guerre colonialiste, et constatation de mêmes phénomènes de type "colonial" dans l'esprit de jeunes gens, Bretons, Basques, Occitans, Catalans, Flamands et Alsaciens Lorrains. Les mécanismes de la répression anti-Arabe ressembleront étrangement en effet à ceux des minorités ethniques de l'hexagone, d'où prise de conscience de l'existence de fait de peuples subissant l'impérialisme au même titre que le peuple algérien. Parmi ces peuples, les Bretons se sentiront donc concernés. »

Tout laisse donc à penser que la guerre d'Algérie a permis de débloquent la réflexion sur le territoire de la république française, suggérant en tous cas des parallèles chez certains militants et au sein de certains mouvements.

Une autre lutte cristallisera la thématique anti-impérialiste au sein de l'extrême-gauche à la fin des années soixante : c'est le soutien à la lutte du peuple vietnamien contre l'« impérialisme américain ». Il s'organise autour du *Comité Vietnam National* (trotskysant) et des *Comités Vietnam de Base* (d'obédience maoïste). Cette lutte fournit notamment au PCB un modèle pour lier lutte nationale et révolution sociale<sup>15</sup>. Il crée ainsi un *Comité Vietnam Breton*, proche du CVN, dont le premier meeting a lieu le 16 janvier 1970<sup>16</sup>. À la mort d'Ho Chi Minh, le PCB salue d'ailleurs en lui un grand patriote qui « lutta toute sa vie pour l'indépendance nationale et socialiste de son pays<sup>17</sup> ».

Un troisième combat a un caractère symbolique très fort : c'est celui des Palestiniens. Celui-ci naît vraiment en 1964 avec la création de l'*Organisation de Libération de la Palestine* (OLP) et le début des opérations armées. Mais c'est 1967 et la Guerre des Six Jours qui voit un réel tournant dans la lutte des arabes contre le sionisme : le mouvement palestinien se durcit progressivement et prend un caractère national marqué<sup>18</sup>. L'intérêt pour la lutte du peuple palestinien naît et croît rapidement

---

<sup>14</sup> AP Jean-Louis Griveau, « Analyse politique du problème Breton », datable de fin juin 1971.

<sup>15</sup> Mais on peut penser qu'une partie du PSU voyait aussi un lien spécifique entre la Bretagne et le Vietnam, une motion ayant été proposée lors de la réunion régionale de Saint-Brieuc du 18 novembre 1972 (AP Jean-Louis Griveau) disant : « Le peuple breton est solidaire des autres peuples en lutte contre le capitalisme et l'impérialisme (Irlande, Vietnam, Palestine, etc.) ». Nous ne savons pas par contre si elle a été adoptée.

<sup>16</sup> *Bretagne révolutionnaire* n°7, février-mars 1970. Ce meeting voit notamment la participation de Bernard Lambert, Serge Mallet et Jean-Pierre Vigier et obtient le soutien de Jean-Paul Sartre.

<sup>17</sup> *Bretagne révolutionnaire* n°5, octobre 1969.

<sup>18</sup> Il est à remarquer que ce n'est qu'en décembre 1970 que l'Assemblée générale des Nations Unies reconnaît l'existence du « peuple palestinien ». Source : BARON (Xavier), *Les Palestiniens. Genèse d'une nation*, Paris, Seuil, 2000.



dans les milieux de l'extrême-gauche à partir de ce moment-là<sup>19</sup>. Même si la situation et la lutte des Palestiniens sont trop extrêmes pour susciter une réelle comparaison avec la Bretagne, on peut remarquer par exemple un intérêt constant du PCB pour ce combat. Plus largement, la lutte du peuple palestinien marque les esprits dans un contexte de résurgence des revendications nationalitaires. Lutte de décolonisation pour le droit d'un peuple à vivre, le combat des Palestiniens se distingue assez nettement de la vague de décolonisation par son moment d'apparition, les années soixante, et surtout sa location au sein même d'un État développé.

Ce sont aussi les caractéristiques d'une quatrième vague de revendications nationales dans laquelle nous situons la mouvance nationalitaire bretonne et qui touche tout le monde occidental. Nous regroupons en effet sous cette "vague" les revendications noires-américaines<sup>20</sup> et indiennes<sup>21</sup> aux Etats-Unis, québécoises et indiennes au Canada, aborigènes en Australie<sup>22</sup> ou encore maories en Nouvelle-Zélande<sup>23</sup>, qui se développent toutes à la fin des années soixante<sup>24</sup>. Outre la simultanéité

---

<sup>19</sup> Cf. par exemple BOURSEILLER (Christophe), *op. cit.*, p. 74, 113 et 219.

<sup>20</sup> Qui inspire par exemple les penseurs de la LCR de Brest. Cf. *Critique communiste*, cité, p. 36. Le mouvement noir-américain n'a peut-être pas sa place dans cette "vague" par sa précocité, dès les années cinquante, son caractère protéiforme et sa dimension incomparable. C'est néanmoins pour ces raisons qu'il sert de référence à tous les autres mouvements de minorités opprimées.

<sup>21</sup> Le renouveau identitaire des Indiens d'Amérique, qui s'inspire très fortement du mouvement Noir (cf. le slogan de « Red Power »), est au contraire très représentatif de la vague que nous essayons de dessiner. Les actions revendicatives se multiplient à partir des années soixante avec de nouvelles formes, de nouvelles revendications, une nouvelle idéologie (qui s'inscrit entre traditionalisme et modernité, avec un profond ancrage écologiste). C'est l'occupation de l'île d'Alcatraz, dans la baie de San Francisco, en 1969 qui marque, aux yeux de l'opinion publique, la (re)naissance de la revendication indienne. Celle-ci culmine en 1978 avec une Longue Marche de San Francisco à Washington. Source : DELANOË (Nelcy), ROSTKOWSKY (Joëlle), *Les Indiens dans l'Histoire américaine*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1991.

<sup>22</sup> Les années soixante marque ici aussi une renaissance, sous une forme totalement différente, des revendications aborigènes, notamment à partir d'une longue marche (*Freedom Ride*) en 1965, organisée par un jeune leader, Charles Perkins. L'apogée du mouvement a lieu en 1972 lorsqu'une tente – baptisée « ambassade aborigène » – fut érigée sur la pelouse du parlement fédéral à Canberra, autour de slogans tels que « Si vous ne pouvez me laisser vivre aborigène, pourquoi prêcher la démocratie ? ». L'occupation dura plusieurs mois. Une re-naissance artistique très vigoureuse eut aussi lieu à partir de 1971, lancée de Papunya. Source : LE CAM (Georges-Goulven), *L'Australie et la Nouvelle-Zélande*, Rennes, PUR, 1996.

<sup>23</sup> C'est un mouvement totalement nouveau qui surgit aussi au sein des Maories à partir des années soixante, marqué par un vif regain culturel et un ancrage féministe (une bonne partie des animateurs du mouvement sont d'ailleurs des femmes, à l'instar de Whina Cooper) et écologiste prononcée. Les deux temps forts de ce mouvement nationalitaire ont lieu en 1975, avec la marche de 600 km entre Hapua (à la pointe nord du pays) et le parlement à Wellington, et en 1977, avec l'occupation par les Ngati Whatua (une tribu maorie) du site de Bastion Point (à Auckland) pendant 506 jours pour exiger la restitution de leurs terres. LE CAM (Georges-Goulven), *L'Australie et la Nouvelle-Zélande*, Rennes, PUR, 1996.

<sup>24</sup> De façon moins affirmée, le Japon aussi a été touché par une résurgence des revendications émanant des groupes minoritaires. Ainsi, la revendication des Burakumin (groupe de "hors-castes" discriminés de façon totale), menée par une *Ligue de libération des Burakumin*, prend une nouvelle dimension dans les années soixante et soixante-dix, et ses premiers succès. De même, un timide réveil identitaire des Aïnous est observé au cours des années soixante-dix. Source : BOUISSOU (Jean-Marie), *Le Japon depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1997 ; BOWRING (Richard), Kornicki (Peter) *ed.*, *The Cambridge University*

de leur résurgence, nous devons aussi remarquer une convergence idéologique qui distingue cette vague des précédentes vagues nationalistes. Elles ne luttent pas en effet pour établir leur propre État-nation<sup>25</sup>, et prennent leurs sources idéologiques, et leurs soutiens politiques, plutôt à gauche de la gauche<sup>26</sup>. Elles sont généralement proches des mouvances écologistes et féministes.

Toutes ces luttes finalement prennent une nouvelle forme dans leur dimension et leurs thématiques à la fin des années soixante et servent de repères, à des degrés divers, aux penseurs et militants nationalitaires de l'hexagone. Ces repères ne sont pas forcément des références explicites mais s'inscrivent dans une ambiance que l'on pourrait qualifier de mondiale.

### *b) De l'Irlande à Burgos : une nouvelle vague nationaliste en Europe de l'Ouest*

D'autant plus que ce réveil nationalitaire de la fin des années soixante concerne aussi l'Europe de l'Ouest. Plusieurs luttes de nature nationalitaire prennent une nouvelle dimension et/ou une nouvelle forme à cette époque, notamment en Espagne, au Royaume-Uni et en France. Deux d'entre elles ont particulièrement marqué toutes les autres mais aussi, par moments, l'ensemble de l'extrême-gauche en France : l'Irlande du Nord et le Pays Basque. Nous étendre un peu sur leur histoire permettra d'explicitier ce que nous entendons par réveil nationalitaire de la fin des années soixante.

Comme les nationalismes breton et basque, le nationalisme irlandais est ancien. Il est même le plus ancien des trois. Après l'indépendance de l'Irlande du Sud pourtant, il ne fait plus guère recette parmi les catholiques d'Irlande du Nord malgré les discriminations qu'ils subissent, si l'on excepte quelques attentats de l'IRA (*Irish Republican Army*). A partir de 1966 pourtant, suite à l'assassinat de deux catholiques par des extrémistes protestants, proches d'Ian Paisley, un réveil commence. Il prend une

---

*Encyclopedia of Japan*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993 ; YACOB (Joseph), *Les minorités dans le monde*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998.

<sup>25</sup> Même si tous les mouvements ont leurs propres extrémistes qui prônent la création d'un État. C'est notamment le cas du mouvement noir-américain. Mais nous serions tentés de distinguer entre la "nouvelle vague", qui met en cause la notion même d'État, et la continuité parallèle d'"anciens nationalismes", qui prennent leur racine, à nos yeux, dans la vague nationaliste du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est le cas selon nous du Québec ou de la Catalogne (mais aussi du "vieil Emsav" en Bretagne).

<sup>26</sup> Et nous prétendons illustrer cette "vague" dans la troisième partie de notre mémoire à travers l'exemple des revendications nationalitaires en Bretagne.

dimension politique autour de la NICRA<sup>27</sup> et de *People's Democracy* notamment, qui commencent à organiser des marches civiques pacifiques à partir d'août 1968. Ce renouveau identitaire, qui portait pourtant à l'origine sur des revendications essentiellement sociales et civiques, éclate en 1969, année qui voit le début des émeutes et les 13 premiers morts dans les affrontements entre catholiques et protestants. La violence communautaire – campagnes de bombes, assassinats, répression de l'armée britannique, etc. – croît ensuite jusqu'en 1972. Cette année-là commence par le célèbre *Bloody Sunday* qui voit les paras britanniques assassiner 13 personnes suite à une manifestation à Derry. Et cette année se solde par la mort de 467 personnes, dont 323 civils. Cette violence n'a plus réellement cessé depuis<sup>28</sup>.

Le soutien en faveur des catholiques irlandais, et l'exemple que constitue leur lutte, est réel en Bretagne. Le PCB organise ainsi de nombreux meetings de soutien au peuple irlandais, et participe aux manifestations en soulignant dans ses slogans la proximité des combats irlandais et breton<sup>29</sup>. Mais de nombreux autres gauchistes regardent avec attention vers l'Irlande, à l'instar du PSU<sup>30</sup>, de *Drapeau Rouge* qui se réjouit de la proximité « celtique » du « peuple breton » et du « peuple irlandais qui se bat actuellement les armes à la main contre l'impérialisme britannique<sup>31</sup> », ou encore de la LCR<sup>32</sup>. La raison de cet intérêt en Bretagne est probablement la proximité géographique et culturelle<sup>33</sup>.

Le renouveau du nationalisme basque suit un cours chronologiquement comparable au nationalisme nord-irlandais. Les vingt premières années de la dictature franquiste voient en effet le sentiment national basque en crise, faute de relais efficaces qui le traduisent politiquement et intellectuellement. En 1959 pourtant est créée l'ETA (*Euskadi ta Askatasuna* : Pays Basque et Liberté) par des jeunes, mécontents de la

---

<sup>27</sup> *Northern Ireland Civil Rights Association*, association qui milite pour les droits civiques en Irlande du Nord.

<sup>28</sup> Source : Hall (Michael), *20 years. A Concise Chronology of events in Northern Ireland from 1968-1988*, Newtownabbey (Northern Ireland), Island Publication, 1988.

<sup>29</sup> Cf. par exemple *Bretagne révolutionnaire* n°13, 1<sup>er</sup> trimestre 1972

<sup>30</sup> Cf. par exemple *Tribune socialiste* n°539, 24 mai 1972, où Alain Guillerm souligne à quel point « la lutte de l'IRA et du peuple irlandais a beaucoup fait avancer les choses » pour la Bretagne.

<sup>31</sup> AP Érik Neveu, « Peuple breton, peuple de France tous unis pour la révolution socialiste ».

<sup>32</sup> Cf. par exemple les différents numéros de *Bretagne Rouge* ou entretien avec Philippe Rogel.

<sup>33</sup> Il faut pourtant souligner que ce conflit reste peu clair pour l'extrême-gauche. Même si une partie de l'IRA a connu une évolution vers l'extrême-gauche, même si le conflit oppose un peuple opprimé à un peuple oppresseur, l'Irlande du Nord est perçue plus comme l'opposition de deux communautés, comptant toutes deux des ouvriers. De plus, la réunification est peu souhaitée en dehors d'une révolution socialiste, étant donné l'ancrage très à droite de la République d'Eire.

léthargie et de la passivité du PNV<sup>34</sup>. À partir de 1962, l'ETA commence son orientation vers l'extrême-gauche et opte en 1968 pour la lutte armée contre un double ennemi : le franquisme et le capitalisme. Après l'assassinat de Meliton Manzanos, sinistre chef de la brigade politico-sociale de Guipuzcoa qui fut de fait la première victime de l'ETA, en 1968, le régime franquiste veut des coupables. Ce sera le procès de Burgos, à partir du 9 décembre 1970, contre 16 membres de l'ETA. Ce procès mobilise l'Europe contre la dictature<sup>35</sup> et popularise la lutte d'ETA qui apparaît désormais comme le symbole de la lutte contre la dictature et pour un Pays basque indépendant<sup>36</sup>.

Le procès de Burgos mobilise (certains) en Bretagne sous le slogan « Bretagne – Pays basque = même combat<sup>37</sup> » et Kirjuhél lui consacre même une chanson<sup>38</sup>. Mais surtout le procès de Burgos, qui a ébranlé le régime franquiste, a facilité la réflexion de l'extrême-gauche en terme nationalitaire<sup>39</sup>. En outre, la lutte des Basques, mais aussi celle des Galiciens<sup>40</sup>, influence la réflexion pendant la décennie sur les liens entre approche nationalitaire et extrême-gauche. C'est d'autant plus clair pour la LCR qu'une partie de l'ETA, l'ETA-VI, a rejoint à cette époque les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale. Témoin de cette influence des luttes nationalitaires en Espagne, *Bretagne Rouge*<sup>41</sup> consacre un long dossier à la Galice et au Pays basque, et notamment à l'attitude des trotskystes dans ces régions<sup>42</sup>.

### *c) De l'Occitanie à la Corse : le réveil des minorités nationales en France*

Le troisième État d'Europe occidentale à avoir été confronté à un réveil de ses minorités nationales est aussi l'État d'Europe qui en contient le plus : la France. Comme l'exprime Jean-Pierre Le Dantec :

---

<sup>34</sup> Parti National Basque.

<sup>35</sup> Cette mobilisation permet ainsi de commuer les six peines de mort prononcées.

<sup>36</sup> Nous renvoyons pour ce paragraphe à : *Les Temps Modernes* n°614, « La question basque. Confins, violence, confinement », juin-août 2001; BONELLS (Jordi), *Les nationalismes espagnols (1876-1978)*, Paris, Éditions du temps, 2001 ; DAVANT (Jean-Louis), « Lutte nationale et lutte des classes dans le mouvement basque », *Les Temps Modernes* n°324-326, 1973, p. 238-301.

<sup>37</sup> Selon le(s) rédacteur(s) du PSU de « Analyse politique du problème breton » (AP Jean-Louis Griveau).

<sup>38</sup> *Bretagne révolutionnaire* n°19, août 1973.

<sup>39</sup> Ainsi, la *Cause du Peuple* (n°12, 15 novembre 1971) à propos de l'Occitanie : « On comprend cela aisément après que la magnifique lutte du pays Basque ait ébranlé le régime franquiste, après Burgos ».

<sup>40</sup> Cf. par exemple la longue page consacrée à José H. Baena Alonso dans *La Jeune Garde* n°3, octobre-novembre 1975. Celui-ci était un membre du FRAP et du PCE(ml) condamné à mort par le régime de Franco et effectivement exécuté. Il mêle, dans une lettre reproduite par le journal, sa conscience nationale galicienne et son approche révolutionnaire marxiste-léniniste.

<sup>41</sup> Journal de la LCR de Brest.

<sup>42</sup> *Bretagne Rouge* n°4, mars 1977, p. 20-25.

« Le printemps 72 et ses suites en Bretagne, le rassemblement du Larzac, les manifestations populaires en Corse ont sommé tous les “politiques” hexagonaux de prendre position sur un phénomène que nul ne peut nier : il y a renaissance, à un niveau de masse, et dans des termes politiques, de sentiments et de comportements communautaires au sein de ce que, de fait, il faut appeler les peuples qui composent cet agrégat que l’on nomme la France.<sup>43</sup> »

Il nous appartient ici d’essayer d’appréhender l’interdépendance entre les diverses luttes nationalitaires qui traversent l’hexagone pour comprendre l’élaboration d’une approche nationalitaire en Bretagne.

C’est l’Occitanie qui lance le mouvement en France. Dès 1971 le mouvement nationalitaire y prend un autre tour et une autre dimension autour de deux événements. Le premier est la révolte du midi viticole,



qui commence en janvier et culmine en une manifestation de cent mille manifestants à Béziers le 18 février 1971. Le deuxième est le début de l’opposition à l’élargissement du camp militaire du Larzac, notamment avec la première marche sur le Causse le 6 mai 1971<sup>45</sup>. Ces deux mouvements sont immédiatement politisés en termes occitans, non seulement par *Lutte occitane*, née cette même année 1971, mais aussi par le PSU, la CFDT, ou encore la *Cause du Peuple*<sup>46</sup>, amorçant la réflexion en termes nationalitaires dans tous ces mouvements<sup>47</sup>. Nous pouvons ainsi citer un grand dossier dans *Tout* du 29 juillet 1971, coordonné par *Lutte Occitane*, analysant l’Occitanie en ces termes.

L’influence de ce réveil occitan est double sur la Bretagne. Tout d’abord la prise en compte, ou du moins l’interrogation sur, (d’)une question nationalitaire en Occitanie dans certains partis suscite une réflexion similaire des Bretons des même partis, notamment à la *Cause du Peuple* ou au PSU<sup>48</sup>, accélérant une appréhension des événements de 1972 en termes nationalitaires. L’autre impact est le contact direct avec les Occitans. On pourrait évoquer dans ce cadre par exemple la tournée du « Teatre de

<sup>43</sup> LE DANTEC (Jean-Pierre), *Bretagne...*, p. 293.

<sup>44</sup> *Rouge* n°321, 7 novembre 1975.

<sup>45</sup> LE BRIS (Michel), *Occitanie : volem viure !*, Paris, Gallimard, Collection « La France sauvage », 1974.

<sup>46</sup> Cf. Par exemple *La Cause du Peuple* n°12, 15 novembre 1971, qui consacre un dossier à l’Occitanie.

<sup>47</sup> Cf. par exemple *Que Faire* n°8/9, décembre 1971, p. 34-45.

<sup>48</sup> Ce sera le cas aussi à la LCR, où les militants de Brest s’appuieront sur la réflexion menée au sein des cahiers *Occitanie Rouge*, dont le premier numéro ne paraît certes qu’en décembre 1975, autour de Paul Alliès principalement, même si c’est dans la perspective de dépasser cette approche.

la Carriera », et de sa pièce *Mort et résurrection de M. Occitania*<sup>49</sup>, en Bretagne en 1972. Comme l'explique *Le Monde* :

« Les veillées organisées avec le Théâtre de la rue et “M. Occitania” sur l’initiative du PSU<sup>50</sup> visaient à montrer la similitude des situations pour la Bretagne et pour l’Occitanie : même “génocide” culturel, même “liquidation” des richesses nationales, même “exploitation”, même “pillage”, même “déportation”. L’ennemi commun était dénoncé : le capitalisme et son fidèle serviteur, l’État français.<sup>51</sup> »

Les membres du GAC de Brest reconnaissent ainsi l’influence de cette pièce comme manifestation du réveil des minorités ethniques<sup>52</sup>. La précocité du mouvement occitan et son orientation à gauche renforcent donc et facilitent la légitimité d’un même questionnement en Bretagne.

Le dynamisme de la cause occitane fléchit très vite ensuite, même si les liens avec la Bretagne continuent d’exister par la suite, notamment au travers de l’*Association de Solidarité Occitanie-Bretagne* animée par Guy Caro<sup>53</sup>. Par contre, en 1975 ce sont les événements de Corse qui donnent un nouveau coup de fouet à une politisation des revendications identitaires en France. L’éveil nationalitaire en Corse était assez timide et lent par rapport à l’Occitanie ou à la Bretagne. Malgré quelques attentats et quelques grèves en Corse, la revendication corse n’éclate vraiment au grand jour que lors des célèbres « événements d’Aléria » qui virent, le 21 août, une cinquantaine de militants armés de l’*Action pour la Renaissance de la Corse* (ARC) s’emparer de la cave viticole d’un négociant pied-noir poursuivi par la justice pour fraude. Le lendemain, la gendarmerie donne l’assaut : deux gendarmes y perdent la vie. C’est le début, parallèlement, d’une vague de répression de la part de l’État de même que d’une vague de plasticage. Le FLNC (Front de Libération Nationale de la Corse) signe son acte de naissance la nuit du 4 et 5 mai 1976 par une « nuit bleue » de 21 attentats contre les « symboles du colonialisme français »<sup>54</sup>.

---

<sup>49</sup> Qui connaît un réel succès en Occitanie, la pièce ayant été jouée 170-180 fois. Cette pièce démonte les mécanismes de la “colonisation” économique, culturelle et politique de l’Occitanie. Source : LE BRIS (Michel), *Occitanie...*, *op. cit.*, p. 240-243.

<sup>50</sup> En fait, selon Guy Caro, les organisateurs de cette tournée sont issus de la gauche du PSU, du PCB, de la *Jeunesse Étudiante Bretonne* (JEB) et de la *Cause du Peuple*. Il inclut d’ailleurs explicitement cette tournée dans une politisation de la question bretonne. Source : *L’Outil des travailleurs* n°6, mai 1972.

<sup>51</sup> *Le Monde*, 26 août 1972.

<sup>52</sup> *Faut qu’ça bosse*, version finistérienne, p. 3.

<sup>53</sup> On peut aussi évoquer les liens très forts qui existaient entre la lutte de Plogoff et celle du Larzac. Cf. KERNALEGENN (Tudi), *Les chemins bretons de l’écologie. Les luttes écologistes dans le Finistère de 1967 à 1981*, mémoire de maîtrise d’Histoire sous la direction de Patrick Harismendy, université de Rennes II, 2001.

<sup>54</sup> Sources : BRIQUET (Jean-Louis), « Les fondements d’une “utopie”. La contestation nationalitaire en Corse », in BIDEGARAY (Christian) dir., *Europe occidentale, le mirage séparatiste*, Paris, Économica,

Comme le signale Paul Allières, « les événements survenus en Corse à la fin de l'été ont relancé le débat sur la nature des questions que posent les régions mal intégrées aux États bourgeois<sup>55</sup> ». De fait, ils initient une nouvelle vague de réflexion nationalitaire au sein de l'extrême-gauche, touchant aussi la Bretagne ; d'autant plus qu'un mouvement de répression touche ensuite, à l'automne 1975, les militants Corses et Bretons au même moment, suscitant des titres tels que : « La Corse et la Bretagne face à la répression<sup>56</sup> », « Après la Corse, coup de poing sur les Bretons<sup>57</sup> », etc. Pour illustrer les mouvements de réflexion au sein des partis, nous pouvons citer en outre une brochure publiée par le PSU Corse sur « La question nationale » en juillet 1975 et réédité par la Fédération bretonne du PSU en juin 1976 en mettant en avant la solidarité des Bretons avec les « camarades Corses » et l'utilité « de rapprocher nos expériences respectives, ce qui permettra peut-être de dégager plus clairement, au-delà des particularismes, les problèmes essentiels des minorités nationales<sup>58</sup> ».

Nous avons donc vu l'importance du contexte pour le développement d'un questionnement nationalitaire, à tel point qu'il est possible de dégager deux vagues de réflexion autour de ces questions qui se répercutent en Bretagne : en 1971-72, avec l'Occitanie, et à partir de 1975, avec la Corse. Nous tenons donc à souligner qu'un mouvement nationalitaire ne peut être compris et étudié qu'en interaction avec les mouvements similaires.

## 2. Une réflexion théorique revivifiée à partir de 1971

Parallèlement, et lié à la croissance des revendications nationalitaires, une nouvelle (et donc « hérétique ») réflexion politique sur ces questions s'est développée à gauche et à l'extrême-gauche à partir de la fin des années soixante<sup>59</sup>. Or, comme l'exprime Pierre Bourdieu :

---

1997, p. 139-152 ; et STAFANI (A.), « La question Corse », *Critique Communiste* n°10, novembre 1976, p. 77-99.

<sup>55</sup> ALLIÈS (Paul), « Question nationale et question régionale », *Critique Communiste* n°10, novembre 1976, p. 1.

<sup>56</sup> *Humanité Rouge* n°352, 22 octobre 1975.

<sup>57</sup> *L'Outil des Travailleurs* n°33, novembre 1975.

<sup>58</sup> AP Jean-Louis Griveau, « La question nationale Corse ».

<sup>59</sup> Cf. en annexe le document « 1967-1976 : Une réflexion politique nourrie ». Nous avons essayé d'y recenser les textes les plus importants produits pendant ces dix années où la réflexion sur la question nationale a été la plus dense.

« Le discours hérétique doit non seulement contribuer à briser l'adhésion au monde du sens commun en professant publiquement la rupture avec l'ordre ordinaire, mais aussi produire un nouveau sens commun et y faire entrer, investies de la légitimité que confèrent la manifestation publique et la reconnaissance collective, les pratiques et les expériences jusque-là tacites ou refoulées de tout un groupe. En effet, parce que tout langage qui se fait écouter de tout un groupe est un langage autorisé, investi de l'autorité de ce groupe, il autorise ce qu'il désigne en même temps qu'il l'exprime, puisant sa légitimité dans le groupe sur lequel il exerce son autorité et qu'il contribue à produire comme tel en lui offrant une expression unitaire de ses expériences.<sup>60</sup> »

Il nous appartient dès lors de nous interroger sur cette nouvelle production théorique et/ou de vulgarisation sur la question nationalitaire à l'extrême-gauche, et notamment de la recenser, non seulement pour situer les sources d'inspiration des gauchistes bretons, mais aussi et surtout pour dégager le nouvel horizon du pensable à l'extrême-gauche, les nouveaux outils théoriques d'appréhension du réel.

#### *a) Lafont et Lebesque, les pionniers*

##### *Robert Lafont ou la révolution régionaliste*

Deux auteurs ont une réelle importance dans l'émergence d'une réflexion nationalitaire à gauche à la fin des années soixante, Robert Lafont<sup>61</sup> et Morvan Lebesque. Le premier a profondément influencé la politisation d'une question régionale à gauche, notamment par ses ouvrages *La révolution régionaliste*<sup>62</sup> en 1967 et *Sur la France*<sup>63</sup> en 1968. Il y développe de nombreuses idées qui, vulgarisées, seront ensuite reprises par de nombreux militants en Bretagne<sup>64</sup>. Ses analyses vont dans plusieurs sens.

Il résume sa pensée autour d'une définition qu'il qualifie lui-même de « catégorique » :

« Autoritarisme centraliste, colonialisme intérieur, impérialisme ethnique sont avec le colonialisme extérieur les caractéristiques essentielles du pouvoir bourgeois en

---

<sup>60</sup> BOURDIEU (Pierre), « Décrire et prescrire. Note sur les conditions de possibilité et les limites de l'efficacité politiques », in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°38, 1981, p. 72. Cité par GARCIA (Marie-Carmen), *op. cit.*, p. 61.

<sup>61</sup> Il tentera aussi de se présenter comme « candidat des minorités nationales » aux élections présidentielles de 1974, soutenu par les partis nationalitaires gauchistes, le PCB et les CAB en Bretagne, et *Lutte Occitane* par exemple. Sa candidature sera rejetée par le Conseil Constitutionnel comme portant atteinte à l'Unité de la France. Source : Supplément à *Bretagne Révolutionnaire*, 1974.

<sup>62</sup> LAFONT (Robert), *La révolution régionaliste*, Paris, Gallimard, 1967.

<sup>63</sup> LAFONT (Robert), *Sur la France*, Paris, Gallimard, 1967.

<sup>64</sup> Parmi nos interlocuteurs, Jean-Pierre Le Dantec et Jean-Louis Griveau se rappellent par exemple l'avoir lu. Mais plus généralement, on retrouve ses analyses et son vocabulaire dans de très nombreux textes par la suite.



France, pouvoir qui a profité de la forme de l'État et des idéologies nationalistes pour duper une partie majoritaire de l'opinion, jusqu'à l'extrême gauche.<sup>65</sup> »

On retrouve ici ses thèmes centraux. Le premier, qui a eu une réelle postérité, est celui de « colonialisme intérieur<sup>66</sup> ». Il l'utilise pour expliquer le sous-développement régional par la dépossession des populations autochtones sur leur économie au profit d'intérêts économiques externes : c'est l'exploitation par le centre de la périphérie. Les régions qui en sont victimes, et notamment la Bretagne, la Corse et l'Occitanie, se voient condamnées à la production et à la vente des biens primaires et à l'achat des biens transformés<sup>67</sup>. Il les qualifie dès lors de « régions prolétaires<sup>68</sup> ».

Son livre vise ainsi à prouver que la lutte contre le capitalisme et la lutte contre le centralisme sont intrinsèquement liés, étant donné que, selon lui, « le sous-développement ne peut être compris en France, que selon des processus destructeurs liés à l'État, à l'anarchie du développement capitaliste que le centralisme protège ou laisse faire<sup>69</sup> ». Lafont donne ainsi un contenu de combat socio-économique à la lutte pour l'identité ethnique.

Ses livres ont aussi pour but de déconstruire l'idéologie nationale française, constatant que :

« Le régional ne proteste que rarement et sous la pesée de fait ; participant à l'idéologie centraliste qui lui a été inculquée, il n'est qu'une conscience aliénée.<sup>70</sup> »

Dès lors, pour lui, il faut questionner l'*image France* comme moteur et résultante du développement du capitalisme/impérialisme.

Il prône enfin un régionalisme révolutionnaire et humaniste qui lutte contre le déracinement imposé par la misère et pour une responsabilisation de l'homme sur le monde qui l'entoure, notamment par le biais de l'autonomie<sup>71</sup>. Lafont vise ainsi à enraciner l'idéal révolutionnaire, pour rapprocher le programme socialiste de la réalité vécue<sup>72</sup>.

---

<sup>65</sup> LAFONT (Robert), *La révolution régionaliste, op. cit.*, p. 200.

<sup>66</sup> Pour souligner que les processus en question diversifient en colonisateurs et colonisés une masse humaine qui a les mêmes droits civiques. *Ibid.*, p. 141.

<sup>67</sup> Ainsi, p. 158 (*Ibid.*) : « Les produits bruts sont exportés et reviennent, après transformation, dans le pays, l'usager payant cette transformation qui aurait pu se faire chez lui. C'est le schéma colonial classique ».

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 153.

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 130.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 141.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 217 et 248.

<sup>72</sup> LAFONT (Robert), « Sur le problème national en France : aperçu historique », *Les Temps Modernes* n°324-326, 1973, p. 53.

### Morvan Lebesque : Comment peut-on être Breton ?

Mais un autre livre a plus particulièrement marqué la Bretagne, celui de Morvan Lebesque, *Comment peut-on être Breton ?*<sup>73</sup>, en 1970. Contrairement aux ouvrages de Lafont, universitaire, qui se voulaient une démonstration scientifique, le livre de Lebesque est un émouvant exposé de son amour pour la Bretagne. Ce célèbre chroniqueur politique du *Canard Enchaîné*, très respecté à gauche<sup>74</sup>, ancre son livre dans l'esprit de Mai 68 et se donne pour interrogation centrale : « Comment peut-on, parmi les autres, être soi-même ?<sup>75</sup> ». Partant de là il dénonce vigoureusement le dogme français de la République « une et indivisible » et plus particulièrement la politique de nivellement qui en découle. Il déconstruit lui aussi l'idéologie nationale française, et notamment la façon d'enseigner l'histoire, le racisme linguistique qui perdure<sup>76</sup>, et le racisme tout court assimilant la Bretagne à la caricature de Bécassine<sup>77</sup>.

Dès lors, Lebesque développe une façon, qui se veut ouverte et progressiste, de se revendiquer Breton, comme choix du cœur : « À chacun, l'âge venu, la découverte ou l'ignorance<sup>78</sup> ». Il raconte ainsi avec passion sa propre découverte de la Bretagne, dans laquelle de nombreux lecteurs purent se retrouver.

Voulant ancrer l'idée de Bretagne, et le combat identitaire qui s'y rattache, clairement à gauche, il s'appuie sur Proudhon, Jaurès et Cachin<sup>79</sup>, etc. Et surtout, comme le sous-titre du livre le suggère, il lie le combat pour la Bretagne et le combat pour la démocratie, questionnant le concept de « République<sup>80</sup> ». Dès lors, il réclame pour sa patrie bretonne une reconnaissance pleine et entière. Ce livre vise donc à réhabiliter la conscience bretonne, en l'expurgeant de tout ce qu'elle contenait de sentiments de honte, d'infériorité et de conservatisme.

Et ce livre, très lu, a eu une influence profonde. Jean-Louis Griveau se rappelle à quel point il a été un révélateur, au début des années soixante-dix, de la question

---

<sup>73</sup> LEBESQUE (Morvan), *Comment peut-on être breton ? Essai sur la démocratie française*, Paris, Seuil, 2000 (1<sup>ère</sup> édition : 1970).

<sup>74</sup> Comme en témoigne une anecdote amusante rapportée par Hamon et Rotman, qui expliquent qu'à un meeting Daniel Cohn-Bendit s'était tellement emporté contre François Mitterrand que Morvan Lebesque, présent à ses côtés à la tribune, avait dénoncé ses méthodes et l'avait traité de fasciste, ce qui lui avait valu la réponse suppliante de l'intéressé : « Non, pas vous, Morvan Lebesque, pas vous ! ». Source : HAMON (Hervé), ROTMAN (Patrick), *Génération*, T. 1..., *op. cit.*, p. 393.

<sup>75</sup> LEBESQUE (Morvan), *op. cit.*, p. 10.

<sup>76</sup> On peut ainsi citer tout un développement dénonçant l'idéologie véhiculée par les instituteurs de la III<sup>e</sup> République, et plus particulièrement la pratique du "sabot". Cf. *Ibid.*, p. 96-101 par exemple.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 111-126 par exemple.

<sup>78</sup> LEBESQUE (Morvan), *op. cit.*, p. 18.

<sup>79</sup> Cf. *Ibid.*, p. 102 ou 170 par exemple.

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 138 par exemple.

régionale<sup>81</sup>. Lors du procès FLB-72, Maurice Clavel, dans son témoignage, aussi bien que M<sup>e</sup> Henri Leclerc, dans sa plaidoirie, le citent longuement par exemple pour illustrer leurs propos<sup>82</sup>. Et nous pourrions multiplier les témoignages plaçant ce livre à l'origine d'une conscience bretonne<sup>83</sup>.

### *b) Une nouvelle réflexion inspirée du contexte*

Entre 1971 et 1973, quatre revues d'extrême-gauche se sont données pour objectif d'analyser le phénomène des minorités nationales en France, et ont contribué ainsi à poser les premiers jalons d'une réflexion nationalitaire dans cette mouvance. Inspirées par le contexte, leur réflexion devance néanmoins, pour les deux premières, l'actualité.

La première de ces revues est *Frères du Monde*<sup>84</sup>, publication chrétienne d'extrême-gauche. Elle se propose d'analyser les minorités nationales comme « des creusets où se forment les armes de notre libération<sup>85</sup> » en partant du cas basque<sup>86</sup> et en s'interrogeant sur les mouvements des minorités de l'hexagone, qu'elle veut prendre au sérieux<sup>87</sup>. Pour se justifier, la revue rappelle que « face à la capitale relativement calme, depuis mai 1968, sur le front social, la province ne cesse de bouger<sup>88</sup> ». Dès lors, elle condamne vigoureusement la tendance des partis d'obédience marxiste à ne croire « qu'aux révolutions descendantes<sup>89</sup> ». Elle propose donc des pistes tant aux mouvements nationalitaires qu'aux mouvements d'extrême-gauche, souhaitant leur rapprochement, pour élaborer une articulation entre lutte de classe et lutte nationale<sup>90</sup>.

---

<sup>81</sup> Entretien avec l'auteur.

<sup>82</sup> *FLB 72, op. cit.*, p. 275-277 et p. 337.

<sup>83</sup> Entretien avec Pierre Le Goïc ; *NONO et alii, op. cit.*, p. 11 ; *Autrement* n°19, *op. cit.*, p. 111 ; etc. Nous pourrions enfin citer l'album des *Tri Yann*, « La découverte ou l'ignorance », sorti en 1976, qui rend hommage à Morvan Lebesque.

<sup>84</sup> *Frères du Monde* n°70, « Ferments révolutionnaires. Bretagne, Corse, Euskadi, Occitanie... », mars-avril 1971.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>86</sup> Le liminaire est particulièrement illustratif de toute cette partie : « Un moment l'opinion française a été alertée. Elle a pris conscience, elle a eu la certitude que tout près de “chez nous” un peuple luttait pour sa liberté. Et puis le suspense terminé, avec la libération du consul et la “grâce” des emprisonnés de Burgos, cette même opinion s'est dépêchée d'oublier. (...) Alors comment faire savoir, comment faire croire aujourd'hui que le “problème basque” n'est pas l'exception, le cas unique ? ». *Ibid.*, p. 1.

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 2. De fait, les rédacteurs affirment : « C'est bien au réveil de ces peuples sans statuts, de ces nations rejetées de l'histoire qu'on assiste aujourd'hui : la crise de la “province” prend l'aspect d'une affirmation ethnique de caractère révolutionnaire ». *Ibid.*, p. 9.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 27.

*Que Faire* ?<sup>91</sup>, revue théorique de la gauche du PSU, continue dans cette tentative d'analyse, à partir de l'extrême-gauche, de la question nationalitaire. Elle veut elle aussi remettre en cause le jacobinisme de l'extrême-gauche française et son dédain pour les minorités nationales de l'hexagone<sup>92</sup> et s'attaque donc aux carences du mouvement ouvrier français<sup>93</sup>. Pour trouver l'articulation entre lutte des classes et luttes nationales il se lance dans un panorama des situations des diverses minorités de l'hexagone, avant de finir sur un débat où Marc Heurgon et Emmanuel Terray<sup>94</sup>, entre autres, expriment leur enthousiasme pour le combat nationalitaire<sup>95</sup>.

*Critique Socialiste*<sup>96</sup>, quant à elle, revue théorique du PSU, consacre un numéro spécial à la Bretagne en janvier 1973<sup>97</sup>. Complètement inspirée par le contexte, cette revue veut comprendre « les grandes luttes populaires de 1972<sup>98</sup> ». Au centre de la réflexion on trouve encore l'idée que « tout permet de croire que les prochains troubles révolutionnaires partiront des minorités nationales<sup>99</sup> ». C'est pourquoi elle propose un panorama social, économique et culturel de la Bretagne, analysée dans une perspective nationalitaire.

La quatrième revue, enfin, est *Les Temps Modernes*<sup>100</sup>, dirigée par Jean-Paul Sartre<sup>101</sup>, bénéficiant donc encore d'une réelle audience à l'extrême-gauche, qui publie en 1973 un numéro triple consacré aux « Minorités nationales en France ». Réel monument de plus de 500 pages, la revue s'essaie à une analyse, à travers de nombreux articles, de tous les aspects de la question nationalitaire – « phénomène mondial » et « révolutionnaire puisqu'il se heurte à l'ordre politique en place<sup>102</sup> » – mélangeant les articles purement théoriques et les approches d'une minorité spécifique. « Son but est de s'attaquer à certaines habitudes de pensée, trop fréquente en France, et d'informer sur le problème censuré des nationalités qui est », de l'avis d'Yves Person, « une des contradictions majeure<sup>103</sup> » de l'époque.

---

<sup>91</sup> *Que Faire* n°8/9, « Colonialisme intérieur et minorités nationales », décembre 1971.

<sup>92</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>94</sup> Deux des principaux animateurs de la gauche du PSU, le premier étant à la GOP et le second à la GR.

<sup>95</sup> « Colonialisme intérieur et minorités nationales. Débat entre Gaston Bazalgues, Guy Caro, Michel Fontes, Yann-Morvan Gefflot, Marc Heurgon, Emmanuel Terray et Jean-Pierre Vigier », *Ibid.*, p. 65-80.

<sup>96</sup> *Critique socialiste* n°11, « Spécial Bretagne », janvier-février 1973.

<sup>97</sup> On peut penser que ce numéro connaît un réel succès, dès lors qu'elle a au moins deux éditions.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>100</sup> *Les Temps Modernes* n°324-326, « Les minorités nationales en France », 1973.

<sup>101</sup> Même si le numéro est coordonné par Yves Person.

<sup>102</sup> *Les Temps Modernes* n°324-326, *op. cit.*, p. 1.

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 18.

Ces quatre numéros<sup>104</sup> seront lus et étudiés par les mouvements d'extrême-gauche<sup>105</sup> qui souhaiteront développer une approche nationalitaire, et comme nous le verrons par la suite, une bonne part de leur argumentation et thèmes y trouvent leurs racines. Ils bousculent les présupposés idéologiques de la gauche française et initient une nouvelle parole sur le thème minoritaire. Émanant de l'extrême-gauche, ces revues autorisent donc, symboliquement, une réflexion favorable à une émancipation des minorités nationales en légitimant le débat sur la question. Ils visent d'ailleurs tous, explicitement, à réconcilier lutte de classe et lutte d'émancipation nationale<sup>106</sup>.

### c) *Une relecture des pères du socialisme*

Parallèlement à ces réflexions issues du contexte, les gauchistes bretons ont aussi éprouvé le besoin de se ressourcer dans les auteurs marxistes pour analyser la situation, et justifier leur approche du nationalisme. Le livre de Haupt, Löwy et Weill, en 1974, sur *Les marxistes et la question nationale*<sup>107</sup> a été particulièrement important dans cette perspective. Le groupe de Brest de la *Ligue communiste* s'est notamment appuyé sur ce recueil pour étayer et justifier leur approche nationalitaire<sup>108</sup>. Plus largement, cet ouvrage clarifie, aux yeux de toute la gauche, la diversité des positions des marxistes sur la question nationale et sert donc de base au débat<sup>109</sup>. Mais de façon plus restreinte,

---

<sup>104</sup> Auxquels on pourrait ajouter, dans le même style, le numéro spécial de *Critique Communiste*, revue théorique de la LCR, consacré à « Marxisme et question nationale » : *Critique communiste* n°10, « Marxisme et question nationale », novembre 1976.

<sup>105</sup> Comme en témoigne par exemple, pour la LCR, une lettre de Jean-Michel Manac'h qui recense ses archives, de même que les entretiens avec Pierre Le Goïc et Philippe Rogel.

<sup>106</sup> Comme le conclut Emmanuel Terray : « En définitive, seule une double lutte politique – à l'intérieur des mouvements nationaux, contre les déviations petites-bourgeoises, et à l'intérieur du mouvement ouvrier, contre les préjugés centralistes hérités de l'idéologie bourgeoise – assurera l'union des deux mouvements contre leur adversaire commun ». Source : TERRAY (Emmanuel), « L'idée de nation et les transformations du capitalisme », *Les Temps Modernes* n°324-326, *op. cit.*, p. 508.

<sup>107</sup> HAUPT et alii., *op. cit.* Nous renvoyons à l'introduction pour une présentation de ce livre.

<sup>108</sup> Cf. entretien avec Pierre le Goïc, ou encore plus les articles du groupe de Brest dans *Critique Communiste* n°10, *op. cit.*, qui citent cet ouvrage abondamment.

<sup>109</sup> Qui, pour ce qui est de la théorie pure est plus orale et/ou implicite. En effet, les textes sur la question bretonne, et plus généralement sur les minorités nationales, contiennent très peu de référence théorique explicite. Remarquons néanmoins, presque l'exception qui confirme la règle, que la revue *Que Faire* n°8/9 (cité) expose dans son introduction la place de la question nationale dans le monde ouvrier, rappelant que « le marxisme est très riche en textes sur la question nationale » pour exprimer la légitimité à continuer ce questionnement. Ils rappellent ainsi (sans commentaire) que la moitié de l'«œuvre» de Staline y est consacrée, citant notamment sa célèbre définition et sa non moins célèbre brochure sur *Le marxisme et la question nationale*. Ils déplorent que Rosa Luxembourg ait « sous-estimé le rôle de la question nationale dans les grands mouvements populaires » (toutes ces citations sont extraites de la p. 2). Ceci témoigne d'un réel débat théorique à l'extrême-gauche sur la question nationale, autour de la réédition de références, de la publication de brochures, notamment chez Maspero, etc. Nous en retrouvons peu trace toutefois dans la plupart des textes sur la Bretagne.

la revue *Partisans*<sup>110</sup> s'essayait déjà, en 1971, à relancer le débat théorique à l'extrême-gauche sur la question nationale, constatant que « les réponses apportées par le passé n'étaient pas satisfaisantes<sup>111</sup> » et surtout étaient « subies<sup>112</sup> ». Leur réflexion ne porte pas toutefois sur les minorités nationales de l'hexagone.

Cette relecture des pères du socialisme est allée dans deux directions. La première a été une remise en cause des théories classiques déplorant, à l'instar de la LCR, que :

« Le seul outil dont disposaient les révolutionnaires pour comprendre ce à quoi ils étaient confrontés dans les minorités, à savoir l'analyse "classique" de la question nationale produite par le marxisme, fin XIX<sup>e</sup> siècle et début XX<sup>e</sup>, n'est pas, tel quel, utilisable pour comprendre et répondre aux phénomènes d'oppression nationale qui existent aujourd'hui dans les pays capitalistes avancés.<sup>113</sup> »

Dès lors, l'autre direction, découlant de cette remise en cause, était une relecture d'auteurs moins classiques, plus spécifiques. L'un d'entre eux, notamment par les membres de la LCR, a été Otto Bauer<sup>114</sup>, austro-marxiste, qui a développé une théorie favorable à l'autonomie culturelle des différents peuples, indépendamment de leur caractère majoritaire ou minoritaire. Contrairement au marxisme orthodoxe, qui prédisait la disparition progressive des différences nationales, il prétendait que les particularités nationales iraient en s'accroissant, affirmant dès lors que « la tâche de l'Internationale doit et peut être, non pas de niveler les spécificités nationales, mais de réaliser l'unité internationale dans la diversité nationale<sup>115</sup> » ; et que la classe ouvrière est appelée à être à la fois l'agent et le bénéficiaire de la communauté nationale de culture<sup>116</sup>.

Un autre auteur qui a profondément marqué les gauchistes des années soixante-dix est Gramsci<sup>117</sup>. Cet auteur proposait lui aussi des outils théoriques pour comprendre le fait nationalitaire, et pour concilier le marxisme avec la théorie du colonialisme intérieur, notamment dans son livre sur *La Question méridionale*, écrit en 1926. Comme le rappelle M.-A. Macciocchi, il y soulève « des questions d'une surprenante actualité<sup>118</sup> » :

---

<sup>110</sup> *Partisans* n°59/60, « Le domaine national », mai-août 1971.

<sup>111</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>113</sup> COMMISSION BRETAGNE LCR BREST, « Marxisme révolutionnaire... », *op. cit.*, p. 22.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>115</sup> Cité par : HAUPT et alii., *op. cit.*, p. 48.

<sup>116</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>117</sup> Comme en témoigne, par exemple : MACCIOCHI (Maria-Antonietta), *Pour Gramsci*, Paris, Seuil, 1974. Ce livre contribue à vulgariser Gramsci au sein de la mouvance maoïste, voire plus loin.

<sup>118</sup> *Ibid.*, p. 15

« nécessité de l’alliance stratégique ouvriers-paysans, villes-campagnes, prolétariat-intellectuels dans le cadre de la formation d’un “nouveau bloc historique” révolutionnaire. Ces questions n’intéressent pas seulement l’Italie (...) mais aussi l’Europe actuelle, dont le “Sud” est composé de régions comme la Bretagne, l’Occitanie, l’Irlande, l’Écosse.<sup>119</sup> »

De fait, Gramsci propose dans son œuvre une stratégie révolutionnaire pour les régions en retard de développement et à forte composante paysanne.

Ces deux auteurs sont symboliques d’une recherche de nouveaux référents idéologiques à gauche. Nous pourrions citer d’autres auteurs, à l’instar d’Andres Nin, créateur du POUM, qui aurait été très lu au sein du PSU, pour sa réflexion sur la Catalogne<sup>120</sup>, ou encore James Connolly, leader socialiste et nationaliste irlandais, qui a influencé les Bretons de la LCR.

Cette contestation des pères du socialisme, cette mise en avant de nouveaux référents par les tenants d’une approche nationalitaire à l’extrême-gauche côtoie néanmoins souvent une recherche de légitimité intellectuelle chez des auteurs plus classique, à l’instar de Lénine, dont les thèses sur le droit à l’autodétermination (le droit des nations à disposer d’elles-mêmes) et sur la distinction entre nations oppresseuse et nations opprimées sont également mises en avant<sup>121</sup>. De même, la LCR de Brest sait appeler opportunément Trotsky à son secours en rappelant par exemple que pour lui, « la lutte contre l’oppression nationale “est partie intégrante de notre position de classe et non quelque chose d’accessoire ou d’étranger”<sup>122</sup> ». Enfin, malgré les critiques envers Marx et surtout Engels, leur soutien au mouvement irlandais est régulièrement rappelé<sup>123</sup>. Pourtant, même s’il faut remarquer que cet usage d’un corpus théorique à des fins utilitaristes, polémiques, est très rare, celui-ci témoigne d’une volonté de peser sur le débat, de convaincre le lecteur ou l’adversaire qui a les mêmes référents théoriques, moins par la solidité d’une argumentation, que par les “sentiments”<sup>124</sup>, même si nous ne parlerions pas du recours à des arguments d’autorité.

---

<sup>119</sup> *Ibid.* Cf. p. 147 du même livre pour une analyse spécifique de la Bretagne de 1972.

<sup>120</sup> Entretien avec Jean-Louis Griveau.

<sup>121</sup> Cf. par exemple le compte-rendu de la réunion de Mûr-de-Bretagne du PSU : *Le Combat Socialiste* n°790-19, novembre 1975.

<sup>122</sup> *Critique Communiste* n°10, cité, p. 36. Mais ce texte, très critique vis-à-vis de Marx, Engels ou Lénine, s’appuie régulièrement sur Trotsky.

<sup>123</sup> Cf. par exemple Serge Mallet dans *Critique Socialiste* n°11, cité, p. 94.

<sup>124</sup> “Ah, si Trotsky (ou Lénine...) dit ça...”.

#### *d) L'inscription dans une filiation en Bretagne*

La quatrième composante du processus de légitimation d'une politisation du fait nationalitaire en Bretagne est l'inscription dans ce que nous appelons une filiation, c'est-à-dire la création d'un historique d'une réflexion nationalitaire de l'extrême-gauche sur la Bretagne<sup>125</sup>. Les ancêtres de cette alliance sont recherchés aussi bien dans le mouvement breton que dans le mouvement ouvrier.

Tous voient leur "ancêtre commun" dans la *Fédération Socialiste Bretonne* de Charles Brunellière. Fondée en mars 1900, soit cinq ans avant la SFIO, la FSB fédérait soixante-neuf syndicats et trente-quatre groupes socialistes sur les cinq départements. Elle aurait essayé de concilier approches socialiste et bretonne, comme le rappelle une citation de Brunellière :

« Notre pays a un caractère nettement particulariste : il est et restera breton, il ne se fondra pas plus dans l'unité française que l'huile ne se fond dans le vinaigre. C'est donc comme breton qu'il deviendra socialiste.<sup>126</sup> »

Émile Masson (1869-1923), rédacteur de *Brug* (1913-1914), premier journal libertaire en langue bretonne, fait lui aussi l'unanimité. Il est probablement l'homme le plus respecté du mouvement breton dans les milieux d'extrême-gauche qui s'intéressent au legs théorique du mouvement breton. On rappelle qu'il avait essayé de promouvoir le socialisme par le biais de la langue bretonne, étant donné que « seul le socialisme » pouvait « libérer le peuple breton » ; et qu'il avait essayé aussi, le premier, à faire le lien entre mouvement breton et mouvement ouvrier<sup>127</sup>.

Un autre membre de l'*Emsav* suscite aussi une réelle sympathie chez les militants d'extrême-gauche : Yann Sohier (1901-1935), instituteur bretonnant, qui aurait été membre du PCF. Il est en tous cas le créateur d'*Ar Falz* (La Faucille), regroupant à partir de 1933 des enseignants laïques voulant promouvoir la présence du breton à

---

<sup>125</sup> Dans un sens, nous anticipons ici sur notre développement, dès lors que cette recherche d'une filiation est souvent postérieure à la politisation du fait breton, et concerne donc surtout les mouvements qui auront adopté une attitude nationalitaire. Toutefois nous considérons que cette recherche a pour but aussi de légitimer une parole « hérétique ». Bien que nous appuyant seulement sur les écrits d'extrême-gauche, nous profitons aussi de cette partie pour donner un aperçu de l'histoire du fait nationalitaire en Bretagne, ou plus précisément de la façon dont l'extrême-gauche perçoit cette histoire dans les années soixante-dix.

<sup>126</sup> Cité par : *Critique socialiste* n°11, *op. cit.*, p. 33 ; et par : *Sklerijenn* n°2, p. 19. ; *Les Temps Modernes* n°324-326, *op. cit.*, p. 174 et 225.

<sup>127</sup> Références parmi d'autres : *La Taupe Brest-Kemper* n°4, décembre 1975 ; *Sklerijenn* n°2, p. 19 ; *Critique socialiste* n°11, *op. cit.*, p. 33 ; *Les Temps Modernes* n°324-326, *op. cit.*, p. 225.



l'école. On lui doit en outre la formule : « Les ouvriers bretons sont deux fois prolétaires »<sup>128</sup>.

Le quatrième élément central de cette filiation est l'attitude du PCF à l'égard des minorités nationales avant 1936. Le jeu consiste souvent ici à rappeler certaines citations d'époque<sup>129</sup>. Une d'entre elles revient particulièrement souvent, écrite dans l'*Humanité* après l'attentat contre le monument de Rennes en août 1932, qui représentait la Bretagne agenouillée devant la France :

« Le mouvement autonomiste breton doit être défendu... ce mouvement n'est stupide que pour les thuriféraires à tout prix de l'impérialisme français... Le peuple breton a sa particularité ethnique indiscutable. Fidèle au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, notre parti défendra les revendications des masses populaires bretonnes.<sup>130</sup> »

De même, l'attitude de Marcel Cachin, un des leaders communistes de l'entre-deux-guerres, favorable à une prise en compte des spécificités bretonnes, n'hésitant pas à faire des discours en breton, est souvent rappelée<sup>131</sup>.

Par ce rappel, parfois transformé, du passé, les groupes d'extrême-gauche s'intéressant à la question bretonne atténuent l'originalité de leurs prises de position. Ces "ancêtres" peuvent en outre être aussi sujet d'inspiration, notamment Émile Masson, Jean-Yves Guiomar ayant rendu accessible ses textes en lui consacrant un livre en 1972 : *Les Bretons et le Socialisme*<sup>132</sup>.

Tout ce contexte de politisation des revendications identitaires libère la pensée et permet de réfléchir « en nouveauté » sur la question nationale. Pour continuer sur la métaphore de la première partie, qui définissait les deux portes d'entrée de l'extrême-gauche vers une prise en compte de la question bretonne, nous venons ici d'en étudier les clés. De fait, ce contexte légitimise une réflexion en terme nationalitaire en Bretagne et permet donc d'amorcer un processus politique, que certains accomplirons et d'autres pas.

---

<sup>128</sup> Références : *La Taupe Brest-Kemper* n°4, décembre 1975 ; *Sklerijenn* n°2, p. 21 ; *Critique socialiste* n°11, *op. cit.*, p. 33 et 35.

<sup>129</sup> Sous-entendu pour dénoncer l'évolution du PCF vers le chauvinisme.

<sup>130</sup> Cité dans : *Bretagne Rouge* n°1, octobre 1976, p. 18 ; *Sklerijenn* n°2, p. 21 ; *Les Temps Modernes* n°324-326, *op. cit.*, p. 226 ; *Bretagne révolutionnaire* n°23, avril-mai 1974, etc.

<sup>131</sup> Aux textes ci-dessus, nous pourrions ajouter : *Critique Socialiste* n°11, *op. cit.*, p. 45 ; *Bretagne révolutionnaire* n°5, octobre 1969...

<sup>132</sup> MASSON (Émile), *Les Bretons et le socialisme* / Présentation et notes par Jean-Yves Guiomar, Paris, Maspero, 1972.

## **B) Parcours et positions : des extrêmes-gauches face à la question bretonne**

Toutes les formations d'extrême-gauche en Bretagne ont été confrontées au phénomène breton, et plus largement au phénomène nationalitaire. Toutes ont dû dès lors prendre position à un moment donné. Les réponses ont toutefois été très différentes. Pour initier notre interrogation sur la signification et le contenu d'une analyse nationalitaire à l'extrême-gauche, il nous semble pertinent d'étudier les schémas argumentatifs pour présenter les différentes postures face à cette question nationalitaire. Ceci nous permettra de dégager les partis qui justement ont essayé d'avoir une réflexion nationalitaire d'extrême-gauche. Ceci nous permettra aussi d'étudier des parcours face à la question bretonne.

### 1. Du gauchissement de l'Emsav aux gauchistes bretons

Le PCB semble être le premier parti à avoir développé une réflexion nationalitaire d'extrême-gauche en Bretagne. Il s'inscrit pourtant dans le cadre de l'*Emsav*. De fait, ces gauchistes bretons semblent être le résultat d'un gauchissement de l'*Emsav*. Nous avons déjà vu le rôle de pionnier qu'avait joué l'UDB dans ce gauchissement de l'Emsav au cours des années soixante. Mais au début des années soixante-dix, ce gauchissement semble devenu général, à tel point que *Strollad ar Vro* (SAV), qui représentait la droite de l'*Emsav* politique<sup>133</sup>, en était venu à soutenir la candidature de François Mitterrand en 1974 et à participer à la création en 1975 d'un éphémère *Front Socialiste Autogestionnaire Breton* (FSAB), dont la création avait concerné tous les partis politiques bretons en dehors de l'UDB<sup>134</sup>. À l'évidence pourtant, SAV reste un parti de droite, mélangeant cogestion et autogestion<sup>135</sup>. Qui sont donc les gauchistes bretons et que pensent-ils de la Bretagne ?

Plusieurs mouvements bretons ont fréquenté la mouvance d'extrême-gauche. Certains, partis de l'Emsav traditionnel, ont abouti à des positions clairement socialisante, à l'instar des *Jeunesses Étudiantes Bretons* (JEB) ou de *Skol an Emsav*, mouvement bretonnant. Ils participaient régulièrement aux comités de soutien, étaient clairement de gauche, mais n'avaient pas une base idéologique clairement arrêtée par rapport au marxisme et aux thématiques économiques et sociales. Il serait donc

---

<sup>133</sup> Une des têtes pensantes de ce parti était d'ailleurs Yann Fouéré, ancien collaborateur de Vichy.

<sup>134</sup> *Ouest-France*, 28 mai 1976 ; AP Jean-Michel Manac'h, « Historique du FSAB ».

hasardeux de les classer à l'extrême-gauche, malgré les sympathies qui y portaient certains de leurs militants. D'autres ont clairement voulu se poser en partis bretons d'extrême-gauche : c'est le cas de *Sav Breizh*, de *Stourm Breizh* ou du FASAB<sup>136</sup>. Le premier, brièvement un parti, est surtout une revue, créée en octobre 1969 par, notamment, Erwan Vallerie. Elle disposait de réelles sympathies au sein de l'extrême-gauche<sup>137</sup>, mais serait restée très proche des positions nationalistes de l'*Emsav* traditionnel<sup>138</sup>. Le second, *Stourm Breizh*, se voulait socialiste-libertaire et anarcho-indépendantiste<sup>139</sup>. Très groupusculaire (quelques dizaines de militants), il n'arrivera jamais à élaborer une idéologie autonome et cohérente<sup>140</sup>. Nous venons de voir que le troisième, le FASAB, provenait notamment de SAV, qui avait fusionné avec les CAB et *Stourm Breizh*<sup>141</sup>. Proche du PSU et de la LCR, participant à tous les comités de soutien, ses éléments les plus militants, à l'instar de Guy Caro, étaient certainement proche de l'extrême-gauche<sup>142</sup>. Mais, regroupant des mouvements d'idéologies très différentes, le FASAB ne dura même pas une année<sup>143</sup>.

Trois autres groupes pourtant, par leur durée, leur audience et/ou une trajectoire originale sont clairement situable à l'extrême-gauche et méritent d'être interrogés de façon plus approfondie : le *Parti Communiste Breton* (PCB), et deux scissions de l'UDB : un premier groupe constitué autour du journal *La Taupe Bretonne*, et deux autres groupes rassemblés autour des journaux *Ar Morzhol* (les JPB) et *Sklerijenn*. Pour commencer notre enquête sur l'appréhension de la question bretonne sur des bases

---

<sup>135</sup> NICOLAS (Michel), *op. cit.*, p. 470-474.

<sup>136</sup> Auxquels on pourrait adjoindre les *Comités d'action bretons* et le mystérieux *Emsav Stadel Breizh* (ESB). Les premiers, animés par Guy Caro et Édouard Morvan, avaient « entrepris une démarche fédérative et coordinatrice des militants engagés directement dans les luttes et non à partir de présupposés théoriques et idéologiques ». Nés en 1972 des Comités de soutien aux détenus, ils disparaîtront dans le FSAB en 1975 (Source : CHT, PSU 117, texte du CAB intitulé « Analyse politique du problème breton » ; AP Jean-Louis Griveau, document de travail de la Fédération bretonne du PSU « Pour mieux comprendre l'Emsav », p. 14). L'ESB, mouvement entièrement bretonnant animé par Guy Étienne, se présentait comme une « organisation révolutionnaire pour la lutte de libération ». Il commence à publier *Emsav* dès 1967. À la lecture de cette revue, obscure et confuse, ESB semble plus être une secte qu'un mouvement d'extrême-gauche ?... (Source : entretien avec Philippe Rogel ; *Que Faire* n°8/9, *op. cit.*, p. 14 ; la revue *Emsav*, dont le CRBC a une collection complète).

<sup>137</sup> *Que Faire* 8/9 ; *Critique Socialiste* n°11 et *Les Temps Modernes* n°324-326 ou encore LE DANTEC (Jean-Pierre), *Bretagne...*, *op. cit.*, etc., citent régulièrement cette revue, avec des commentaires très favorables.

<sup>138</sup> Selon Michel Nicolas, *op. cit.*, p. 464-467. Sa position nous semble toutefois sévère voire peu objective.

<sup>139</sup> *Le Poing Dans la Gueule* n°1, mars-avril 1976.

<sup>140</sup> « Pour mieux comprendre l'Emsav », cité, p. 16 ; NICOLAS (Michel), *op. cit.*, p. 474.

<sup>141</sup> Ils créent tout d'abord le FSAB le 8 juin 1975, qui prend le nom de FASAB lors de l'Assemblée générale des 27-28 septembre 1975. Le « A » en plus rappelant le caractère autonomiste du parti.

<sup>142</sup> « Historique FSAB », cité.

<sup>143</sup> *Ouest-France*, 28 mai 1976.

idéologiques d'extrême-gauche nous allons donc tout d'abord nous intéresser à ces trois mouvances – aux parcours très différents, qui trouvent leurs racines dans l'*Emsav* – et à leur façon d'appréhender la Bretagne.

a) *Le PCB, pour une cohabitation harmonieuse Bretagne/gauchisme*

Nous avons qualifié le PCB, en le présentant, de nationaliste et internationaliste à la fois. Il convient ici de commencer à expliciter ce paradoxe apparent. À l'évidence tout d'abord, le CRB puis le PCB est nationaliste et s'en revendique<sup>144</sup>. Il définit en effet la Bretagne comme une entité historique<sup>145</sup>, insiste sur la présence d'une langue, le fondement géographique, etc.<sup>146</sup> Pourtant le PCB précise :

« Nous sommes des communistes à prétentions nationales, puisque nous nous proposons d'arracher aux capitalistes français et à leurs valets, le monopole de la puissance, d'industrialiser notre pays, d'arrêter l'exode, de donner aux travailleurs la propriété des moyens de production, de les dépasser en fait de régime social. Mais nous sommes des internationalistes car nous soutenons et collaborons, dans la mesure de nos moyens, à la lutte des révolutionnaires au Tchad, au Viet-Nam, au Pays Basque, en Palestine.<sup>147</sup> »

Le PCB est donc nationaliste, mais c'est le rejet des capitalistes qui compte, parce que le peuple breton, en fait, serait un « peuple prolétaire et de prolétaires<sup>148</sup> ». De cette qualification, la lutte ne peut être pour eux que nationale et sociale. L'indépendance qu'ils réclament, c'est « le droit du peuple breton à disposer de lui-même, à régler lui-même ses problèmes économiques, politiques, sociaux et culturels en liaison avec les forces progressistes en France, en Europe et dans le Monde<sup>149</sup> ».

Ils se considèrent internationalistes quand ils écrivent :

« Nous considérons que le problème breton est le problème de toutes les minorités exploitées et nous voulons créer une dynamique largement ouverte à tous les hommes pénétrés de l'idéalisme socialiste et qui voudront collaborer à la révolution internationale de tous les peuples opprimés par l'impérialisme<sup>150</sup> sous toutes ses formes.<sup>151</sup> »

De fait, leur nationalisme n'est pas un nationalisme fermé qui ne se sent concerné que par une nation bretonne. Plus de la moitié de *Bretagne révolutionnaire* est

---

<sup>144</sup> Cf. *Bretagne révolutionnaire* n°8, juin 1970, « La ligne politique de *Bretagne révolutionnaire* » et surtout *Bretagne révolutionnaire* n°5, octobre 1969, « Sommes-nous des nationalistes ? ».

<sup>145</sup> *Bretagne révolutionnaire* n°9, mars 1971.

<sup>146</sup> *Bretagne révolutionnaire* n°5, octobre 1969, « Sommes-nous des nationalistes ? ».

<sup>147</sup> *Bretagne révolutionnaire* n°8, juin 1970.

<sup>148</sup> *Bretagne révolutionnaire* n°6, janvier 1970.

<sup>149</sup> *Bretagne révolutionnaire* n°1, avril 1969.

<sup>150</sup> Et la dénonciation de l'impérialisme français est récurrente dans *Bretagne révolutionnaire*.

<sup>151</sup> *Bretagne révolutionnaire* n°1, avril 1969.

généralement consacrée aux luttes qui se déroulent dans le reste du monde, au Bangladesh, au Vietnam, en Irlande, en Palestine... Finalement, ils suggèrent que leur nationalisme est la meilleure voie vers le socialisme car luttant contre l'oppression et l'exploitation sous toutes ses formes, et notamment l'oppression d'une périphérie par un centre<sup>152</sup>. Ils placent donc leur lutte nationale comme un des maillons de la lutte des classes, des opprimés contre les oppresseurs, au niveau mondial<sup>153</sup>. Pour résumer, ils ne conçoivent une Bretagne indépendante que socialiste, parce que le capitalisme est toujours une oppression du peuple, mais que cette indépendance ne peut être réelle que dans un monde socialiste et solidaire, sinon l'oppression ne sera abolie qu'en apparence.

Pour justifier cette position théorique par un Parti Communiste Breton la plupart de leurs textes développant leur nationalisme breton contiennent des références aux "Pères du marxisme". Ils se réfèrent à Marx, Engels, Jean Jaurès, Lénine ou Ho Chi Minh, les introduisant par des « Jean Jaurès, en 1907, disait déjà...<sup>154</sup> », « Ho Chi Minh l'avait compris...<sup>155</sup> », etc. Ces éléments légitimants, introduisent dans le débat breton des textes plus généraux ou concernant d'autres régions, à l'instar de l'Irlande. Ils visent enfin à ancrer le PCB, aux yeux de ses militants, dans le mouvement communiste international.

### *b) La Taupe Bretonne : il faut tuer le père !*

Issu de l'UDB<sup>156</sup>, le groupe qui rédige *La Taupe Bretonne* évolue au cours du temps vers un anti-nationalisme radical. C'est ce parcours original, à contre courant, que nous nous proposons ici de comprendre ou au moins d'interroger.

Dans le premier numéro de la revue, le groupe définit son objet :

« Ces cahiers (...) ont comme objectifs d'exprimer le champ d'une problématique révolutionnaire en Bretagne, d'en dégager les éléments essentiels et d'en commencer l'élaboration théorique. Il s'agit donc d'un travail de critique idéologique. (...) Il y a une question nationale en Bretagne ; elle ne trouve pas de solution révolutionnaire dans un cadre nationaliste. (...) Notre but est, à terme, la construction d'une organisation révolutionnaire en Bretagne.<sup>157</sup> »

---

<sup>152</sup> *Bretagne révolutionnaire* n°5, octobre 1969.

<sup>153</sup> *Bretagne révolutionnaire* n°3-4, juin-août 1969.

<sup>154</sup> *Bretagne révolutionnaire* n°12.

<sup>155</sup> *Bretagne révolutionnaire* n°8, juin 1970.

<sup>156</sup> Le groupe de *La Taupe Bretonne* s'est constitué autour des militants de la section de Paris Nord de l'UDB, et notamment Jean-Yves Guiomar et Alain Le Guyader, exclu de ce parti, en même temps que la majeure partie de la section rennaise, en février 1970. Cf. l'exposé des raisons de leur exclusion dans *La Taupe Bretonne* n°1, p. 51-85. Ils ont l'honnêteté d'y mettre aussi la version de l'UDB, en reproduisant les textes d'*An Emsaver*, journal interne de l'UDB, les concernant.

<sup>157</sup> *La Taupe Bretonne* n°1, mars 1971, p. 3.

Le groupe s'éloignait donc aussi bien de l'UDB, condamnée pour son « nationalisme », que du mouvement ouvrier français, condamnée pour son refus de voir une question nationale en Bretagne (il serait aveuglé par le mythe de l'unité nationale de la France)<sup>158</sup>.

Les prémices de l'évolution du groupe et de sa monomanie sont toutefois établies dès le premier numéro : les cahiers ont pour but d'étudier et de dénoncer le nationalisme comme une « idéologie » qui vise à masquer les antagonismes de classe, et donc une idéologie bourgeoise<sup>159</sup>, ce qui en soit n'est pas une constatation très originale. Partis sur des bases conseillistes radicales, leur critique visait donc aussi l'État et plus particulièrement l'État-nation<sup>160</sup>, ce qui leur vaut, au début, des sympathies et un certain intérêt à l'extrême-gauche.

Rapidement toutefois leur objet prend une autre dimension et vise, pratiquement, à s'attaquer à tous ceux qui osent prendre en compte la question minoritaire<sup>161</sup>. Dès lors, ils rejettent radicalement les idées qu'ils défendaient dans leurs deux premiers numéros, déplorant leur propre « aliénation », précisant que le titre de la revue ne doit être compris que comme « provocation<sup>162</sup> ». Ils rejettent donc l'existence de toute question nationale, en Bretagne comme ailleurs, précisant :

« S'il est bien connu que tous les chemins mènent à Rome, en passant par Washington, Moscou et Pékin (et autres sanctuaires de l'idéologie), nous affirmons, quant à nous, que dans la perspective du projet révolutionnaire, les chemins de la nation ne mènent nul part.<sup>163</sup> »

C'est le début de leur lente plongée en enfer d'autocritiques radicales en anathèmes sans recours qui, par le biais d'une rhétorique de la haine, sorte de volonté d'expiation leurs « erreurs de jeunesse »<sup>164</sup>, les amène à un sectarisme paranoïaque<sup>165</sup>. Leur

---

<sup>158</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>159</sup> *Ibid.*, p. 11 et sqq. Ce qui alors ne s'opposait pas à l'affirmation de l'existence d'inégalités de développement dont seraient victimes les peuples à la périphérie des États-Nations. Cf. *Ibid.*, p. 32.

<sup>160</sup> *La Taupe Bretonne* n°2, décembre 1971, article « Sur l'orientation de la critique révolutionnaire en Bretagne ».

<sup>161</sup> *La Taupe Bretonne* s'attaque donc tout d'abord au numéro de *Frères du Monde* consacré aux « Ferments Révolutionnaires » (n°2, décembre 1971) ; puis au numéro de *Que Faire ?* 8/9 (*La Taupe Bretonne* n°3, octobre 1972, p. 119-147) ; au dossier du n°29 (décembre 1972) de *L'Internationale* sur les luttes en Bretagne (*La Taupe Bretonne* n°4, mai 1973, p. 18-23) ; au numéro de *Partisans* consacré au « Domaine national » (*Ibid.*, p. 167-170) ; et surtout au numéro de *Critique Socialiste* n°11 consacré à la Bretagne dans un article intitulé « La gigue des ploucs » (*La Taupe Bretonne* n°5, novembre 1973, p. 57-84).

<sup>162</sup> *La Taupe Bretonne* n°3, octobre 1972, p. 3.

<sup>163</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>164</sup> Que le lecteur nous excuse ces réflexions psychologisantes.

<sup>165</sup> Pour comprendre cette « condamnation », nous invitons à lire *La Taupe Bretonne* n°3, 4 et 5. Certains des membres du groupe en prennent conscience dès le numéro 3, à l'instar d'Yves Le Floc'h qui déplore le « sectarisme naissant » et « l'agressivité souvent déplaisante » de la revue (p. 150-151). Pour nuancer

solitude (dont ils sont conscients) est compensée par la certitude que « les positions justes mettent du temps à s'imposer<sup>166</sup> ».

De fait, comme le soulignent les rédacteurs des *Temps Modernes*, ils abandonnent leur projet d'une analyse critique du nationalisme, et s'accommodent dès lors des « nationalismes en place », pour porter tous leurs efforts contre les revendications nationalitaires<sup>167</sup>. Finalement, *La Taupe Bretonne* condamne ouvertement toute volonté de prendre en compte une question nationale comme contre-révolutionnaire<sup>168</sup>, proclamant : « Un spectre hante le mouvement révolutionnaire : la question nationale<sup>169</sup> ».

Nous ne prétendons pas proposer une analyse politique plus approfondie de ce groupe, celle-ci devant plus relever de la psychologie. Nous avons pourtant mis en avant l'expérience originale du résultat de la rencontre entre un groupe se revendiquant de l'extrême-gauche et la question bretonne.

### c) *Sklerijenn et les JPB, ou le patriotisme prolétarien*

Le parcours de ces deux groupes, dont les militants étaient liés entre eux, commence aussi à partir de l'UDB. Condamnant le « chauvinisme » de ce parti, rejetant l'analyse de la Bretagne en terme de « colonie »<sup>170</sup>, ces deux groupes essaient toutefois de concilier leur marxisme-léninisme avec leur appartenance à un peuple opprimé. Ils font donc tourner leur réflexion autour de la notion de patriotisme prolétarien. C'est leur façon de défendre cette position que nous allons essayer d'appréhender ici.

Lors de leur cinquième congrès, en juin 1974, qui marquait la rupture avec l'UDB, les JPB fondaient leur action sur « l'existence d'un peuple Breton » et décidaient de se battre « pour la reconnaissance de ses droits nationaux<sup>171</sup> ». La preuve, pour *Sklerijenn*, c'est qu'il existe « une oppression spécifique du capitalisme en Bretagne, dont la lutte menée pour la révolution prolétarienne en France devra, pour être victorieuse, tenir compte<sup>172</sup> ». Dès lors, ce même journal continue :

---

nos propos nous renvoyons toutefois aux trois textes en annexe, qui expriment l'ambition théorique de la revue.

<sup>166</sup> *La Taupe Bretonne* n°4, mai 1973, p. 12.

<sup>167</sup> Cf. *Les Temps Modernes* n°324-326, p. 2 ; et surtout l'article d'Emmanuel Terray, p. 497-498.

<sup>168</sup> Ils parlent d'une dynamique d'« involution », de « régression » en Bretagne, qui « emprunte les formes du progrès ». *La Taupe Bretonne* n°5, p. 112.

<sup>169</sup> *La Taupe Bretonne* n°5, p. 9.

<sup>170</sup> Cf. par exemple *Sklerijenn* n°2, p. 50.

<sup>171</sup> *Ar Morzhol* n°1.

<sup>172</sup> *Sklerijenn* n°1, « Pourquoi ce journal ».

« Le patriotisme prolétarien, notion indissociable de l'internationalisme prolétarien, consiste pour nous, faisant partie d'un peuple opprimé d'un pays impérialiste, à lutter pour la reconnaissance des droits nationaux de ce peuple.<sup>173</sup> »

Ils préfèrent donc le terme de « patriotisme », comme attachement à une culture et à une langue populaire, à un territoire<sup>174</sup>, au terme de « nationalisme », pour bien montrer la nature de leur recherche :

« Notre premier et principal objectif au stade actuel où nous sommes, doit être de déterminer la situation de notre peuple, de déterminer la véritable nature de l'oppression et de l'exploitation de la classe ouvrière et des masses populaires de Bretagne. La contradiction principale en Bretagne est-elle entre la bourgeoisie impérialiste française et le peuple breton dans son ensemble, ou entre la bourgeoisie française et le prolétariat tant breton que français ?<sup>175</sup> »

Ils appliquent donc bien la doctrine de Mao pour ce qui est des luttes de libération nationale : rechercher la contradiction principale. Aussi bien le groupe qui rédigeait *Sklerijenn* que les JPB y répondent au bout d'un an : « La Bretagne fait partie d'un État développé du second monde<sup>176</sup> : la contradiction fondamentale de la société passe entre la bourgeoisie et le prolétariat<sup>177</sup> ». Dès lors, une organisation autonome n'est plus légitime et la conséquence politique logique est la fusion dans l'*Humanité Rouge* et les JCMLF (pour les JPB), qui représentent à leurs yeux l'avant-garde prolétarienne en France<sup>178</sup>. Ils le font sans arrière pensée parce que de toute façon un État communiste respecterait, par essence, les droits des minorités nationales comme l'exemple de la Chine le « démontrait », notamment au Tibet<sup>179</sup>. Ces deux groupes soumettent donc leurs aspirations nationalitaires à la priorité de la Révolution sociale.

## 2. La coalition des sceptiques

Tous les partis d'extrême-gauche en Bretagne ont dû prendre en compte le contexte breton, réfléchir aux nouvelles questions suscitées par ce réveil identitaire. Le

---

<sup>173</sup> *Ibid.*

<sup>174</sup> *Sklerijenn* n°2, p. 17.

<sup>175</sup> *Ar Morzhol* n°2, « Éditorial ».

<sup>176</sup> Nous retrouvons ici la théorie des trois mondes « élaborée par Mao Tse Toung » : le premier monde, « fer de lance de la réaction mondiale », est constitué des deux « super-puissances impérialistes », les États-Unis et l'URSS ; le second regroupe les « pays capitalistes et impérialistes de seconde zone », dont la France ; le troisième, le Tiers Monde, « force motrice de la révolution mondiale » est constitué des pays subissant le colonialisme des deux premiers monde. Il n'y a que dans le troisième monde que la contradiction principale peut être d'ordre national (et donc regrouper dans un front commun les différentes classes contre l'ennemi commun qu'est la puissance coloniale). Source : AP Jean-Do Robin, « La théorie des 3 mondes et Drapeau Rouge ».

<sup>177</sup> *Sklerijenn* n°2, p. 38.

<sup>178</sup> *Sklerijenn* n°2, p. 65 ; AP Klaod an Duigou, « Communiqué de presse » datable de juin 1975.



réveil culturel et les luttes sociales n'ont pas laissé indifférents les militants. Nombreux sont les mouvements à avoir refusé de politiser cette nouvelle situation toutefois, à avoir exprimé leur scepticisme par rapport aux positions nationalitaires. Dans cette perspective, nous allons étudier les positions de *Lutte Ouvrière*, *Drapeau Rouge* et *l'Humanité Rouge*. Nous ne le concevons pas comme une typologie des « sceptiques » pourtant, les matériaux que nous avons ramassés étant insuffisants pour comparer tous les partis entre eux. L'intérêt de la présentation de ces trois groupes permettra toutefois d'analyser trois manières différentes d'exprimer son scepticisme vis-à-vis des revendications nationalitaires, et d'observer quelques convergences suggérant que même ce scepticisme exprime un réel changement par rapport à l'appréhension du fait minoritaire.

*a) Lutte Ouvrière : Les ouvriers n'ont pas de patrie ou le nationalisme vice petit-bourgeois*

Bousculée par les événements, et surtout par la position d'un certain nombre de tendances gauchistes qui reprenaient « à leur compte le nationalisme régional, en le formulant en termes “révolutionnaires”<sup>180</sup> », *Lutte ouvrière* produit une première prise de position politique dans sa revue en mars 1972<sup>181</sup>. Elle précisera sa pensée face aux nombreuses réactions de lecteurs un mois plus tard<sup>182</sup> ; et la développera dans un article de sa revue théorique *Lutte de classe* en juin 1973<sup>183</sup>.

Une longue citation permettra d'explicitement la position de *Lutte ouvrière* :

« En tant que socialistes révolutionnaires, nous reconnaissons le droit de n'importe quel peuple à l'indépendance avec comme seul critère la volonté de ce peuple. Et, par conséquent, à n'importe quelle région de l'Hexagone qui pourrait manifester cette volonté. (...) »

Notre programme vise à permettre à n'importe quel groupe, si peu nombreux soit-il, n'importe quel individu même, qui veut cultiver sa langue maternelle de le faire, d'avoir des écoles et même des universités pour que ses enfants soient éduqués dans cette langue. Et en France, aujourd'hui, c'est là une revendication qui n'est pas

---

<sup>179</sup> *Sklerijenn* n°2, p. 62 ; entretien avec Klaod an Duigou. Rappelons un de leurs slogans : « L'avenir est radieux, mais la voie est sinueuse ».

<sup>180</sup> *Lutte Ouvrière* n°185, 14-20 mars 1972, p. 10.

<sup>181</sup> *Ibid.*, p. 10-11.

<sup>182</sup> *Lutte Ouvrière* n°189, 11-17 avril 1972, p. 2. On notera que les deux seules lettres reproduites dans ce numéro sont favorables aux revendications nationalitaires.

<sup>183</sup> « Régionalisme, nationalisme et socialisme », *Lutte de classe*, juin 1973. Cet article nous a été envoyé par *Lutte ouvrière* et semble constituer sa position officielle pour la décennie.

seulement valable pour les Basques, les Corses, les Occitans ou les Bretons, mais aussi pour les Portugais, les Arabes, les Yougoslaves ou les Maliens.<sup>184</sup> »

LO semble donc exprimer une réelle sympathie à l'égard des revendications nationalitaires, témoignant d'un démocratism radical et cohérent. Le parti rappelle que pour cela il « n'a pas besoin de faire appel au sentiment nationaliste quel qu'il soit », et s'en prend d'ailleurs de façon virulente à tout nationalisme qui « ne saurait être autre chose qu'une conception bourgeoise<sup>185</sup> », dès lors qu'il vise à cacher la réelle division qui est celle entre les classes. Le nationalisme et le marxisme ne peuvent donc, pour LO, être liés :

« Entre les deux conceptions, il n'y a pas de synthèse possible, parce qu'on ne marie pas l'eau avec le feu, et parce qu'elles reflètent les intérêts, à l'échelle historique, de deux classes irrémédiablement ennemies.<sup>186</sup> »

LO refuse donc toute prise en compte politique du fait nationalitaire pour lui-même. Elle dénonce l'opportunisme profond de ceux qui, comme la *Ligue communiste*, le font<sup>187</sup>. Il est à remarquer toutefois, pour conclure, que cette analyse du fait nationalitaire par LO s'appuie essentiellement sur l'exemple du *Parti National Occitan* de François Fontan, ethniciste et aux idées parfois proches de l'extrême-droite<sup>188</sup>. Elle présente donc une caricature des positions nationalitaires pour mieux montrer les différences avec l'analyse en terme de classe. La deuxième remarque de conclusion sera que malgré les sympathies de LO pour certaines revendications nationalitaires, elle les considère comme très périphériques. La question intéresse fort peu le parti qui prend rarement position.

### b) *Drapeau Rouge* : « *Tout ce qui bouge n'est pas rouge !* »

L'exemple de *Drapeau Rouge* nous permettra d'aborder plusieurs thématiques et de mieux comprendre sur quelles bases peut s'établir un scepticisme à l'extrême-gauche à l'égard des revendications nationalitaires.

Il est à remarquer tout d'abord que *Drapeau Rouge* a un parcours assez original par rapport à cette question. Parti d'origine bretonne au départ, les jeunes militants de *Drapeau Rouge* développent une analyse assez proche d'une analyse nationalitaire en 1971-1972. Ils dénoncent alors les bourgeois qui « nient le droit de notre peuple à une

---

<sup>184</sup> *Lutte Ouvrière* n° 189, 11-17 avril, p. 2.

<sup>185</sup> *Lutte de classe*, art. cit.

<sup>186</sup> *Ibid.*

<sup>187</sup> *Lutte Ouvrière* n° 185, p. 11 ; *Lutte de classe*, art. cit.

<sup>188</sup> *Ibid.*

culture originale<sup>189</sup> », et prétendent qu'ils ne doivent « pas hésiter à donner à la lutte pour la révolution socialiste un caractère spécifique à la Bretagne<sup>190</sup> » dès lors qu'elle présente « des caractéristiques de minorité nationale opprimée<sup>191</sup> ». Très rapidement pourtant l'organisation s'éloigne de ces analyses, au point d'être dénoncée par certains pour le « caractère économiste et mécaniste de sa démarche<sup>192</sup> » intellectuelle, son « ouvriérisme ». L'UCFml, dans le cadre d'un rapprochement avec *Drapeau Rouge* pourtant, lui reproche de « s'aligner sur les positions de mépris du paysannat et des minorités nationales caractéristiques de l'aristocratie ouvrière et du PCF<sup>193</sup> ».

Qu'en est-il ? Comment *Drapeau Rouge* analyse la question bretonne ? Il faut bien comprendre que cette question est très secondaire pour ne pas dire inexistante à *Drapeau Rouge*, qui ne lui consacre qu'un article entre 1973 et 1981<sup>194</sup>, et n'aborde même pas la question lors de ses congrès semble-t-il<sup>195</sup>. Ceci en fait probablement l'organisation la moins favorable aux revendications nationalitaires dans la nébuleuse maoïste. C'est donc cette indifférence que nous allons questionner<sup>196</sup>.

En 1972, *Drapeau Rouge* affirmait :

« S'il existait la moindre possibilité que la classe ouvrière et le peuple de Bretagne s'émancipent, fasse la révolution avant nos camarades des autres régions, nous y serions.<sup>197</sup> »

Cette affirmation ne sera jamais remise en question<sup>198</sup> et est très représentative de la position de *Drapeau Rouge* sur la question nationale. Elle suggère en effet un anti-nationalisme radical et l'absence d'attachement à la République française « une et

---

<sup>189</sup> *Drapeau Rouge* n°16 (datable de mai 1972).

<sup>190</sup> BDIC, F° Δ Rés. 579/46, « Bilan de Rennes révolutionnaire, octobre 1971 ».

<sup>191</sup> *Ibid.*

<sup>192</sup> CHT, LOI 37, « UCFML : Trois études sur les marxistes-léninistes en France (1963-1978) », p. 19.

<sup>193</sup> *Ibid.*, p. 18-19.

<sup>194</sup> LEGAL (Fanch), « Le droit à la différence », *Drapeau Rouge* n°46, 21 octobre – 3 novembre 1978, p. 6-7.

<sup>195</sup> Nous n'en avons pas retrouvé tous les textes.

<sup>196</sup> Et non pas l'évolution, dont la principale caractéristique est l'absence de texte sur la question justement. Claude Bécam (entretien avec l'auteur), qui a été à *Rennes Révolutionnaire* (ancêtre de *Drapeau Rouge*) dès 1970, propose toutefois une explication : « Le début se fait par un tout petit groupe qui est extrêmement ancré en Bretagne et donc dans sa réalité. Elle prend donc en compte la réalité de son terrain d'action, et côtoie dans ses actions des militants et des gens qui ont cette réflexion là, et qui sont des compagnons de combat ou de lutte à certains moments. Donc ensuite l'organisation grossit. Les chevilles enflent un petit peu aussi, et le groupe se veut d'avoir une réflexion nationale. Ben on voit bien : *Rennes Révolutionnaire*, puis *Drapeau Rouge*, puis OCFml. Donc petit à petit on nie de plus en plus l'aspect de nos origines, régionales en tous cas, pour prendre en compte une vision plus nationale, plus internationale du problème, et s'intéresser toujours aux minorités, mais pas à celles qui sont à côté de nous ».

<sup>197</sup> BDIC, F°Δ Rés. 613/88, « La situation actuelle et la question du parti », daté de septembre 1972.

<sup>198</sup> Elle est ainsi régulièrement rappelé dans *Drapeau Rouge*. Par exemple : n°70, début octobre 1975, p. 23 ; LEGAL (Fanch), *art. cit.*, p. 7.

indivisible »<sup>199</sup>. Ce qui compte c'est la Révolution. L'organisation professe au contraire un internationalisme intransigeant et ne voit dans les tenants d'une ligne nationalitaire que des « représentants de couches sociales laminées par les monopoles<sup>200</sup> », des petits-bourgeois<sup>201</sup>. C'est ce qu'exprime un des slogans qu'affectionne l'organisation : « Tout ce qui bouge n'est pas rouge » ; une défiance à l'égard de toutes les luttes qui ne découlent pas de rapports économiques purs opposant le prolétariat à la bourgeoisie<sup>202</sup>. Soulignons néanmoins que l'organisation professe son « respect des différences », soulignant que « le socialisme doit être l'expression de toutes les richesses populaires »<sup>203</sup>.

### c) *Humanité Rouge : La contradiction principale n'est pas nationale*

Sans jamais adopter une approche nationalitaire (jusqu'en 1980 en tous cas) le PCMLF tente toutefois, contrairement à LO et *Drapeau Rouge*, d'avoir une approche politique de la question bretonne. Celle-ci reste toutefois très ambiguë.

Ce qui est frappant chez l'*Humanité Rouge* c'est, en effet, son profond malaise face à la « question des minorités nationales ». Elle n'ignore pas cette question. Celle-ci revient régulièrement : le parti informe à plusieurs moments qu'il va faire une enquête pour définir sa position<sup>204</sup>. Mais le parti ne tranche jamais de façon claire. Ce qui sera d'ailleurs un des points regrettés vivement par les opposants bretons à la direction nationale lors de la crise du parti en 1979 : ils lui reprocheront en effet de ne rien avoir

---

<sup>199</sup> Elle condamne d'ailleurs vigoureusement le social-chauvinisme de l'*Humanité Rouge*. Par exemple : *Drapeau Rouge* n°56, p. 12-13.

<sup>200</sup> LEGAL (Fanch), *art. cit.*, p. 7.

<sup>201</sup> Et donc, « par leur position de classe totalement incapables d'inscrire leur combat dans une large vision émancipatrice des peuples du monde ». *Ibid.*

<sup>202</sup> Il semble que ce slogan, récurrent ensuite, ait été utilisé pour la première fois par ce parti pour dénoncer l'attitude de la GP, notamment lorsque la GP prenait fait et cause pour Gérard Nicoud, leader du CID-Unati et héritier idéologique du poujadisme, emprisonné en 1970.

<sup>203</sup> Source : LEGAL (Fanch), *art. cit.*, p. 7.

<sup>204</sup> On peut citer par exemple : le meeting de Rennes du 18 janvier 1976 où un des intervenants explique : « il nous paraît clair que la Bretagne n'est ni une colonie ni une nation (...). Faut-il parler de minorité nationale, de minorité culturelle ? Pour l'instant nous ne pouvons répondre » (Source : brochure « Unité des ouvriers et des petits paysans... », cité) ; en septembre 1976 le Comité du Parti Régional demande une enquête « pour préciser nos positions et notre action sur la question régionale » (Source : AP Klaod an Duigou, « Bilan du CPR ») ; et en 1978 encore, le parti avoue ne pas avoir de position pour ce qui concerne le statut de la Bretagne et demande une enquête pour préciser sa position (CHT, PINS 135, « Résolutions du IIIe Congrès du PCMLF : Sur les régions où a été soulevée la question des minorités nationales » dans *Cahier Rouge* n°13, janvier 1978).

compris à la lutte de Plogoff et de ne pas avoir soutenu les militants bretons lors du procès FLB de 1978<sup>205</sup>.

On peut expliquer cette indécision par trois éléments. Tout d'abord, il faut rappeler que le parti est favorable à certaines revendications des « minorités nationales », comme le prouve sa publication d'une brochure bilingue, breton-français<sup>206</sup>. Elle affirme que les aspirations au « droit à la spécificité » sont « légitimes<sup>207</sup> ». Par rapport à la langue, elle semble même favorable à la parité du breton avec le français dans tous les domaines, et notamment dans la vie publique<sup>208</sup>.

Mais, et c'est le deuxième élément, il ne convient pas d'en faire un front spécifique de lutte, parce que de toute façon « les cultures minoritaires seront sauvegardées et développées dans le cadre de la dictature du prolétariat, qui les protégera<sup>209</sup> ». De fait, comme nous le rappelle Jean-Do Robin, la contradiction principale n'était pas d'ordre national : « An Dispac'h sokialour da gentañ ha goude e vije bet gwelet !<sup>210</sup> ».

Enfin, et c'est le troisième élément, il faut rappeler le chauvinisme profond du PCMLF, ou en tous cas d'une partie de ses militants. En effet, à partir de 1973 et plus encore de 1975, lors du deuxième congrès du PCMLF, la lutte antisoviétique devient un objectif prioritaire. L'URSS est perçue comme une super-puissance fasciste prête à envahir la France<sup>211</sup>. Dès lors, l'unité de la France devient nécessaire, notamment autour de son armée<sup>212</sup>. Un tel chauvinisme français<sup>213</sup> rendait difficile une prise de position claire favorable aux revendications nationalitaires, ce qui mettrait en péril l'« unité de la nation française » en un moment où le « péril impérialiste » était si grand.

Le refus de politiser les revendications identitaires, le refus d'avoir une approche nationalitaire ne signifie donc pas/plus une hostilité à la diversité culturelle. La culture

---

<sup>205</sup> CHT, PINS 135, « Texte du CPR Bretagne du 3 décembre 1979 ». Nous profitons de cette note pour remarquer que l'analyse qui suit concerne surtout l'organisation au niveau national. Les militants bretons de *L'Humanité Rouge*, contrairement par exemple à ceux de LO ou *Drapeau Rouge*, n'hésitent pas à soutenir les « prisonniers politiques » du FLB. Mais, du fait du centralisme démocratique probablement mais aussi du cloisonnement de l'organisation, ils n'élaborent pas une réflexion politique alternative.

<sup>206</sup> Brochure « Unité des ouvriers et des petits paysans... », cité.

<sup>207</sup> *L'Humanité Rouge* n°352, 22 octobre 1975.

<sup>208</sup> Source : brochure « Unité des ouvriers et des petits paysans... », cité.

<sup>209</sup> Cité par *Politique-Bretagne* n°6, avril 1973, extrait de *L'Humanité Nouvelle*.

<sup>210</sup> « La Révolution socialiste d'abord, et après on verra ! ». Entretien avec l'auteur.

<sup>211</sup> Cf. éditorial de *L'Humanité Rouge* n°221, 14 mars 1974.

<sup>212</sup> Ce qui aboutit à un meeting incroyable en janvier 1976, réunissant l'*Union des Jeunes pour le Progrès* (gaulliste), la *Nouvelle Action Française* (royaliste) et *Humanité Rouge* ! Cf. BOURSEILLER (Christophe), *op. cit.*, p. 259-260.

populaire et les revendications linguistiques sont jugées légitimes par tous les partis<sup>214</sup>. Toutefois cette coalition des sceptiques estime que ces problèmes seront résolus “naturellement” dans un régime Socialiste. Dès lors ils sont secondaires et périphériques et n’entrent pas en compte pour réaliser l’objectif unique : la Révolution prolétarienne.

### 3. Imaginer une Bretagne Rouge : des positions nationalitaires à l’extrême-gauche

D’autres partis, tout aussi nombreux, développent une argumentation différente. Pour eux les questions d’ordre nationale ne sont pas des questions périphériques. Elles sont incluses dans la lutte des classes. La question bretonne n’est pas que d’ordre culturel ou linguistique, mais aussi sociale et politique. Ils s’essaient donc à une approche en termes nationalitaires.

C’est à ces partis que nous allons nous intéresser ici, et notamment au PSU, à la *Cause du Peuple*, à la LCR, et à la brève expérience de *Bretagne Révolutionnaire*<sup>215</sup>. Plutôt que d’analyser le fond de leur réflexion, ce qui sera l’objet de la suite du développement, nous allons essayer de dégager des parcours, ou plutôt un processus, de politisation d’une question bretonne. Cela nous permettra surtout de mettre l’accent sur les « entrepreneurs politique<sup>216</sup> » qui impulsent ce processus et sur les lieux d’élaboration de cette réflexion, que nous pourrions qualifier de « forums de rhétorique politique »<sup>217</sup>.

#### *a) Le PSU : pour l’autonomie socialiste de la Bretagne*

À l’évidence, le PSU est le premier parti de gauche à s’intéresser vraiment à la question régionale ; dès 1966 en fait avec la rencontre socialiste de Grenoble (30 avril et

---

<sup>213</sup> Même si cette ligne est en théorie revue lors du III<sup>e</sup> Congrès en 1977.

<sup>214</sup> Remarquons néanmoins que nous n’avons rien trouvé émanant de l’OCI sur la question...

<sup>215</sup> Nous aurions pu ajouter ici par exemple l’UCFml, qui lutte pour les « aspirations nationales du peuple breton », mais sa présence est trop anecdotique en Bretagne pour que cela ait quelque signification. Source : *Le Marxiste-Léniniste* n°27-28, fin juin – fin juillet 1978 ; *Breizh Oppression-Répression, les Bretons témoignent*, édité par les Comités Bretons Anti-Répression, 1978, p. 26-28.

<sup>216</sup> Nous nous inspirons, en utilisant ce terme, des « entrepreneurs de problèmes publics », même si nous limitons cette entreprise à la dimension interne du parti : le(s) militant(s) qui introdui(sen)t de nouvelles thématiques et de nouvelles réflexions. Cf. par exemple : NEVEU (Eric), « L’approche “constructiviste” des problèmes publics : Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Études de Communication* n°22, 1999, p. 41-57.

<sup>217</sup> Nous empruntons ce terme à Bruno Jobert (par exemple : JOBERT (Bruno) dir., *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L’Harmattan, 1994), mais en limitant son « forum de la rhétorique politique » à la dimension interne d’un parti.

1<sup>er</sup> mai) et le colloque de Saint-Brieuc (26-27 novembre), dont le principal animateur est Michel Rocard<sup>218</sup>. Ces rencontres voient l'émergence d'un nouveau socialisme qui remet en cause le marxisme traditionnel au nom de la prise en compte des réalités économiques. Autour du mot d'ordre « décoloniser la province », le colloque de Saint-Brieuc était axé sur les problèmes relatifs à la décentralisation<sup>219</sup>.

Mais, comme le montrent bien les critiques ultérieures, cette approche de la région était plus d'ordre technocratique que politique et était vue sous l'angle de l'aménagement du territoire<sup>220</sup>. Le véritable tournant vers l'adoption d'une approche nationalitaire au PSU est le congrès de Lille, en juin 1971, et l'acteur principal de ce tournant, Guy Caro<sup>221</sup>. À l'instigation de ce dernier, en effet, une motion est votée à la quasi-unanimité, déclarant :

« Dans ce qu'on appelle la France, les formations politiques qui se réclament du mouvement ouvrier : social-démocratie, PCF, ont toujours considéré ce pays comme une nation une et indivisible, entité monolithique aux problèmes uniformes. La réalité est tout autre... Il est indispensable qu'aujourd'hui les problèmes de la colonisation de certaines régions et des minorités nationales soient posés d'une manière sérieuse dans ce parti. Sinon les grands thèmes débattus dans ce Congrès risquent de ne pas correspondre aux aspirations et aux intérêts du peuple travailleur de ces régions et par là même à la pratique des militants des fédérations confrontés à ce problème...<sup>222</sup> »

Cette motion amène la mise en place de plusieurs forums de débat autour de la question des minorités ethniques. La première décision est la création d'une Commission « minorités ethniques<sup>223</sup> » en septembre 1971, dont un des animateurs est Guy Caro. Elle contribue à l'animation et à la diffusion du débat sur la question dans et hors du parti, et est le lieu de l'élaboration du programme du parti sur les minorités nationales<sup>224</sup>.

---

<sup>218</sup> Il faut remarquer que ces rencontres, organisées par le PSU, voient aussi la participation active de la CFDT et du CNJA, auxquels il serait possible d'ajouter, pour le colloque de Saint-Brieuc, la participation d'Ar Falz, de l'UDB et du club « Bretagne et Démocratie » de Michel Phlipponneau (de même que de la CGT, FO et toutes les composantes de la FGDS). Source : HARDEL (Stéphane), *op. cit.*, p. 37-38.

<sup>219</sup> *Ibid.*

<sup>220</sup> *Que Faire* n°8/9, p. 3 ; AP Jean-Louis Griveau, « Quels sont les enjeux des redécoupages territoriaux. Les positions du PSU », texte de Luc Thiébaud daté de septembre 1981.

<sup>221</sup> Comme le rappelle Marc Heurgon, *Que Faire* n°8/9, p. 80. Il faut toutefois souligner que la section de Brest du PSU avait aussi, au cours de ce même congrès, fait une contribution demandant la reconnaissance par le PSU des « minorités ethniques vivant en France » (Source : AP Jean-Louis Griveau, « Pour une lutte révolutionnaire des minorités ethniques », dans le dossier *La Bretagne dans la lutte révolutionnaire pour le socialisme*, édité par le groupe entreprise de la section brestoise du PSU en octobre 1971). Ceci suggère qu'un débat existait déjà au PSU, au moins en Bretagne, sur la question des minorités nationales avant 1971. Nous n'en avons toutefois pas retrouvé trace.

<sup>222</sup> Cité dans *Bretagne révolutionnaire* n°11, « Le PSU et la question nationale ».

<sup>223</sup> Qui prendra le nom de « minorités nationales » par la suite.

<sup>224</sup> Il serait donc possible de qualifier cette Commission d'« arène politique », pour continuer à utiliser la terminologie de Bruno Jobert. Source : « Décision de la Direction Politique Nationale du PSU (Minorité Ethnique), septembre 1971 », dans le dossier *La Bretagne dans la lutte révolutionnaire...*, cité.

Cette commission met en place le Congrès de Narbonne les 29-30 janvier 1972, précédée d'assemblées régionales<sup>225</sup>, qui amorce la réflexion de fond du parti sur la question<sup>226</sup>. Un autre lieu de débat à l'époque est *Tribune Socialiste*<sup>227</sup>, dont les articles deviennent réguliers sur la question nationalitaire. Nous pourrions ainsi évoquer la longue tribune libre d'Alain Guillerme<sup>228</sup>, un des autres « entrepreneurs politiques » bretons sur la question au sein du PSU.

Dès le Congrès de Toulouse du PSU (décembre 1972), qui adopte le nouveau manifeste du parti « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », les minorités nationales font partie des thématiques du PSU<sup>229</sup>. Cela ne clôt pas le débat pour autant. Celui-ci divise la Bretagne où, au début, les partisans d'une approche nationalitaire étaient plutôt minoritaires alors que les « appareils » étaient réticents<sup>230</sup>. Des réunions régionales sont néanmoins organisées régulièrement pour permettre le débat et expliciter les positions. Ainsi, à la réunion régionale de Saint-Brieuc (18 novembre 1972), il y a unanimité pour affirmer que « la lutte des minorités ethniques participe à la lutte contre l'exploitation capitaliste<sup>231</sup> », mais les participants se divisent ensuite sur deux textes. Le premier affirme que :

« La lutte des minorités ethniques est un front de lutte, mais secondaire par rapport au front principal, celui de la lutte des classes : en aucun cas ce dernier ne doit lui être subordonné.<sup>232</sup> »

Pour le second, déjà clairement nationalitaire :

« La lutte des minorités nationales a une importance de premier ordre pour accentuer les contradictions de l'État bourgeois et pour renforcer la lutte anti-capitaliste et le mouvement révolutionnaire.<sup>233</sup> »

Le débat progresse peu ensuite de 1972 à 1974<sup>234</sup>. Mais 1974 voit un nouveau tournant vers une approche nationalitaire<sup>235</sup>. Celui-ci concerne tout d'abord les

---

<sup>225</sup> Celle de Bretagne à lieu les 15 et 16 janvier 1972 à Mûr-de-Bretagne, et réunit une soixantaine de militants dont une moitié extérieure au PSU. AP Jean-Louis Griveau, « Assemblée régionale de Bretagne – Minorités ethniques », Bulletin n°15 du PSU de Brest (février 1972).

<sup>226</sup> *Manifeste du Parti socialiste unifié. Contrôler aujourd'hui pour décider demain*, Paris, téma-édition, 1973, p. 215. Cf. le compte-rendu de ce congrès dans le *Tribune socialiste* n°524, 3 février 1972.

<sup>227</sup> Auquel on peut ajouter les deux revues déjà évoquées : *Que Faire* n°8/9, « Colonialisme intérieur et minorités nationales », décembre 1971 ; et *Critique socialiste* n°11, « Spécial Bretagne », janvier-février 1973

<sup>228</sup> *Tribune Socialiste* n°550, 18 octobre 1972.

<sup>229</sup> *Manifeste du Parti socialiste unifié. Contrôler aujourd'hui pour décider demain*, op. cit., p. 213-222.

<sup>230</sup> Entretien avec Guy Caro.

<sup>231</sup> AP Jean-Louis Griveau, « Réunion régionale de Saint-Brieuc, 18 novembre 1972 ».

<sup>232</sup> *Ibid.*

<sup>233</sup> *Ibid.*

<sup>234</sup> À tel point que Guy Caro quitte le PSU en 1973 en le déplorant. Source : *Bretagne révolutionnaire* n°21, décembre-janvier 1974, p. 4.



structures. Février 1974 voit l'extension, une fois par mois, de *Combat Socialiste*, hebdomadaire de la Fédération départementale des Côtes-du-Nord du PSU, aux cinq départements bretons<sup>236</sup>. *Combat Socialiste* devient donc la vitrine et l'espace de débat des fédérations du PSU en Bretagne, renforçant la dimension régionale de ce parti<sup>237</sup>. Et surtout, le 16 février 1975 est créée la Fédération bretonne du PSU, avec une Direction politique régionale<sup>238</sup>, où se fondent peu à peu les fédérations départementales. Le dernier acte voit l'adoption par le PSU-Bretagne du statut de « fédération de minorité nationale » en décembre 1978<sup>239</sup>. Le PSU exprime donc dans son organisation sa réflexion nationalitaire, qui du même coup renforce son ancrage nationalitaire.

La seconde dimension du tournant de 1974 est au niveau de la réflexion. La réunion-débat de Mûr-de-Bretagne d'octobre 1975 réunit une centaine de militants du PSU pour discuter de la question nationale en Bretagne<sup>240</sup>. Elle se termine par une résolution à la tonalité nettement nationalitaire<sup>241</sup> et une prise de position en faveur du « droit du peuple breton à son autodétermination<sup>242</sup> ». La *Plate-forme autogestionnaire bretonne*<sup>243</sup>, en janvier 1978, confirme et renforce cet ancrage.

Pendant cette seconde partie de l'élaboration d'une position nationalitaire au sein du PSU en Bretagne il y a moins besoin d'entrepreneurs politiques. Le thème est devenu central au sein du PSU et la plupart des militants y adhèrent sans arrière pensée<sup>244</sup>, même si certains militants se spécialisent sur cette question<sup>245</sup>. Les lieux du débat sont,

---

<sup>235</sup> Une des raisons importantes de ce tournant est la crise qui touche le PSU à la fin de l'année 1974 et qui voit le départ des rocardiens au PS. Or, « les militants décidés à maintenir le PSU sont aussi pour la plupart (sauf en Loire-Atlantique) ceux qui ont nettement pris conscience du problème spécifique de la Bretagne, d'où une évolution rapide ». Source : *Vivre au pays* n°887, 15 mars – 15 avril 1980, p. 9.

<sup>236</sup> *Le Combat Socialiste* n°715-1, 23 février 1974.

<sup>237</sup> Le journal est en effet conçu comme « l'organe commun de tous les militants bretons » du parti, mais aussi « l'expression des luttes et des espérances de tous les travailleurs de notre région ». En outre, un comité de rédaction du PSU-Bretagne est créé, renforçant les liens entre les différentes fédérations départementales. Source : *Ibid.*

<sup>238</sup> *Le Combat Socialiste* n°759-10, février 1975.

<sup>239</sup> *Vivre au pays* n°887, 15 mars – 15 avril 1980, p. 9.

<sup>240</sup> Autour de trois thèmes : Marxisme, luttes nationales et luttes de classes ; langues et cultures bretonnes ; Bretagne et autogestion.

<sup>241</sup> Cf. texte en annexe.

<sup>242</sup> *Le Combat Socialiste* n°790-19, novembre 1975.

<sup>243</sup> *Plateforme autogestionnaire bretonne*, PSU, janvier 1978.

<sup>244</sup> Jean-Louis Griveau ne se rappelle pas de tension sur cette question au sein du PSU. Entretien avec l'auteur.

<sup>245</sup> Entretien avec Jean-Louis Griveau. Parmi ces militants, qui participent notamment à la Commission minorités nationales, nous pourrions citer : Lanig Le Dilosquer, Jo Rio, Erwan ar Falz et surtout Denez L'Hostiz.

surtout, *Le Combat Socialiste*, qui prend le nom de *Vivre au pays* en janvier 1979, et les Congrès du PSU-Bretagne<sup>246</sup>.

### *b) La Cause du Peuple : partir des masses pour retourner aux masses*

Comme nous l'avons déjà vu, la *Cause du Peuple* (mais aussi VLR, qui était presque sur les mêmes bases idéologiques) a découvert la Bretagne en 1971, grâce aux événements en Occitanie et grâce au réveil culturel breton. Et ça a été le début d'une évolution très rapide vers des positions nationalitaires. Elle les exprime dans *La Cause du Peuple*, 1972 voyant ainsi de nombreux articles sur la Bretagne avec une approche nationalitaire assumée<sup>247</sup>. Pour la Bretagne, elle se crée, dès mars 1972, une tribune spéciale avec *Gwirionez : Vérité-Bretagne*, dont il ne paraît certes, semble-t-il, que quatre numéros<sup>248</sup>. On peut, enfin, mentionner, comme dernier (presque posthume) élément d'expression de cette approche nationalitaire dans la mouvance de la *Cause du Peuple*, le livre de Jean-Pierre Le Dantec, *Bretagne, re-naissance d'un peuple*<sup>249</sup> en 1974. L'organisation a donc le temps d'expliquer brièvement (parce qu'elle disparaît en 1973) ses idées.

Peut-on parler d'entrepreneurs politiques pour la *Cause du Peuple* ? À l'évidence, Jean-Pierre Le Dantec, pour la Bretagne, ou Michel Le Bris, pour l'Occitanie, ont eu un rôle. Mais, comme le rappelle Jean-Pierre Le Dantec, le « groupe était très sensible aux nouveaux mouvements sociaux et aux transformations de la pensée », car il avait « comme thèse principale que les idées justes viennent des masses, de la pratique sociale, et que par conséquent il fallait toujours être à l'affût de tout ce qui apparaissait comme nouveau type de mouvement protestataire<sup>250</sup> ». De fait, il semble bien que ce soit le contexte qui a été le principal « entrepreneur », ayant motivé, de façon presque immédiate, une analyse nationalitaire chez les militants de la *Cause du peuple*<sup>251</sup>.

---

<sup>246</sup> Où la question bretonne est toujours à l'ordre du jour.

<sup>247</sup> Les deux plus importants dossiers sont dans *La Cause du Peuple* n°24 (5 pages A3), 17 mai 1972 et n°29, 15 octobre 1972 (2 pages A3).

<sup>248</sup> Cf. en annexe pour l'éditorial du n°0, 7 mars 1972.

<sup>249</sup> LE DANTEC (Jean-Pierre), *op. cit.*

<sup>250</sup> Entretien avec l'auteur. Il rattache ensuite cette idée à la théorie maoïste : « Partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (dispersées, non systématisées), les concentrer (en idées généralisées et systématisées après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer ». Extrait du *Petit Livre Rouge* de Mao Tsé Toung ; cité par LE BRIS (Michel), *Occitanie...*, *op. cit.*, p. 247.

<sup>251</sup> À tel point que Jean-Pierre Le Dantec se rappelle que les idées nationalitaires, contrairement au féminisme, ont été intégrées sans problème par les militants de la *Cause du Peuple*, et étaient même la seule nouvelle question sociale ayant émergé en 1971 qui n'ait pas gêné la *Cause du Peuple* « aux

c) La LCR : « Na gwenn, na du : Breizh ruz !<sup>252</sup> »

Comme le rappelle Daniel Bensaïd, pendant la seconde Guerre Mondiale Marcel Hic<sup>253</sup> affirmait déjà le soutien des trotskystes aux revendications nationales, « y compris le droit pour les communautés linguistiques<sup>254</sup> (...) à s'administrer, à rendre justice, à recevoir un enseignement dans leur langue<sup>255</sup> », dans ses *Thèses sur la question nationale*<sup>256</sup>. En 1972 pourtant, ces thèses semblent complètement oubliées<sup>257</sup> et la *Ligue communiste* est dénoncée par les nationalistes pour son jacobinisme, son centralisme<sup>258</sup>.



Cette année marque néanmoins le début de la prise en compte des « mouvements dits régionalistes » par la *Ligue communiste*, dont le « regain de vigueur » constitue une « réaction naturelle contre la centralisation bureaucratique et l'arbitraire de l'État fort<sup>260</sup> ». Le « manifeste-programme » de la *Ligue communiste* consacre en effet un point « aux luttes anti-capitalistes des mouvements dit “régionalistes” ». Bien qu'il y soit exprimé des positions très modérées, ce manifeste légitime une réflexion plus poussée et suscite l'émergence d'« entrepreneurs politiques » sur la question nationale. Un groupe se constitue autour de Paul Alliès en Occitanie, qui publiera par la suite *Occitanie Rouge*. Mais c'est surtout à Brest qu'on peut parler d'« entrepreneurs politiques » avec Roger Morin et Pierre Le Goïc<sup>261</sup>, Lancelot et Pagan<sup>262</sup>, qui impulsent une réelle réflexion hétérodoxe sur la question nationale en Bretagne qui aboutit sur des positions nationalistes. Contrairement au reste de la Ligue, qui voyait la question

---

entourneres ». Source : LE DANTEC (Jean-Pierre), *Les dangers du soleil*, Paris, Les Presses d'aujourd'hui, 1978, p. 235.

<sup>252</sup> « Ni blanc, ni noir : Bretagne rouge ! » : “slogan” des Bretons de la *Ligue communiste*.

<sup>253</sup> Dirigeant de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, leader du *Parti Ouvrier Internationaliste* (POI) pendant la seconde Guerre Mondiale.

<sup>254</sup> Dans lesquels il comprenait les Bretons.

<sup>255</sup> Bensaïd (Daniel), *op. cit.*, p. 52.

<sup>256</sup> Cf. par exemple son texte « La question nationale en France et les Etats-Unis d'Europe », adopté à l'unanimité par le Comité central de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1940. Source : *Les Congrès de la 4<sup>ème</sup> Internationale, 2. L'Internationale dans la guerre (1940-1946)*, Paris, Édition La Brèche, 1981, p. 87-102.

<sup>257</sup> Nous n'en avons d'ailleurs trouvé trace dans aucun texte de l'époque.

<sup>258</sup> Cf. par exemple l'interview de Guy Caro dans *L'outil des travailleurs* n°6, mai 1972.

<sup>259</sup> Issu d'un tract de la LCR de Brest, repris par *Drapeau Rouge* (n°80, fin février 1976) pour dénoncer « les nouveaux chouans ».

<sup>260</sup> *Ce que veut la Ligue communiste*, Poche rouge n°1, Maspero, 1972.

<sup>261</sup> Mais à vrai dire ces deux hommes sont seulement l'expression intellectuelle des groupes de Brest, Quimper, Saint-Brieuc et Lorient de la *Ligue Communiste*, qu'ils ont ralliés à leurs idées. Source : entretien avec Pierre Le Goïc, Philippe Rogel et Jean-Michel Manac'h.

nationalitaire comme une lutte périphérique permettant de renforcer la lutte centrale, classe contre classe, les Brestois placent l'approche nationalitaire au centre de leur réflexion.

Lancelot et Cratyle expriment leurs positions dès octobre 1972 dans un long texte intitulé « Breizh Ru<sup>263</sup> » qui se propose d'intégrer la question régionale « comme préoccupation non secondaire dans la problématique de construction du parti<sup>264</sup> » et s'élève contre « l'ignorance qui nous tient lieu de ligne politique<sup>265</sup> ». Ils y développent déjà une position presque nationalitaire (même si elle se centre sur l'analyse des particularités économiques et sociales de la Bretagne). Remarquons que ce texte connaît une certaine audience, une bonne partie paraissant dans *Quatrième Internationale*<sup>266</sup>, revue éditée par le comité exécutif international de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le travail idéologique des militants de Brest ne cesse plus ensuite au sein de la Ligue, aussi bien dans des débats internes<sup>267</sup> que dans des prises de position externe. Mais 1975-1976 marque un tournant. Tout d'abord, les Bretons assument leur hétérodoxie et l'expriment, en 1975, dans une brochure explicitement nationalitaire : « Bretagne noire... Bretagne rouge !<sup>268</sup> », où ils adaptent le mot d'ordre de James Connolly : « Pas de Bretagne libre sans classe ouvrière libre ! Pas de classe ouvrière libre sans Bretagne libre ! ». Ils diffusent leurs idées de façon plus large à travers deux articles parus dans *Critique Communiste* en novembre 1976<sup>269</sup>, rédigés par la « Commission Bretagne de la LCR de Brest ». Ce numéro exprime bien ce qui distingue les Bretons de la position officielle de la LCR. L'éditorial de Paul Alliès soutient en effet qu'il n'y a pas de question nationale en Bretagne « mais bel et bien une question régionale posée au capitalisme du déclin<sup>270</sup> », caractérisation que déplorent les

---

<sup>262</sup> Auxquels il est possible d'ajouter Cratyle que nous n'avons pas identifié.

<sup>263</sup> CHT, LE/JU 53.

<sup>264</sup> *Breizh Ru*, p. 2.

<sup>265</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>266</sup> « Ce n'est pas cela qu'Anne avait voulu », *Quatrième Internationale* n°7-8, mai-août 1973, p. 18-24.

<sup>267</sup> Nous pourrions ainsi citer le texte de Pierre Le Goïc « Bretagne : oppression nationale » qui se veut un complément politique au texte paru dans *Quatrième Internationale*. Datable de fin 1973, il est la première prise de position explicitement nationalitaire émanant de la Ligue. Source : CHT, LE/JU 53.

<sup>268</sup> Cf. en annexe.

<sup>269</sup> « Marxisme révolutionnaire et minorités nationales » et « Bretagne et le mouvement Breton », *Critique Communiste* n°10, novembre 1976, p. 19-62.

<sup>270</sup> *Ibid.*, p. 5.

Bretons<sup>271</sup>. Mais les analyses des Brestois sont aussi reprises régulièrement dans *Rouge*<sup>272</sup>, suggérant une ouverture croissante de la LCR aux thèmes nationalitaires.

Néanmoins, pour se donner une tribune plus personnelle, les militants de l'ouest de la Bretagne décident de publier leur propre revue. Ils publient tout d'abord en 1975-1976 une *Taupe Rouge Brest-Kemper*, dont paraissent cinq numéros. Ensuite, d'octobre 1976 à mars 1977 paraissent quatre numéros de *Bretagne Rouge*. Cette revue, coordonnée par les militants de Brest, développe une argumentation très nationalitaire.

1975 (semble-t-il), à la suite des événements en Corse, voit aussi la mise en place d'une commission « minorités nationales »<sup>273</sup>, montrant bien que la question n'est pas secondaire à la LCR. Celle-ci coordonne les débats au niveau hexagonal et élabore la position officielle de la Ligue, exprimée notamment dans un chapitre du manifeste *Oui, le socialisme*<sup>274</sup>, copieuse brochure qui présentait en 1978 une « vision d'ensemble des principales positions de la LCR<sup>275</sup> ». Ce chapitre<sup>276</sup>, qui a pour titre « Vivre, travailler et décider au pays », avance les mots d'ordre d'« autonomie socialiste » et « droit à l'autodétermination » pour les « peuples » de l'hexagone victimes de « l'oppression nationale ». Ces positions sont officialisées statutairement, bien que nuancées<sup>277</sup>, lors du 3<sup>e</sup> congrès de la LCR en janvier 1979. La LCR y prend en effet position « pour la défense des populations des régions opprimées par l'État national bourgeois et la reconnaissance des droits des minorités dites nationalitaires<sup>278</sup> », qui témoigne néanmoins d'une réelle évolution sur la décennie.

---

<sup>271</sup> *Ibid.*, p. 21 et 32.

<sup>272</sup> Nous pouvons ainsi citer un grand dossier « Défaire la nation : Wounded Knee en Armorique ? », *Rouge* n°320, 31 octobre 1975.

<sup>273</sup> À laquelle participent activement les militants bretons. Entretien avec Jean-Michel Manac'h.

<sup>274</sup> LCR, *Oui, le socialisme !*, Paris, Maspero, 1978.

<sup>275</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>276</sup> *Ibid.*, p. 250-269. Ce chapitre constitue probablement la position nationale officielle la plus développée sur la question, après le numéro de *Critique Communiste*.

<sup>277</sup> Du fait probablement des tensions causées au sein du parti par les positions nationalitaires défendues dans *Oui, le socialisme*. Ces tensions peuvent être devinées dans les textes qui préparent le congrès dont un, qui sera finalement minoritaire, dénonce l'existence d'une question nationale en Bretagne (n'y voyant qu'une question régionale) et surtout le mot d'ordre « Vivre et décider au pays ». Source : CHT, PRE 19 bis, *Cahiers de Recherche Socialiste* (BI Spécial Congrès, décembre 1978), « Contribution – Question nationale, question régionale » signé Galice, p. 9-11 ; CHT, PRE 23, *Cahiers Occitanie Rouge* n°19, « Le 3<sup>e</sup> congrès de la Ligue Communiste Révolutionnaire se prononce en faveur du mot d'ordre “Vivre, Travailler, Décider au Pays” et pour l'Autonomie Socialiste », avril 1979. Paul Allières se réjouit d'ailleurs dans ce dernier article que cette résolution soit la seule du congrès à avoir été votée à la majorité absolue.

<sup>278</sup> *Cahiers Occitanie Rouge* n°19, avril 1979, p. 5.

#### d) De Bretagne-Révolutionnaire à l'OCT

Comme nous l'avons déjà vu, en 1976 a lieu en Bretagne un processus assez original de fusion de plusieurs organisations : la GOP, *Révolution !* et le PCB. Ils fondent *Bretagne Révolutionnaire*, qui devait devenir la Fédération autonome bretonne de la future organisation unifiée<sup>279</sup>. Or une des bases de ce rapprochement était une commune ouverture aux revendications nationalitaires<sup>280</sup>. Sur l'initiative du PCB, la première rencontre a lieu à Mûr-de-Bretagne les 7 et 8 février 1976 et un des principaux débats tourne autour de la question nationale en Bretagne. Or les prises de position ont un caractère nettement nationalitaire, une des résolutions affirmant :

« La libération du peuple breton du joug de l'oppression sociale, politique et culturelle passe par la destruction de l'instrument de domination de classe de la bourgeoisie : l'état-nation. La libération nationale du peuple breton est organiquement liée à celle de l'ensemble des classes et peuples opprimés dans l'hexagone et plus largement en Europe. Le droit à l'autodétermination du peuple breton, reconnue par les communistes, ne peut se concrétiser que dans le cadre stratégique de la révolution socialiste.<sup>281</sup> »

Cette déclaration témoigne d'un réel travail d'entrepreneur politique de la part des militants du PCB (avec la sympathie active de certains membres de *Révolution !* semble-t-il). Cette approche nationalitaire est diffusée notamment par le biais des deux numéros de *Bretagne révolutionnaire* qui paraissent en mars et mai 1976. Ces positions sont confirmées lors de la rencontre *Bretagne révolutionnaire* du 6 juin 1976 qui se fixe comme objectif « la construction d'une organisation communiste en Bretagne, organiquement liée à l'organisation communiste hexagonale sous la forme d'une fédération bretonne de l'organisation communiste hexagonale<sup>282</sup> ».

---

<sup>279</sup> Nous devons ici déjà souligner l'importance du niveau régional, que même la LCR n'a jamais pu mettre en place.

<sup>280</sup> De fait, entre 1972 et 1974 en tous cas, la GOP, puis PLC, avaient développé une véritable réflexion sur les minorités nationales d'ordre nationalitaire, reconnaissant le droit à l'autodétermination des minorités nationales (Source : CHT, RB 25, « GOP : vers le communisme, 1972 », chapitre 7 consacré aux « mouvements de minorités nationales » (p. 39-41)), dénonçant la domination de la bourgeoisie française sur les minorités nationales (Source : CHT, RB 22, « Quelques éléments pour la discussion du projet communiste : texte élaboré par le groupe de Nantes de PLC en juillet 1974 » ; chapitre 9 : « Domination des Français sur les immigrés et les minorités nationales »). Nous n'avons pas trouvé de texte de réflexion sur la question émanant de *Révolution !*, mais *Révolution Bretagne* n°0 témoigne de sa sympathie, confirmée par de nombreux témoignages. Et nous avons déjà défini le caractère nationalitaire de l'idéologie du PCB. Cf. aussi le texte « L'unité des révolutionnaires en Bretagne. Unification entre Révolution !, PCB, OC-GOP » (Source : AD 35, 37 J 10).

<sup>281</sup> CHT, RB 19, « Résolution adoptée à Mûr les 7-8 février 76 ». Texte repris dans *Bretagne révolutionnaire* n°1 (nouvelle série), mars 1976.

<sup>282</sup> CHT, RB 19, « Texte adopté à la conférence de Bretagne révolutionnaire de Rennes, les 5 et 6 juin 1976 ».

Toutefois, ces prises de positions suscitent de très vives réticences de la part de certains militants<sup>283</sup>, du *Groupe 75* de Brest notamment<sup>284</sup>, provoquant le découragement des militants du PCB qui quittent *Bretagne révolutionnaire* au cours de l'année. Ces départs entraînent une atténuation conséquente des prises de position nationalitaires, même si les groupes qui constituaient *Bretagne révolutionnaire* continuent à fonctionner à l'échelon régional au sein d'une Fédération bretonne de l'OCT, notamment autour de *Bonnets Rouges*<sup>285</sup>. L'OCT continue de reconnaître l'existence d'un peuple breton et une oppression spécifique en Bretagne sans toutefois mettre ces éléments au centre de sa réflexion<sup>286</sup>.

L'expérience de *Bretagne révolutionnaire* marque donc un semi-échec pour les entrepreneurs politiques, qui luttaient pour la création d'une nouvelle organisation nationalitaire, concrétisée par le départ de ses plus ardents défenseurs. L'OCT ne peut plus être caractérisée de parti nationalitaire mais exprime des positions favorables à la prise en compte des questions de minorités nationales et des peuples minoritaires.

Ainsi, en l'espace de cinq ans, la plupart des partis d'extrême-gauche – du PSU au PCRml<sup>287</sup> en passant par le PCMLF, l'OCT et la LCR, aussi bien au niveau breton qu'hexagonal – en arrive à une prise en compte politique de la question des minorités nationales, ce qui se voit, par exemple dans les textes de leurs congrès, qui consacrent tous un point aux minorités nationales. Nous tenons toutefois à distinguer prise en compte de la question nationalitaire et approche nationalitaire, qui implique de donner une dimension centrale au thème nationalitaire comme objet et front de lutte. Les seuls à avoir une approche nationalitaire sont donc le PSU, la LCR<sup>288</sup>, la *Cause du Peuple*, et dans une moindre mesure la GOP, voire la GR (en 1971-73) et l'OCT. Les parcours

---

<sup>283</sup> Entretien avec Jean-Paul Le Roux.

<sup>284</sup> Cf. par exemple une lettre du *Groupe 75* aux groupes diffuseurs de *Bretagne révolutionnaire*, qui déplore le sous-titre de « communiste breton » pour *Bretagne révolutionnaire*. Source : CHT, RB 19.

<sup>285</sup> Qui a pour but de permettre « la reprise en charge de la question bretonne par le mouvement ouvrier et populaire et non pas seulement par une minorité intellectuelle ». Cf. *Bonnets Rouges* n°1, mars 1977 (disponible au CHT, RB 22).

<sup>286</sup> Source : CHT, BIR 10, « Les tâches des communistes en Bretagne » ; *L'Étincelle* n°6, 20 janvier 1977, « Thèses du congrès de fondation de l'OCT. 5) Minorités nationales et peuples minoritaires »

<sup>287</sup> Cf. par exemple : *Front Rouge* n°4 : « Textes et documents issus du 3<sup>e</sup> Congrès du PCRml, novembre 1978 » qui a un chapitre « Les luttes régionales » favorable aux aspirations identitaires et démocratiques des différentes régions où existent des spécificités liées à l'histoire et à la culture. Texte disponible, par exemple au CHT, BIL 3.

<sup>288</sup> Et en Bretagne plus particulièrement les groupes de l'ouest de la région.

sont divers mais on n'observe plus d'antipathies affichées, ni même d'ignorance, à l'égard des revendications d'ordre identitaires.

## C) Concrétisation et différenciation du discours

Nous avons déjà vu que tous les partis réagissent de façon convergente sur les questions culturelles et linguistiques. Pour continuer à réfléchir à la politisation de la question bretonne, nous allons nous interroger sur quelques points de fixation du discours sur la Bretagne, dégager les lieux de cristallisation et de différenciation du discours. Nous tenterons en effet d'appréhender le discours comme servant à se situer<sup>289</sup> : de façon active, comme acte politique marqueur d'identité, ou de façon passive, comme témoin d'une situation.

Nous essayerons ainsi de dégager les positionnements face au PCF, référent antagoniste de ce discours pour tous les groupes d'extrême-gauche. Nous essayerons, dans le prolongement de ce premier point, de comprendre les prises de positions sur la question du FLB, pour dégager un autre point de convergence et un autre lieu de différenciation par rapport au reste du spectre politique. Nous nous interrogerons enfin sur une différenciation, de nature géographique, culturelle voire historique celle-là, en trois Bretagne : la Basse-Bretagne, la Haute-Bretagne et la Loire-Atlantique.

### 1. Se démarquer du PCF

Le parti antagoniste de toute l'extrême-gauche, celui par rapport auquel elle se situe, est à l'évidence le PCF. Il fait en effet figure de parti de la classe ouvrière, or pour les partis de l'extrême-gauche, qui rêvent de lui ravir cette place, il a trahi cette même classe ouvrière par ses « révisions », ses « trahisons », ses « compromissions avec le régime bourgeois ». Une bonne partie de la littérature de l'extrême-gauche s'en prend donc au PCF<sup>291</sup>, et un des points d'accroche de cette critique est la dénonciation du chauvinisme et du nationalisme du PCF. Pour s'y opposer, l'extrême-gauche a mis en avant son



<sup>289</sup> Nous renvoyons par exemple à : LE BART (Christian), *Le discours politique*, Paris, PUF, 1998.

<sup>290</sup> Extrait de *Bonnets Rouges* n°2, été 1977, p. 18.



internationalisme. Une autre façon de le faire a été l'ouverture aux revendications nationalitaires. Ainsi, en 1976, *Rouge* dénonce le voyage de Georges Marchais en Bretagne :

« Une telle débauche de tricolore avait quelque chose d'indécent, ici où les couleurs de la France ont couvert une entreprise systématique de négation des droits du peuple breton à l'existence, par le sous-développement entretenu, l'exode, l'étouffement culturel. À l'heure où beaucoup de militants autonomistes cherchent la rencontre de leur combat avec la lutte de classes pour le socialisme, les déclarations de Georges Marchais leur auront, une fois de plus, fait figure de repoussoir.<sup>292</sup> »

Cette mise en avant du nationalisme populiste<sup>293</sup> du PCF permet de l'amalgamer dans le bloc de la « réaction bourgeoise ». Ainsi, Jean-Pierre Le Dantec souligne « l'analogie fondamentale entre la position de l'UDR et celle du PCF<sup>294</sup> », tandis que la Ligue va encore plus loin, dénonçant le « PCF, plus français, plus jacobin que Debré et Sanguinetti réunis » qui « ne veut rien entendre qui remette en cause la République “une et indivisible”<sup>295</sup> ». S'intéresser aux questions d'ordre nationalitaire permet ainsi aux militants d'extrême-gauche de se différencier du PCF.

Ils condamnent aussi régulièrement la violence du PCF ou de la CGT contre toute expression politique bretonne. *L'Humanité Rouge* déplore, par exemple, lors d'une manifestation pour dénoncer les « crimes franquistes » :

« À Brest, les gros bras de Marchais ont violemment attaqué des autonomistes qui manifestaient leur soutien aux condamnés, et tout cela parce qu'ils portaient un drapeau breton. Un tel comportement, c'est du social-fascisme, socialisme en parole, fascisme dans les faits.<sup>296</sup> »

Ces attaques musclées contre les porteurs de drapeaux bretons<sup>297</sup> ou les militants des organisations nationalitaires<sup>298</sup> sont fréquemment rappelées et condamnées. Ainsi, indirectement, mais volontairement, l'extrême-gauche contribue à une revalorisation de l'*Emsav*, assimilés encore à des « collabos » par le PCF<sup>299</sup>, en dévalorisant ses détracteurs et leurs méthodes.

---

<sup>291</sup> Et dans une moindre mesure à ses “satellites” que sont la CGT, la FEN et l'UDB, que nous pouvons qualifier de “mouvance stalinienne réformiste”. Soulignons que cette mouvance le lui rend bien, n'hésitant même pas à utiliser la violence et la diffamation à l'occasion.

<sup>292</sup> *Rouge* n°175, 12 octobre 1976.

<sup>293</sup> Réel au demeurant.

<sup>294</sup> LE DANTEC (Jean-Pierre), *Bretagne...*, *op. cit.*, p. 313.

<sup>295</sup> *La Taupe Brest-Kemper* n°3, datable de novembre 1975.

<sup>296</sup> AP Klaod an Duigou, tract « Halte aux crimes franquistes ! », datable de fin 1975.

<sup>297</sup> Cf. par exemple le tract du PCB, « CGT et FEN : pas de drapeaux rouges et gwenn-ha-du dans les manifestations » (trouvé dans *Bretagne révolutionnaire* n°22, février-mars 1974, CRBC).

<sup>298</sup> Cf. par exemple l'article « Kemper : le PCF cogne et s'isole » dans *La Taupe Brest-Kemper* n°4, décembre 1975.

<sup>299</sup> Cf. par exemple *La Taupe Brest-Kemper* n°4, décembre 1975.

Au fil de la décennie toutefois, le PCF suit la tendance générale et évolue vers un régionalisme qui prône le « droit à la différence »<sup>300</sup>. C'est l'occasion pour l'extrême-gauche de dénoncer son opportunisme et ses tentatives de récupération. Ainsi<sup>301</sup>, lorsqu'elle organise un fest-noz, HR dénonce : « Le P“c”F utilisent (*sic*) démagogiquement la culture populaire bretonne pour renflouer ses caisses en cachant son drapeau terni dans sa poche ». Une large partie de l'extrême gauche s'est donc érigée en défenseur des revendications nationalitaires. Elle a participé à une revalorisation des cultures populaires et ont affaibli probablement le dogme de l'uniformité de la nation française à gauche, tout en dénonçant conjointement chauvinisme et jacobinisme.

## 2. La question du FLB

En prenant position sur le FLB, au travers des arrestations et surtout des procès de ses militants, l'extrême-gauche<sup>302</sup> renforce sa différence à l'égard de la gauche, et plus particulièrement du PCF qui condamne généralement sans aucune nuance tous les attentats et leurs auteurs. Nous verrons ainsi comment se construit pour partie un discours d'identification politique dans la radicalité, au double sens d'extrémisme et surtout de recherche des causes profondes des problèmes abordés. Nous allons en effet voir que leur position tourne autour de ce mot d'ordre d'HR : « Les actes de révolte se comprennent et la répression se combat<sup>303</sup> ».

### *a) Condamnation de la méthode*

Il faut tout d'abord remarquer que l'extrême-gauche condamne unanimement, de façon certes très discrète parfois<sup>304</sup>, les attentats du FLB. Elle ne le fait pas pourtant pour les mêmes raisons que le PCF ou l'UDB. En effet, elle ne condamne pas la violence en tant que telle. Comme le souligne la LCR, ce que l'extrême-gauche condamne ce sont les « impasses du terrorisme individuel ou minoritaire », la bombe ne remplaçant pas « l'action des masses », « la violence de quelques-uns » ne pouvant

---

<sup>300</sup> Qui se veut donc « apolitique », c'est-à-dire ne remettant pas en cause la nation française.

<sup>301</sup> Mais on pourrait évoquer de façon plus conséquente et politique l'analyse de Paul Allières sur l'évolution « régionaliste » du PCF. Source : *Bretagne Rouge* n°4, mars 1977, p. 15-19.

<sup>302</sup> Une réelle proximité de vue existe entre tous les groupes de l'extrême-gauche sur le FLB, à l'exception de LO, de l'OCI et de *Drapeau Rouge*, qui s'intéressent très peu au FLB, si ce n'est pour le qualifier de « réactionnaire » (*Drapeau Rouge* n°45, 21 octobre – 3 novembre 1978).

<sup>303</sup> AP Klaod an Duigou, communiqué de presse de l'*Humanité Rouge* pour le 27 juillet 1978.

<sup>304</sup> En tous cas elle prend ses distances en général.

« suppléer à l'inaction du grand nombre<sup>305</sup> ». Elle déplore des actions « qui ne sont pas adaptées à l'état actuel du mouvement breton et aux conditions de sa lutte<sup>306</sup> » ; même si elle se réjouit que « le FLB a[it] contribué à faire éclater le problème breton au grand jour<sup>307</sup> ». L'extrême-gauche ne condamne donc pas la violence du FLB pour des raisons morales, la violence des masses étant légitime et la Révolution prolétarienne ne pourra être que violente ; mais pour des raisons stratégiques, une violence coupée des masses étant contre-productive et de plus la Révolution n'est pas encore à l'ordre du jour.

Mais surtout, quant à la violence, la plupart des mouvements d'extrême-gauche soutiennent, à l'instar de la LCR et du PSU :

« que la violence première est celle qu'exerce quotidiennement l'État français, instrument du capitalisme, à l'encontre du Peuple breton et qu'elle est infiniment plus grave que les actions symboliques menées par les militants bretons actuellement détenus.<sup>308</sup> »

Ils visent donc à relativiser la violence du FLB. Cette mise en perspective autorise donc, pour l'extrême-gauche une réflexion plus poussée, et en premier lieu une solidarité à l'égard des prisonniers.

### *b) Solidarité face à la répression*

En effet, au fil des vagues d'arrestations – les plus importantes ont lieu en décembre 1968/janvier 1969, au printemps 1972, en février 1974<sup>309</sup>, fin 1974<sup>310</sup>, fin octobre 1975<sup>311</sup>, en février 1978, en juin/juillet 1978<sup>312</sup> et en juin 1979 – et des procès –

---

<sup>305</sup> *Rouge* n°167, 1<sup>er</sup> octobre 1976.

<sup>306</sup> *Vivre au pays* n°880, juillet-août 1979.

<sup>307</sup> *La Taupe Brest-Kemper* n°5, février-mars 1976.

<sup>308</sup> AP Klaod an Duigou, tract datable de l'été 1980 signé par les KAD (*Kuzulioù an Distaoliadeg* : Comités pour l'Amnistie), la LCR et le PSU. Mais dans le même sens nous pourrions citer aussi HR ou le Groupe 75, pourtant souvent sceptique vis-à-vis des positions nationalitaires, qui rappelle que « la violence c'est avant tout le fait du système d'oppression capitaliste » (Source : *Le Grain* n°6, novembre 1976).

<sup>309</sup> Cette vague d'arrestation voit en outre la dissolution du FLB-LNS, FLB-ARB, *Enbata* et le FPLC par le gouvernement. Elle suscite une réaction, et notamment un gala-meeting le 10 février 1974, à l'appel du Comité de soutien aux détenus politiques bretons, *Humanité Rouge, Rouge, Révolution !, Gauche Révolutionnaire M-L*. Source : AD 35, 37 J 10, « À bas les dissolutions FLB-LNS, FLB-ARB, Enbata, FPLC. Tous unis contre la répression ! ».

<sup>310</sup> La principale victime de cette vague d'arrestation est Kaou Puillandre, qui obtient le soutien d'un comité regroupant : CAB, CFDT, *Paysans-Travailleurs*, PCB, PSU, *Révolution !, Sav Breizh, SAV, Skol an Emsav* et *Stourm Breizh*. Source : AP Jean-Louis Griveau, tract « 1974 : année de la liberté ? 1975 : année de la fraternité ? ».

<sup>311</sup> Qui voit la création des *Comités Bretons Anti-Répression* (CBAR ou COBAR). Les initiateurs du CBAR sont : FSAB, LCR, PCB, PSU et *Révolution !*, qui dessinent plus ou moins la mouvance nationalitaire d'extrême-gauche en Bretagne. Mais les groupes locaux sont de composition souvent beaucoup plus large, du PS à HR, sans jamais passer par le PCF toutefois. Ainsi le CBAR de Cornouaille regroupe : FASAB, PSU, PS, LCR, HR, *Paysans-Travailleurs, École Émancipée, Skol an Emsav*,

les plus importants sont ceux d'octobre 1972<sup>313</sup>, juillet 1978, septembre/octobre 1979, juin, octobre et novembre/décembre 1980<sup>314</sup> – une bonne partie de l'extrême-gauche apporte son soutien au emprisonnés. Ils s'organisent dans des *Comités Bretons Anti-Répression*<sup>315</sup>, appellent à des manifestations, etc.

Ce soutien contre la répression est sans restriction et unanime. Ainsi, HR, dans son action pour le soutien à Romain Le Gal<sup>316</sup>, lutte contre la répression en général et pour le soutien à tous les détenus politiques, incluant donc dans tous ses tracts le soutien aux « autonomistes bretons<sup>317</sup> ». L'unanimité se fait aussi pour demander la dissolution de la cour de sûreté de l'État. Soutenir les militants du FLB prend donc aussi place pour l'extrême-gauche dans leur lutte contre « le pouvoir répressif et policier » de Marcellin, Poniatowski ou Bonnet.

### c) *Compréhension de la révolte*

Mais les mouvements d'extrême-gauche vont plus loin que le soutien aveugle. Ils se distinguent aussi par une volonté de compréhension des motivations des militants du FLB. Ainsi, lors de la mort d'un jeune militant du FLB le 29 septembre 1976 en posant une bombe dans le futur camp militaire de Ti Vougeret (Dinéault, 29), la LCR écrit :

« JM ne pouvait accepter cette défaite ni l'insolence du pouvoir. C'est en cela qu'il était des nôtres, de cette génération qui brûle de liquider cette société d'exploitation et d'oppression, même si les formes d'action qu'il a choisi ne sont pas les nôtres.<sup>318</sup> »

Ils précisent sur la même page qu'ils « se reconnaissaient dans sa révolte et son combat<sup>319</sup> ». Les tracts et les communiqués de presse rappellent en effet, en général, la légitimité de la révolte et des revendications des militants du FLB, à l'instar de HR qui,

---

*Syndicat de promotion paysanne* et UPCB (Unité de Production Cinéma Bretagne). Source : *Combat Socialiste* n°790-19, novembre 1975.

<sup>312</sup> Reconstitution des COBAR, avec la participation encore de l'extrême-gauche. Ces COBAR se transformeront ensuite en KAD beaucoup plus animés par l'Emsav (même si les militants d'extrême-gauche continuent d'y participer comme en témoignent nos entretiens).

<sup>313</sup> Cf. ci-dessus.

<sup>314</sup> Source : LE COADIC (Ronan), *Analyse des idéologies : le Front de Libération de la Bretagne, FLB*, mémoire de maîtrise de science politique sous la direction de Maurice Robin, Université de Paris X, 1984.

<sup>315</sup> Cf. la charte du *Comité Breton Anti-Répression* créé à la fin de l'année 1975 en annexe.

<sup>316</sup> Militant de l'*Humanité Rouge* à Lorient, inculpé en avril 1976 pour reconstitution de ligue dissoute (le PCMLF était de fait interdit depuis juin 1968) et emprisonné pendant plusieurs mois.

<sup>317</sup> Série de tracts où les mots d'ordre sont « Mobilisons-nous contre toute répression ! », « Liberté pour tous les emprisonnés politiques ! ». Source : AP Klaod an Duigou ; CHT, PIN 133, PIN 3, PINS 133.

<sup>318</sup> *Bretagne Rouge* n°1, octobre 1976, p. 13. Mais l'article dans *Rouge* n°167, 1<sup>er</sup> octobre 1976, va dans le même sens.

<sup>319</sup> *Ibid.*

après un « mais » pivot<sup>320</sup>, tient « à affirmer publiquement » que « la situation économique, sociale et culturelle faite à la Bretagne est insupportable. (...) Tout cela explique largement la montée de la révolte chez des hommes et des femmes de chez nous. Ils ne sont pas coupables. Les coupables sont ceux qui vivent du capitalisme et le soutiennent<sup>321</sup> ».

Enfin bouclons la boucle avec le PSU pour bien comprendre le processus intellectuel de l'extrême-gauche :

« Le PSU-Bretagne affirme que seul l'arrêt des violences de l'État français contre la Bretagne et le peuple breton mettra un terme à la violence des attentats, et que la solution politique nécessaire ne pourra intervenir que dans la rupture avec l'État bourgeois de plus en plus centralisateur et oppressif.<sup>322</sup> »

Nous voyons donc bien ici l'attitude radicale de l'extrême-gauche qui, s'intéressant aux motivations des membres du FLB, comprenant voire partageant leurs utopies<sup>323</sup>, recherchent dans les problèmes et blocages de la société les causes de l'action violente individuelle.

### 3. Les trois Bretagne

L'extrême-gauche façonne donc son identité au sein de l'espace politique par le discours. Mais cette identité politique se déploie aussi dans l'espace géographique et culturel, espace qui façonne à son tour l'extrême-gauche et son discours. En effet, le discours nationalitaire en tant que discours à caractère identitaire vise à donner du sens au territoire, à façonner l'espace. Ainsi, en Bretagne, le discours nationalitaire entend par "Bretagne" le territoire défini par les cinq départements tracés en 1790 dans les limites de la Bretagne historique : Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Côtes-du-Nord, Morbihan et Finistère. Il s'élève donc contre toute politique visant à le noyer dans un espace plus vaste, l'Ouest, ou visant à le démembrer, c'est le cas de la séparation du département de la Loire-Atlantique de la région administrative Bretagne. Même s'il reconnaît la division entre Haute et Basse-Bretagne, le discours nationalitaire considère avant tout l'unité de la Bretagne (dans sa diversité). Nous nous proposons toutefois de prouver ici que le discours nationalitaire à l'extrême-gauche est marqué par une division

---

<sup>320</sup> entre désapprobation de la méthode et compréhension des aspirations.

<sup>321</sup> AP Klaod an Duigou, « Communiqué de presse de l'*Humanité Rouge* (Bretagne) pour le 27 juillet 1978 ».

<sup>322</sup> *Vivre au pays* n°880, juillet-août 1979.

<sup>323</sup> Ils refusent ainsi de soutenir les militants de droite, notamment à l'hiver 1979, comme le souligne Ronan LE COADIC, *Analyse des idéologies...*, *op. cit.*, p. 31.

en trois Bretagne, et que donc le contexte géographique, dans ses dimensions sociales et culturelles, façonne le discours de l'extrême-gauche. Nous verrons donc que le discours nationalitaire ne se construit pas uniformément en Bretagne. Ceci permettra de nuancer certains de nos propos quant à la politisation d'une question bretonne.

### a) *L'opposition entre Haute et Basse-Bretagne*

Il apparaît tout d'abord que le discours identitaire est beaucoup plus prononcé à l'ouest de la Bretagne, et plus particulièrement en Basse-Bretagne. Tous les partis y semblent soumis<sup>324</sup>. Les deux cas les plus flagrants sont ceux de *Drapeau Rouge* et de la LCR. Ainsi, *Drapeau Rouge* n'a pas eu une approche nationalitaire et a même globalement ignoré la question bretonne. Mais le centre du mouvement était à Rennes. Le groupe de Brest au contraire semble s'y être intéressé<sup>325</sup>. Ainsi, Joseph Le Corre, candidat de l'OCFml pour les élections législatives de 1978 à Brest, rappelait :

« Nous accordons (...) beaucoup d'importance à la culture bretonne qui est une des formes d'expression populaire de la région. Plusieurs camarades sont d'expression bretonnante et s'attachent à ces questions.<sup>326</sup> »

Il mettait aussi l'accent, lors d'un procès en 1975, sur son appartenance au peuple breton<sup>327</sup>.

De même, nous avons décrit la LCR comme un parti prenant en compte la question nationalitaire. Pourtant cette remarque concerne surtout les groupes de l'ouest de la Bretagne qui se reconnaissent dans *Bretagne Rouge* (Brest, Quimper, Lorient et Saint-Brieuc). Au contraire, selon Pierre Le Goïc<sup>328</sup>, Nantes était assez indifférente à la question et Rennes y était même hostile. Les Brestois ont régulièrement essayé de constituer une organisation de la LCR au niveau de la Bretagne, ce qui a toujours

---

<sup>324</sup> À l'exception peut-être de *Révolution !* dont les militants brestois (mais ils n'étaient apparemment que deux) avaient la réputation d'être contre une approche nationalitaire de la question bretonne alors que ceux de Rennes et Saint-Brieuc y semblaient favorables. Source : entretien avec Pierre Le Goïc et Jean-Paul Le Roux.

<sup>325</sup> C'est d'ailleurs eux qui avaient rédigé le texte « Peuple breton, peuple de France, tous unis pour la révolution socialiste » que nous avons déjà cité.

<sup>326</sup> *Drapeau Rouge* n°32, 15-22 mars 1978.

<sup>327</sup> AD 35, 2 PER 4178, brochure « Révolution socialiste et super-puissances ».

<sup>328</sup> Entretien avec l'auteur.

échoué devant le manque d'intérêt des Rennais<sup>329</sup>, et l'impossibilité de parvenir à des positions communes<sup>330</sup>.

De fait, la plupart des entrepreneurs politiques sur la question nationalitaire à l'extrême-gauche semblent provenir de Basse-Bretagne, aussi bien pour la LCR que pour le PSU, si l'on excepte Guy Caro. La question culturelle et linguistique est de fait perçue comme bien plus importante en Basse qu'en Haute-Bretagne<sup>331</sup>. Tout ceci prouve que le contexte social et culturel influe énormément sur l'intérêt pour les questions d'ordre identitaire et sur une politisation de la question bretonne, que celle-ci est proportionnelle à la différence perçue par rapport à la "norme" française.

### *b) Le pôle Nantes/Saint-Nazaire*

Mais le débat est encore plus vif et politique pour ce qui est de la situation de la Loire-Atlantique. Les prises de positions nationalitaires incluent naturellement la Loire-Atlantique en Bretagne<sup>332</sup>, ce qui provoque certaines réticences de la part des militants de ce département.

C'est particulièrement le cas pour la LCR, dont les militants de Loire-Atlantique suggèrent la spécificité de ce département, réfléchissant à une « région à deux étages<sup>333</sup> ». Ils rappellent en effet :

« L'histoire du développement du capitalisme est (...) profondément différente à Nantes et en Bretagne. Disons simplement que "la révolution industrielle à l'écart de laquelle la Bretagne est totalement restée" (texte B.R.<sup>334</sup>) n'est pas passée à côté de Nantes (...) avec comme corollaire la constitution d'un mouvement ouvrier local. Deux histoires différentes qui déterminent deux structurations du champ social qui ne sont pas assimilables.<sup>335</sup> »

---

<sup>329</sup> Ils le reconnaissent d'ailleurs en 1976 lors d'un congrès de ville : « Les camarades de Rennes réunis en congrès décident de ne pas prendre position à l'heure actuelle par rapport à une éventuelle question nationale bretonne. Aucun examen et aucun débat n'ayant eu lieu à Rennes sur cette question ». Source : AD 35, 50 J 21, « Amendement Bretagne du congrès de ville », datable de l'automne 1976.

<sup>330</sup> D'ailleurs, pour les Rennais de la LCR, le groupe de Brest définit « positivement la Nation comme facteur fondamental de l'organisation des sociétés, cadre dans lequel serait nié la lutte des classes » !!! *Ibid.* Autre source : entretien avec Jean-Michel Manac'h.

<sup>331</sup> On pourrait encore citer l'exemple des deux introductions à *Faut qu'ça bosse*, celle rédigée par les Brestois donnant une place beaucoup plus importante à la question bretonne par rapport à celle des Rennais. Et pourtant, politiquement, les deux groupes sont similaires étant tous les deux dans la mouvance de la GR.

<sup>332</sup> Cf. par exemple la *Plateforme autogestionnaire bretonne (op. cit.)* qui réclame la « fin du découpage arbitraire et [la] réintégration de la Loire-Atlantique », p. 101.

<sup>333</sup> CHT, LE/JU 53, « Nantes et la région Bretagne. Pour une région à deux étages... », datable de fin 1972 – début 1973.

<sup>334</sup> Ils font référence au texte « Breizh Ru », cité.

<sup>335</sup> *Ibid.*

Leur argumentation tourne autour du fait que la région Nantes-Saint-Nazaire à sa propre tradition ouvrière et qu'elle a une composition sociale radicalement différente de celle du reste de la Bretagne<sup>336</sup>. Pour eux, la caractéristique d'une région doit être son homogénéité sociale, permettant une intervention homogène<sup>337</sup>. Ils se désintéressent dès lors de la problématique bretonne une fois expliqué qu'ils ne se reconnaissent pas dans le texte *Breizh Ru*, et préfèrent participer à une région « Pays de la Loire », parce que c'est le cadre qui modèle le mouvement ouvrier<sup>338</sup>.

Un débat similaire traverse le PSU lors de la création de la Fédération bretonne du PSU. La fédération de la Loire-Atlantique refuse en effet d'y adhérer<sup>339</sup> arguant de la spécificité du pôle Nantes-Saint-Nazaire, non assimilable à une problématique bretonne. Ceci témoigne d'une sensibilité non-nationalitaire parmi la majorité des militants PSU de Loire-Atlantique<sup>340</sup>.

Et ces débats sur la Loire-Atlantique se retrouvent dans tous les partis qui se lancent dans une approche nationalitaire<sup>341</sup>. Ils témoignent d'une spécificité du mouvement ouvrier dans ce département, avec son histoire propre. Les militants y sont moins sensibles à une approche nationalitaire, ne voyant la problématique bretonne que sous son angle social, même si on peut remarquer, ironie de l'histoire, qu'ils produisent eux-mêmes un contre-discours identitaire.

## Conclusion du deuxième chapitre

Les années soixante-dix sont donc un fort moment de politisation des questions identitaires et c'est le cas en Bretagne. Nous avons vu que cette politisation s'inscrit dans un contexte mondial de renouveau des luttes d'ordre nationalitaires ancrées à gauche. Mais cette politisation est différenciée selon les partis, le pôle nationalitaire

---

<sup>336</sup> Cf. par exemple le texte « Nantes, Breizat ? » : CHT, PRE 86, datable de 1973.

<sup>337</sup> Nous renvoyons par exemple au texte « Sur les relations dialectiques de deux fronts avancés » : CHT, PRE 86, daté d'avril 1973.

<sup>338</sup> CHT, PRE 86, « Résolution organisation » de février 1977 ; CHT, PRE 19bis, *Bulletin des directions* n°1, mai 1977.

<sup>339</sup> En février 1977 le PSU-Bretagne décide donc de créer une section Pays Nantais.

<sup>340</sup> Source : *Vivre au pays* 887, 15 mars – 15 avril 1980 ; entretien avec Jean-Louis Griveau ; AP Jean-Louis Griveau, « Proposition de protocole d'accord entre le PSU-Bzh et la Fédération PSU de Loire-Atlantique : novembre 1982 ».

<sup>341</sup> C'est aussi le cas de l'OCT par exemple, même si ces derniers se retrouvent dans une Fédération bretonne qui couvre les cinq départements. Cf. : entretien avec Jean-Paul Le Roux ; CHT, BIR 10, « Les tâches des communistes en Bretagne ».



d'extrême-gauche étant principalement la LCR et le PSU, et est aussi différenciée dans l'espace, le pôle de cette politisation étant l'ouest de la Bretagne.

Pour l'instant, toutefois, nous avons seulement étudié l'approche nationalitaire de l'extérieur, en précisant comment, par qui et où elle était produite. Il conviendra donc, dans la suite de notre mémoire de préciser le contenu et la portée de cette politisation d'une question nationalitaire à l'extrême-gauche.

# CHAPITRE III

## TERRITORIALISER LA POLITIQUE :

### UN TRANSCODAGE MARXISTE

### DE LA REVENDICATION IDENTITAIRE

*« Nous te ferons, Bretagne, avec des mots drus comme les grêles, avec des mots tranchants comme les faux. (...) »*

*En te nommant, Bretagne, nous te donnons figure.*

*Nous te ferons patrie avec des mots plus forts que les résines du Québec*

*Nous te ferons nation avec des mots plus âpres que le cri des Kabyles crucifiés.*

*Nous te ferons Bretagne avec des mots plus doux que la chair des grenades.*

*À bruit de révolte nous déferons le bal des corbeaux*

*Pour construire ta demeure à ton image, à ta semblance. »*

Xavier Grall<sup>1</sup>

En un sens la politique rejoint la poésie. La parole politique vise à faire advenir ce qui n'est pas, à donner sens à un ensemble éparse d'informations... Pierre Bourdieu parle d'« acte de magie sociale<sup>2</sup> » en soulignant que :

*« Le discours régionaliste est un discours performatif, visant à imposer comme légitime une nouvelle définition des frontières et à faire connaître et reconnaître la région ainsi délimitée contre la définition dominante et méconnue comme telle, donc reconnue et légitime, qui l'ignore.<sup>3</sup> »*

C'est sur ce discours performatif qu'est le discours d'ordre nationalitaire que nous nous interrogerons dans cette dernière partie<sup>4</sup>. Nous allons pour ce faire définir le discours nationalitaire à l'extrême-gauche comme une territorialisation de la politique par le biais d'un transcodage marxiste du discours identitaire.

---

<sup>1</sup> Poème paru dans *Bretagne révolutionnaire* n°5, octobre 1969.

<sup>2</sup> BOURDIEU (Pierre), « L'identité et la représentation » *op. cit.*, p. 66.

<sup>3</sup> *Ibid.* Pierre Bourdieu ajoute toutefois : « L'efficacité du discours performatif qui prétend énoncer dans l'acte même d'énoncer est proportionnelle à l'autorité de celui qui l'énonce ».

<sup>4</sup> Qualifier les discours d'ordre nationalitaire de performatifs n'équivaut pas à nier, ni à porter jugement sur, les problèmes qu'ils soulèvent. Nous tenons d'ailleurs à souligner que le discours marxiste est lui

Nous empruntons le terme de « transcodage » à Pierre Lascoumes, tout en l'utilisant dans une perspective différente de la sienne. Sa définition de ce terme nous intéresse toutefois :

« Par transcodage nous entendons l'ensemble des activités de regroupement et de traduction d'informations et de pratiques dans un code différent. Transcoder, c'est d'une part agréger des informations éparses et les lire comme une totalité ; c'est aussi les traduire dans un autre registre relevant de logiques différentes, afin d'en assurer la diffusion à l'intérieur d'un champ social et à l'extérieur de celui-ci.<sup>5</sup> »

Il précise que le transcodage est une activité de « production de sens<sup>6</sup> ». C'est donc avec cet outil du transcodage que nous allons aller jusqu'au bout de notre approche constructiviste modérée. En effet, nous allons déterminer comment les partis d'extrême-gauche qui adoptent une approche nationalitaire procèdent à un travail rhétorique d'analyse des faits sociaux, les rassemblant, les relisant à travers le prisme idéologique du marxisme mais dans une perspective territoriale. Nous suggérerons de fait, au cours du développement, que l'adoption d'une approche nationalitaire à l'extrême-gauche correspond au passage d'une analyse verticale à une analyse horizontale de la lutte des classes.

Cette partie s'inspirera donc aussi fortement des approches de « framing process » ou « cadres de l'expérience ». Cet axe d'analyse des mouvements sociaux s'intéresse en effet au travail politique, réalisé notamment par des entrepreneurs politiques, qui consiste à donner un sens à la réalité<sup>7</sup>. Ce sens s'érigerait en une sorte de vision du monde qui serait partagé par les différents participants à un mouvement social, vision du monde qui souderait ce mouvement social, et qu'il aurait pour but de propager. Résumant cette approche, André Lecours précise :

« Les leaders des mouvements sociaux construisent du sens et s'engagent dans une mobilisation politique de trois façons. Premièrement, ils fabriquent et adaptent des identités, sélectionnant et utilisant les symboles adéquats au contexte de leur propre lutte et souvent dans une perspective stratégique. Deuxièmement, ils définissent des situations et des événements. Cette description, qui apparaît aussi dans un contexte d'interaction politique et sociale, implique presque toujours des revendications

---

aussi un discours d'ordre performatif créant des catégories, les « classes sociales », pour analyser la réalité, la société...

<sup>5</sup> LASCOUMES (Pierre), *L'éco-pouvoir, environnements et politiques*, Paris, La Découverte, 1994, p. 22.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>7</sup> La définition de David Snow du « framing process » est qu'il est un « effort stratégique conscient de la part de groupes de personnes pour former une compréhension partagée du monde et d'eux-mêmes qui légitime et motive l'action collective » (« *conscious strategic efforts by groups of people to fashion shared understandings of the world and of themselves that legitimate and motivate collective action* »). Cité dans l'introduction de : MCADAM (Doug), MCCARTHY (John D.), ZALD (Mayer N.), *Comparative Perspectives on Social Movements. Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 6.

d'injustice qui, pour leur part, déclenchent une colère justifiée. Troisièmement, ils rattachent l'identité construite à des situations et des événements qu'ils ont définis comme injustes.<sup>8</sup> »

Nous appréhenderons donc clairement l'utilisation idéologique de l'objet « Bretagne » par l'extrême-gauche comme une façon de structurer leur approche des problèmes sociaux et sociétaux de ce territoire, de créer un nouveau cadre cognitif. Ils n'inventent bien entendu pas la Bretagne, mais utilisent ce terme affectivement porteur pour réinterpréter la situation d'un territoire spécifique<sup>9</sup>.

Nous nous proposons donc tout d'abord d'étudier ce que nous appellerons l'altérisation de l'espace qui correspond à une construction du territoire. Nous analyserons par ce biais le travail proprement politique qui vise à la création d'une nouvelle vision du monde autour de la pertinence d'une notion « Bretagne ». Mais cette création sociale n'est pas isolée et n'est pas sans conséquence sociale. Nous verrons en effet que le travail de territorialisation de la politique s'inscrit dans un projet plus large de construction d'un nouveau paradigme à la portée sociale concrète. Ce sont les effets culturels, sociaux, politiques et idéologiques du travail de transcodage que nous étudierons donc dans un second temps.

## **A) L'altérisation de la Bretagne**

Nous allons dans cette première partie nous intéresser à la re-création idéologique de la Bretagne à partir de référents politiques d'extrême-gauche. Nous parlerons d'altérisation de la Bretagne pour définir ce processus politique qui vise à expliciter les différences de l'espace breton et à leur donner sens politiquement. Altériser la Bretagne c'est donc adopter une approche explicitement nationalitaire, se lancer dans un processus de construction d'une question nationale, pour faire de la question bretonne l'épine dorsale d'une réflexion politique et non une simple question périphérique. Nous sommes ici au cœur de notre travail d'analyse d'une approche nationalitaire d'extrême-

---

<sup>8</sup> « *Social movement leaders construct meaning and engage in political mobilization in three ways. First, they manufacture and adapt identities, selecting and using appropriate symbols in the context of their own struggles and often for strategic purposes. Second, they define situations and events. This description, which also comes in the context of social and political interactions, almost always involves claims of injustice which in turn triggers righteous anger. Third, they connect the constructed identity with situations and events they have defined as unjust* ». Source : LECOURS (André), *op. cit.*, p. 113.

<sup>9</sup> Notre utilisation de la théorie des « action frames » s'inspirera aussi des articles suivants : MCADAM (Doug), « Culture and Social Movements », in LARAÑA (Enrique), JOHNSTON (Hank), GUSFIELD (Joseph R.) ed., *New Social Movements. From Ideology to Identity*, Philadelphia, Temple University Press, 1994,

gauche. D'autant plus que, dès lors que l'altérisation est un processus politique, nous entendons ériger les mouvements d'extrême-gauche au cœur de notre analyse – le PSU-Bretagne, la *Cause du Peuple* et les militants de la LCR influencés par la réflexion brestoïse principalement – comme acteurs nationalitaires. De fait, l'approche nationalitaire est une lecture nationale des problèmes en Bretagne. Mais ici, cette lecture nationale vient se surajouter à une lecture prolétarienne marxiste. C'est cette rencontre qui nous intéresse et l'objet « Bretagne » qui en ressort.

Cette altérisation s'opère tout d'abord à travers la mise en avant d'une triple oppression de la Bretagne, économique-sociale, politico-institutionnelle et culturelle, qui suggèrent des problèmes spécifiques. Cette altérisation trouve ensuite sens à travers la découverte d'un peuple breton, habitant de ce "territoire opprimé", au travers duquel peuvent être concrétisés, territorialisés et globalisés, ces problèmes spécifiques. Enfin, nous verrons que cette altérisation prend sens au regard de marxistes révolutionnaires, car elle peut être érigée à leurs yeux en facteur de mobilisation de masse et de succès des mouvements sociaux.

## 1. La triple oppression de la Bretagne

S'interrogeant sur « Que veut dire : être Breton ? », Jean Bars, militant historique du PSU en Bretagne, remarquait : « Il y a d'abord très certainement un sentiment d'injustice, sur le plan économique d'abord (...), sur le plan administratif, et enfin sur le plan culturel ». Il n'avait pas tort, mais ce « sentiment d'injustice » n'est pas immédiat. Pour imaginer l'injustice, il faut avoir une notion de ce que devrait être la justice, analyser une situation comme n'étant pas normale par rapport à la norme. Définir la « norme » et l'« anormal », le « juste » et l'« injuste », est ce qui précède toute revendication et donc toute action d'ordre politique. Mais ce travail de définition est lui-même un acte politique. Ce que nous avons appelé l'altérisation de la Bretagne procède de ce travail de définition. Nous allons en effet voir ici que la première étape d'une approche nationalitaire est d'ériger un territoire en victime d'oppressions. Altériser la Bretagne en premier lieu c'est mettre en avant les problèmes économiques, sociaux, politiques et culturels de la Bretagne par rapport à la norme, c'est donc poser et définir des injustices...

---

p. 36-57; et ZALD (Mayer N.), « Culture, ideology, and strategic framing », in MCADAM (Doug), MCCARTHY (John D.), ZALD (Mayer N.), *op. cit.*, p. 261-274.

### *a) Des problèmes particuliers au développement inégal du capitalisme*

La première étape de l'altérisation de la Bretagne, pour tous les partis qui se lancent dans une analyse nationalitaire<sup>10</sup>, est de dégager les spécificités économiques et sociales de la région sur laquelle porte leur travail politique. Et la théorie marxiste offre à ces partis un outil pour analyser ces problèmes constatés : l'inégal développement du capitalisme.

#### *α. Une composition sociale particulière*

La place particulière du secteur primaire est communément mise en avant, et notamment le poids « prépondérant » de l'agriculture. Ainsi, la LCR souligne qu'en 1950, 50 % de la population active en Bretagne travaillait la terre, pour seulement 27,2 % de la population active française<sup>11</sup>. Le texte « Breizh Ru » contient même, en annexe, plusieurs tableaux comparant la structure démographique de la Bretagne et de la France, dont deux de ces tableaux mettent, par exemple, l'accent sur la structure beaucoup plus rurale de la Bretagne<sup>12</sup>. L'analyse du PSU, notamment dans *Critique Communiste*, va dans le même sens, mettant l'accent sur la faiblesse de la superficie des exploitations bretonnes<sup>13</sup>, et sur son orientation vers l'élevage<sup>14</sup>.

Corrélativement, les marxistes ne peuvent que constater la « faiblesse des poches d'industrialisation<sup>15</sup> ». Ils mettent en avant en outre le fait que la « nouvelle classe ouvrière », « peu organisée » est aussi « hors de l'emprise du stalinisme<sup>16</sup> » et « directement liée au milieu paysan dont elle est originaire<sup>17</sup> »<sup>18</sup>. L'importance des industries agro-alimentaires est mise en avant<sup>19</sup>, mais certaines autres « vocations » sont dénoncées, à l'instar de la « vocation électronique », pour sa « main-d'œuvre sous-

---

<sup>10</sup> Mais à vrai dire, tous les partis de gauche qui effectuent une analyse économique et sociologique de la Bretagne développent les mêmes arguments sans pour autant s'engager ensuite dans une approche nationalitaire.

<sup>11</sup> « Ce n'est pas cela qu'Anne avait voulu », *Quatrième Internationale* n°7-8, mai-août 1973, p. 19.

<sup>12</sup> « Breizh Ru », texte cité.

<sup>13</sup> Un article rappelle ainsi qu'en 1967, sur l'ensemble de la France, près de 1/3 des exploitations avaient plus de 50 ha, alors qu'en Bretagne moins de 2 % des exploitations avaient cette superficie. Source : *Critique Socialiste* n°11, janvier-février 1973, p. 9.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 9-10.

<sup>15</sup> « Ce n'est pas cela qu'Anne avait voulu », *art. cit.*, p. 20.

<sup>16</sup> C'est-à-dire du PCF, le texte émanant de la *Ligue communiste*.

<sup>17</sup> « Ce n'est pas cela qu'Anne avait voulu », *art. cit.*, p. 21.

<sup>18</sup> Ainsi, Jean-Michel Manac'h se rappelle qu'il (et ses camarades de la *Ligue communiste* dans le Finistère) avait été frappé par le réseau de petites usines « qui accueillait un prolétariat directement issu de la paysannerie », et qu'il fallait donc aux trotskystes s'adapter à ce prolétariat particulier. Entretien avec l'auteur.

<sup>19</sup> *Critique Socialiste* n°11, cité, p. 10-11.

payée », ses « cadences infernales<sup>20</sup> »... Certains textes mettent aussi l'accent sur le « déséquilibre entre la production de biens de consommation (55 % de la production bretonne ; 29 % pour la France) et celle de biens de production (45 % contre 71,4 %) <sup>21</sup> ». Ce sont donc des traits économiques et sociaux particuliers qui sont accolés à la Bretagne, justifiant une intervention adaptée.

### *β. Des problèmes économiques particuliers*

Une des chansons de Gweltaz ar Fur exprime bien la logique que nous essayons d'appréhender :

« Le sort du paysan français  
Il n'est guère enviable  
Le sort du paysan breton  
Il est encore pire<sup>22</sup> »

L'altérisation s'effectue en effet la plupart du temps pour déplorer les problèmes spécifiques à la Bretagne, et une situation particulièrement défavorisée. Un argument revient particulièrement souvent ; celui de la disparité des salaires. Ainsi, le PSU souligne que « le revenu moyen des familles en Bretagne est un des plus faibles en France : 18<sup>ème</sup> rang sur 21 régions. Un ménage breton a des revenus qui atteignent à peine les 2/3 de ceux d'un ménage parisien<sup>23</sup> ». Jusque dans la pièce *Faut qu'ça bosse* des ouvriers clament :

« On en a marre des salaires de misère ; ici on gagne 80 000 par mois, et dans toute la Bretagne c'est pareil, les salaires sont de 20 à 30 % inférieurs à ceux de la région parisienne...<sup>24</sup> »

Ces bas salaires regrettés sont conjugués avec un chômage récurrent. Pierre Le Goïc, par exemple, met en avant le fait qu'en 1977 la Bretagne est victime d'un « taux de chômage de 8 %, supérieur à la moyenne nationale (6,7 %) <sup>25</sup> ». Et comme le souligne le PSU, continuant à dessiner une spécificité des problèmes bretons, « la faiblesse des salaires, un sous-emploi important et permanent (...) imposent le départ de nombreux jeunes<sup>26</sup> ». Le parti lance même comme slogan pour la Bretagne « Diplôme = billet de

---

<sup>20</sup> *Sklerijenn* n°1, 12 décembre 1974, p. 14.

<sup>21</sup> AP Jean-Michel Manac'h, « Texte de travail pour une résolution politique du congrès régional », texte de Pierre Le Goïc, datable d'avril-mai 1979.

<sup>22</sup> Paroles qui nous ont été communiquées par Gweltaz ar Fur (rencontre le 20 avril 2002). Cf. en annexe.

<sup>23</sup> « La Bretagne dans la lutte révolutionnaire pour le socialisme », octobre 1971, texte cité.

<sup>24</sup> *Faut qu'ça bosse*, *op. cit.*, p. 39.

<sup>25</sup> « Texte de travail pour une résolution politique... », texte cité.

<sup>26</sup> « La Bretagne dans la lutte révolutionnaire pour le socialisme », octobre 1971, texte cité.

train<sup>27</sup> », suggérant que l'exode n'est pas seulement numérique mais est aussi un exode de qualification<sup>28</sup>.

### γ. Le développement inégal du capitalisme

Pour expliquer ces retards de développement et cette composition sociale particulière, les marxistes ont une théorie particulièrement adaptée : le développement inégal du capitalisme<sup>29</sup>. À celle-ci est aussi régulièrement adjointe la théorie du colonialisme intérieur<sup>30</sup>. Cette approche par le développement inégal est déjà centrale dans le numéro de *Frères du Monde* consacré à la question nationalitaire<sup>31</sup> et sera toujours présente ensuite. La *Ligue communiste* sera particulièrement à l'aise avec cette approche étant donné que c'est le courant trotskyste qui l'a le plus développée. De fait, cette théorie, qu'ils qualifient de « développement inégal et combiné », était le fondement de la *Révolution permanente*, titre du principal livre de Trotsky où il développe ses idées<sup>32</sup>, et a ensuite été développée par Ernest Mandel, un des leaders historiques de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans son *Traité d'économie marxiste*. Il y affirmait en effet que « c'est l'inégalité du rythme de développement entre différents pays, différents secteurs et différentes entreprises qui est le moteur de l'expansion des débouchés capitalistes<sup>33</sup> ». Mais surtout il insistait sur le développement inégal entre diverses régions d'un même pays :

« Ce phénomène, généralement sous-estimée dans la littérature économique marxiste, est en réalité une des clés essentielles pour comprendre la reproduction élargie. Par la création de régions déprimées au sein des nations capitalistes, le mode de production capitaliste crée lui-même ses débouchés "complémentaires" ainsi que ses réserves permanentes de main d'œuvre. (...) Ce qui est significatif du développement spasmodique, inégal, contradictoire du mode de production capitaliste, c'est qu'il ne peut pas industrialiser systématiquement et harmonieusement l'ensemble d'un grand pays.<sup>34</sup> »

---

<sup>27</sup> AP Jean-Louis Griveau, tract « Procès du FLB », daté du 8 octobre 1972.

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> Mais cette théorie était particulièrement à la mode aussi dans le champ scientifique au cours des années soixante-dix, notamment pour fournir une explication économisante au nationalisme. Cette thèse est notamment au centre des approches de Michael Hechter (HECHTER (Michael), *Internal Colonialism : The Celtic Fringe in British National Development, 1536-1966*, London, Routledge & Kegan Paul, 1975) et Tom Nairn (NAIRN (Tom), *The Break-up of Britain*, London, NLB, 1981), pionniers de l'analyse du nationalisme minoritaire. Source : GLENN (John), « Nations and Nationalism : Marxist Approaches to the Subject », *Nationalism and ethnic politics*, vol. 3, septembre 1997, n°2, p. 82-85.

<sup>30</sup> Aussi bien le PSU, la *Ligue communiste (révolutionnaire)* que la *Cause du Peuple* utilisent et condamnent alternativement cette expression.

<sup>31</sup> *Frères du Monde* n°70, cité, p. 18-20.

<sup>32</sup> Comme nous le rappelle Jean-Michel Manac'h (entretien avec l'auteur).

<sup>33</sup> MANDEL (Ernest), *Traité d'économie marxiste*, t. III, p. 36. Cité par *Frères du Monde* n°70, cité, p. 19.

<sup>34</sup> MANDEL (Ernest), *Traité d'économie marxiste*, t. III, p. 49. Cité par *Frères du Monde* n°70, cité, p. 19.



Et cette théorie est donc appliquée à la Bretagne, aussi bien par la *Ligue communiste*<sup>35</sup> que par les autres mouvements. Elle permet en effet d'expliquer les spécificités économiques et sociales, et plus précisément la sous-industrialisation, le chômage persistant, les bas salaires et l'obligation d'exil pour les jeunes Bretons, car comme le rappelle *Gwirionez : Vérité-Bretagne* :

« Les usines se construisent là où c'est le plus rentable pour ceux qui ont les capitaux, sans tenir compte de l'intérêt des gens de telle ou telle région : aux Bretons on ne laisse souvent le choix qu'entre le chômage et l'exil.<sup>36</sup> »

En outre, selon Pierre Le Goïc (LCR), « le capitalisme n'est pas seulement responsable du développement inégal : il en vit<sup>37</sup> ». Il évoque, pour s'expliquer, le problème de la spécialisation des régions, certaines ayant « vocation » à « la production de matières premières ou de produits comestibles » qui sont en outre « très rarement transformés sur place » ce qui provoque « une sous-industrialisation<sup>38</sup> ».

Dès lors, la dernière conséquence de ce développement inégal, selon les mouvements d'extrême-gauche, est l'« extériorité par rapport aux centres d'accumulation et de décision, [l']échange inégal<sup>39</sup> ». L'échange inégal est « basé sur les différences de productivité entre économie agricole et industrielle, production de matière première et de produits finis<sup>40</sup> ». L'extériorité par rapport aux centres d'accumulation et de décision, déjà très vigoureusement dénoncée lors du Joint français, est notamment illustrée par la localisation de la plupart des conseils d'administrations hors de Bretagne, et plus précisément dans quelques centres mondiaux du capitalisme<sup>41</sup>.



<sup>35</sup> Cf. notamment : *Critique communiste* n°10, cité, p. 51-52 ; ou le texte issu de la commission « Minorités nationales » de la LCR : « Contre l'oppression nationale », cité.

<sup>36</sup> *Gwirionez : Vérité-Bretagne* n°0, 7 mars 1972.

<sup>37</sup> AP Jean-Michel Manac'h, « Texte de travail pour une résolution politique du congrès régional », texte de Pierre Le Goïc, datable d'avril-mai 1979.

<sup>38</sup> Comme le développent, dans le même sens, Alain Cabanes et Michel Sequier : « Enquête sur le colonialisme intérieur », *Que Faire* n°8/9, décembre 1971, p. 46.

<sup>39</sup> « Texte de travail... » de Pierre Le Goïc, cité.

<sup>40</sup> Texte issu de la commission « Minorités nationales » de la LCR : « Contre l'oppression nationale », cité.

<sup>41</sup> Comme le déplore notamment le PSU lors de sa réunion-débat de Mûr-de-Bretagne. Source : *Le Combat Socialiste* n°790-19, novembre 1975.

<sup>42</sup> Image extraite de *La plateforme autogestionnaire bretonne*, op. cit., p. 75 ; repris par : *Rouge* n°699, 20 juillet 1978.

Finalement, le développement inégal du capitalisme peut apparaître comme une façon marxiste d'appréhender la question bretonne en évitant toute approche nationalitaire. Nombre d'analystes ont d'ailleurs suivi cette voie. Tout aussi nombreux pourtant sont ceux qui reconnaissent dans le développement inégal du capitalisme l'« expression géographique de la lutte des classes<sup>43</sup> » et y trouvent une porte d'entrée vers une approche nationalitaire sur des bases marxistes. De fait, cette approche marxiste permet de politiser une question bretonne, et donc de s'attaquer aux explications fatalistes du style « La Bretagne est excentrique, elle ne dispose pas de ressources d'énergie, de minerais, etc. »<sup>44</sup>...

### *b) Une Bretagne victime des institutions*

Le capitalisme serait donc, pour les mouvements d'extrême-gauche, le principal responsable de la situation de la Bretagne. Mais d'autres problèmes et oppressions semblent peser sur la Bretagne, et notamment celles des institutions. Ainsi, Pierre Le Goïc avance :

« Il ne suffit pas de constater que la Bretagne est affectée par le développement inégal. Encore faut-il expliquer pourquoi, dans un territoire inégalement développé, elle s'est justement trouvée dans les rangs défavorisés : question qui se pose d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une zone endormie de tout temps, et que la vigueur de son capitalisme commercial et de son industrie textile jusqu'au XVII<sup>ème</sup> siècle ne semblait pas la prédisposer au sous-développement.<sup>45</sup> »

Robert Lafont, qui se posait la même question dans *Les Temps Modernes*, suggère une explication qui sera reprise et adaptée par ceux qui voudront développer une approche nationalitaire à l'extrême-gauche :

« C'est du côté de l'État qu'il faut regarder pour comprendre : un État centralisé, où la centralisation n'est plus contestée par quiconque occupe le pouvoir. Cet État commence à déséquilibrer le territoire qu'il administre en fixant à Paris, (...) sans aucune ressource de base sur place, un pôle de développement préférentiel, un énorme marché qui, vivant de lui et de la centralisation étatique, va faire sentir très loin l'appel de main d'œuvre.<sup>46</sup> »

La dénonciation de l'oppression de l'État (français en l'occurrence) semble assez courante. Comme le suggère la citation de Pierre Le Goïc, le premier grief apparaît être de nature historique<sup>47</sup>. Le groupe de Brest de la LCR affirme ainsi que ce qui a perdu la

---

<sup>43</sup> « Pour une lutte révolutionnaire des minorités ethniques », texte cité (PSU, 1971).

<sup>44</sup> Comme le rappelle Jean-Pierre Le Dantec, dans *Bretagne..., op. cit.*, p. 299-300.

<sup>45</sup> « Texte de travail... » de Pierre Le Goïc, *cit.*

<sup>46</sup> *Les Temps Modernes* n°324-326, cité, p. 25.

<sup>47</sup> Remarquons que nous sommes entrés ici dans une rhétorique déjà beaucoup plus nationalitaire, que dénonce les opposants à cette approche.

Bretagne « c'est le fait d'être intégré à un État qui avait une autre histoire, d'autres problèmes à régler, problèmes spécifiques dont la Bretagne intégrée, qui n'en avait rien à faire, a dû subir les conséquences<sup>48</sup> »<sup>49</sup>. S'en prendre à une oppression historique c'est victimiser et altérer la Bretagne dans le temps long de l'antagonisme entre deux nations aux intérêts divergents.

Un autre problème régulièrement soulevé, est le rôle jugé néfaste de la centralisation. Ainsi, comme le souligne Jacques Galaup, pour le PSU :

« L'État bourgeois se montre incapable de rééquilibrer ce mécanisme boiteux. Depuis des siècles il a même donné l'exemple de la centralisation outrancière, au nom d'une "unité nationale" qui correspondait aux intérêts des classes dirigeants.<sup>50</sup> »

*Frères du Monde* renchérit :

« La centralisation française a certainement joué un rôle, mais ce rôle est beaucoup plus négatif que positif : négatif au sens où la centralisation, en supprimant des barrières, a levé des obstacles qui auraient pu freiner la déstructuration régionale. Mais le ressort de cette déstructuration est la dynamique, la logique propre de l'expansion capitaliste.<sup>51</sup> »

De fait, il apparaît ici que la centralisation, et l'État français dans son ensemble, sont coupables, aux yeux des nationalistes, d'avoir accompagné et même favorisé l'action destructrice du capitalisme. Et encore une fois, la Bretagne est tout spécialement victime de cette centralisation<sup>52</sup>.

En outre, à travers l'État français, la Bretagne serait victime des institutions en général, et notamment de l'armée. Un des thèmes récurrents à l'extrême-gauche est en effet la dénonciation de la « vocation militaire » de la Bretagne. Cette dénonciation prend deux voies. La première est de déplorer la présence particulièrement forte de l'armée et des militaires en eux-mêmes, perçus comme des « forces professionnelles de répression contre les travailleurs bretons et ceux du pays tout entier<sup>53</sup> ». Cette présence est d'autant plus mal ressentie qu'elle présente des dangers à cause de la base de sous-marins atomiques de l'Île Longue<sup>54</sup>. La deuxième voie concerne l'emprise territoriale.

---

<sup>48</sup> *Critique Communiste* n°11, p. 52.

<sup>49</sup> Tout en précisant que « contrairement aux théories nationalistes, ce n'est pas l'annexion qui jette la Bretagne dans sa misère actuelle, mais le développement du capitalisme moderne ». Source : brochure « Bretagne noire... Bretagne rouge ! », *citée*.

<sup>50</sup> *Vivre au pays* n°874, janvier 1979. Cf. texte « Les raisons d'un titre » en annexe.

<sup>51</sup> *Frères du Monde* n°70, *citée*, p. 18.

<sup>52</sup> Cf. par exemple la brochure de la LCR en annexe : « Bretagne noire... Bretagne rouge ! », *citée*.

<sup>53</sup> « Les tâches des communistes en Bretagne », texte de l'OCT datant de décembre 1976.

<sup>54</sup> Cf. par exemple *Critique Socialiste* n°11, *citée*, p. 39. Mais cette dénonciation de la base de l'Île Longue est récurrente chez le PSU et la LCR à la fin de la décennie (lié au combat de Plogoff, même s'il faut avouer qu'ils n'arrivent pas à faire un enjeu du combat contre l'Île Longue).

La Bretagne serait en effet en passe, aux yeux de l'extrême-gauche, de devenir « un énorme champ de manœuvre, pour l'armée classique comme pour l'armée atomique<sup>55</sup> ».

Mais plus généralement le PSU ou la LCR dénoncent « la vocation de la Bretagne à devenir la région semi-désertique que le pouvoir veut en faire<sup>56</sup> ». La Bretagne serait en effet aussi victime d'EDF et des touristes et du caractère « dévoreur d'espace<sup>57</sup> » qui leur est imputé. C'est la dénonciation de la « vocation nucléaire » – avec l'emprise du site même de la centrale neutralisant une importante zone économique (terrestre et/ou maritime), et le problème des couloirs de lignes à haute tension<sup>58</sup> – et de la « vocation touristique » – et notamment les nombreux projets de marinas<sup>59</sup> symboles d'un littoral qui « tend à devenir la proie des spéculateurs fonciers<sup>60</sup> », ou encore les parcs d'Armorique et de Brière<sup>61</sup> – de la Bretagne.

Enfin, on peut évoquer la LCR qui dénonce les missionnaires venus « prêcher la soumission<sup>62</sup> » ; et les Brestois de *Drapeau Rouge* qui vont dans le même sens :

« La religion et le clergé ont commis trop de crimes contre le peuple breton pour que nous n'ayons pas à cœur d'anéantir radicalement toute trace de superstition et toutes les attitudes fatalistes, idéalistes qui en découlent.<sup>63</sup> »

L'extrême-gauche considère ainsi l'Église comme une autre institution dont la Bretagne aurait été particulièrement victime<sup>64</sup>.

### *c) Une oppression culturelle mise en exergue*

#### *α. Un jacobinisme niveleur*

Comme nous l'avons déjà remarqué, la plupart des partis d'extrême-gauche ont affirmé leur sympathie vis-à-vis de la langue bretonne, « langue du peuple ». Dans une

---

<sup>55</sup> *Que Faire ?* n°8/9, cité, p. 53.

<sup>56</sup> *Bretagne Rouge* n°1, octobre 1976, p. 5.

<sup>57</sup> « Texte de travail... » de Pierre Le Goïc, cité.

<sup>58</sup> Cf. par exemple : *Luttes antinucléaires partout comme à Plogoff – Face à la barbarie imposons le socialisme*, LCR du Finistère, 1980, p. 20-22. Mais ce thème est récurrent aussi bien dans la rhétorique du PSU, que dans celle de l'OCT, pendant toute la lutte contre les projets d'implantation de centrales nucléaires en Bretagne (1974-1981)

<sup>59</sup> Comme le dénonce, par exemple, longuement Jean-Pierre Le Dantec dans *Bretagne...*, *op. cit.*, p. 76-89.

<sup>60</sup> *Critique Socialiste* n°11, cité, p. 39.

<sup>61</sup> Très dénoncés au début de la décennie. Cf. par exemple *Critique Socialiste* n°11, cité, p. 5.

<sup>62</sup> « Bretagne noire... Bretagne rouge ! », texte cité.

<sup>63</sup> « Peuple breton, peuple de France, tous unis pour la révolution socialistes », cité.

<sup>64</sup> Nous pourrions évoquer aussi un autre « fléau » dont est victime la Bretagne, souvent mis en parallèle avec la religion : l'alcoolisme. Ainsi, les Brestois de *Drapeau Rouge* affirment : « C'est l'un des moyens utilisés par les bourgeois pour maintenir le peuple breton dans son oppression, il doit être dénoncé et combattu au même titre que la religion ». *Ibid.* Guy Caro développe particulièrement cette oppression. Cf. par exemple : *Critique Socialiste* n°11, cité, p. 76-77.

perspective de caractérisation de la Bretagne toutefois cette défense prend un caractère plus politique. Selon la Commission « Minorités nationales » de la LCR :

« Après la prise de pouvoir par la bourgeoisie, les exigences de cette classe en lutte pour son hégémonie (mobilité de la main d'œuvre, unification linguistique, domination des sociétés rurales, fonctionnement inégal du développement) attaquent de plein fouet les nationalités.<sup>65</sup> »

Ainsi, la Bretagne serait victime d'un jacobinisme niveleur qui viserait à créer un espace uniforme dans les limites de l'État français pour favoriser l'essor et donc les besoins du capitalisme. Cette oppression culturelle dont serait particulièrement victime la Bretagne viserait principalement la langue<sup>66</sup> et s'exprimerait notamment dans les médias, dans la vie publique, à l'école. Les « hussards noirs de la République » représentent une des figures traditionnelles de l'oppression culturelle de la Bretagne dans le discours nationalitaire<sup>67</sup>. De même, l'OCT dénonce « l'école chauvine et centraliste » qui « continue à véhiculer non seulement une idéologie anti-populaire mais aussi raciste anti-bretonne<sup>68</sup> », particulièrement en histoire<sup>69</sup> et en géographie. Finalement, nombreux sont les mouvements à déplorer que « des siècles d'oppression » aient « étouffé la vie culturelle en Bretagne<sup>70</sup> », interdit son « caractère original<sup>71</sup> ».

### β. Un tourisme folklorisant

Mais cette oppression culturelle n'a pas qu'un caractère répressif. En fait il y a pire, c'est « l'oppression culturelle représentée par la dénaturation des traits culturels bretons en folklore et en sous-culture marchande<sup>72</sup> ». De fait, aux yeux de la *Cause du Peuple* :

---

<sup>65</sup> « Texte proposé par la Commission "Minorités nationales"... », cité.

<sup>66</sup> Selon la *Cause du Peuple*, « le pouvoir centralisateur a toujours voulu détruire le breton » (*La Cause du Peuple* n°24, 17 mai 1972). La LCR déplore de façon plus précise : « Il est temps de parler de la langue et de la culture bretonne bâillonnées. La société bretonne est exploitée économiquement et opprimée culturellement, ne l'oublions pas : 20 à 25 minutes de langue bretonne tous les 15 jours à FR3 et une minute trente à la radio les mardis et vendredis, c'est peu pour maintenir en vie une langue qui n'est reconnue nulle part ni dans l'administration ni à l'école » (« Entendez-vous dans la Bretagne ? », *Rouge* n°699, lundi 20 juillet 1978).

<sup>67</sup> Cf. par exemple la brochure de la LCR, « Bretagne noire... Bretagne rouge ! », cité.

<sup>68</sup> « Les tâches des communistes en Bretagne », texte cité.

<sup>69</sup> De même, la *Cause du Peuple* déplore qu'on enseigne aux petits Bretons (de même qu'aux Corses, Occitans...) « la France éternelle », en oubliant de préciser « que leurs territoires ont été purement et simplement annexés, que leurs peuples ont été contraints d'accepter une domination étrangère », en oubliant de rappeler qu'au XVI<sup>e</sup> siècle un proverbe disait « Bretagne est Pérou pour la France »... *La Cause du Peuple* dénonce donc une « histoire censurée » et une « géographie truquée ». Source : *Cause du Peuple* n°24, 17 mai 1972.

<sup>70</sup> Introduction brestoise à *Faut qu'ça bosse*, p. 2, cité.

<sup>71</sup> *Le Prolétaire Ligne Rouge* n°42, 5 juin 1972.

<sup>72</sup> « Les tâches des communistes en Bretagne », texte cité (OCT).

« Comme pour faire oublier un peu plus tous les crimes commis contre le peuple breton, se dresse la figure grotesque du breton d'opérette, qui se dandine avec son chapeau à rubans, *Par le petit doigt lon la lon laire*, et qui vient vous chanter *la Paimpolaise*. Ça fera toujours de bonnes plaisanteries sur les Bretons et on donnera aux petits enfants les aventures de Bécassine, la bonne domestique bretonne qui ne sait dire que "*Ma doue beniguet*" et qui se tuerait pour sa maîtresse !<sup>73</sup> »

C'est une oppression psychologique par le ridicule qui est ici dénoncée, et l'extrême-gauche est unanime pour condamner les « biniouseries et bretonneries<sup>74</sup> », suscitées notamment par le tourisme. Une chanson de Gilles Servat résume bien cette mentalité, la *Chanson du Parc d'Armorique* :

« *Ils ont des chapeaux ronds  
Les Bretons s'déguisent  
Ils ont des chapeaux ronds  
Vivent les Bretons (...)*

*Voilà les touristes qui viennent  
Manger des crêpes en auto  
Ils causeront aux indigènes  
Ils sauront dire Kenavo*

*Les p'tites parisiennes en short  
Viendront danser la gavotte  
Elles lanceront des cacahuètes  
Aux Bretons en boutoù koad...<sup>75</sup> »*

La Bretagne semble, dans ces discours, cumuler les oppressions économique, politico-institutionnelle et culturelle. Un des fondements de l'altérisation de la Bretagne est de fait une victimisation de la Bretagne, dont seraient responsables entre autres le capitalisme, le centralisme et le jacobinisme. L'approche nationalitaire, aussi bien chronologiquement que logiquement, commence donc sur le mode d'une addition de problèmes.

## 2. La découverte d'un peuple breton

En évoquant l'Occitanie, Michel Le Bris remarquait :

« De toutes ces luttes, face à toutes ces situations, diverses certes, mais unifiées par le même désir de "vivre au pays", une même parole jaillit : ouvriers, paysans, jeunes s'unissent d'abord dans le refus. (...) Ceux qui (...) proclament "qu'il ne s'agit au fond que du simple effet de la loi de développement inégal du capitalisme", s'opposent de fait au principal facteur de progression, au levier essentiel porteur des idées de résistance et d'unité qui agitent tout un pays : la conscience d'appartenance à

---

<sup>73</sup> *La Cause du Peuple* n°24, 17 mai 1972.

<sup>74</sup> *Plateforme autogestionnaire bretonne*, PSU, janvier 1978, p. 55.

<sup>75</sup> Texte trouvé dans *Bretagne révolutionnaire* n°11.

un même peuple, spolié de sa terre, pillé de ses richesses, mutilé de sa langue et de son histoire.<sup>76</sup> »

Cette citation, extraite d'une analyse nationalitaire de l'Occitanie par un maoïste<sup>77</sup>, souligne que l'approche nationalitaire, pas plus que l'altérisation d'une région, ne se limitent à une addition de problèmes. Au contraire, l'élément central semble être les liens forts entre les problèmes, la notion d'unité des questions. Il nous appartient ici de nous interroger sur la manière de "créer" cette unité de la Bretagne, de donner sens à cette addition de problèmes. C'est ce "sens" qui crée réellement l'altérité de la Bretagne. C'est ce "sens" que nous situons comme fondement d'une approche nationalitaire à l'extrême-gauche. C'est à cette création de "sens" que s'applique donc le terme de transcodage. Nous verrons ainsi que le premier élément est la définition d'un peuple breton comme peuple prolétaire. Découlant du premier mais le renforçant aussi, le deuxième élément de cette quête de sens et de cette altérisation d'un territoire est la globalisation des problèmes au travers d'une concrétisation et d'une territorialisation de ceux-ci.

#### *a) Définir un peuple breton, peuple prolétaire*

##### *α. Il n'y a pas de bourgeoisie nationale bretonne !*

Un problème s'est posé à tous les groupes qui ont voulu analyser une question nationale en Bretagne dans une perspective marxiste, c'est la question de la bourgeoisie nationale. Le schéma marxiste-léniniste classique prévoyait en effet l'existence d'une bourgeoisie nationale pour reconnaître l'existence d'un « mouvement national démocratique de masse<sup>78</sup> » et donc d'une « oppression nationale », et finalement le « droit à l'autodétermination ». Or, aux yeux d'Emmanuel Terray, qui reflète l'opinion des nationalitaires :

« Si, par bourgeoisie nationale d'une zone donnée, on entend la classe qui détient les capitaux formés sur place, et qui utilise ces capitaux pour mettre en valeur les ressources locales, il est alors clair qu'il n'y a plus de bourgeoisie nationale bretonne. Bien entendu, nombre de Bretons ont pu s'intégrer à la bourgeoisie française, et certains d'entre eux exercent leurs responsabilités en Bretagne même ; mais ils le font en tant qu'agents du capitalisme français. Au regard de la Bretagne, ils peuvent être très exactement définis comme des compradores.<sup>79</sup> »

---

<sup>76</sup> LE BRIS (Michel), *op. cit.*, p. 335.

<sup>77</sup> Il était encore dans la mouvance de la *Cause du peuple* à l'époque.

<sup>78</sup> Suscitée par cette bourgeoisie nationale et dont le prolétariat devait ensuite prendre la direction.

<sup>79</sup> TERRAY (Emmanuel), « Idée de nation et transformation du capitalisme », *art. cit.*, p. 506.

Dès lors, les groupes qui se lancent dans une approche nationalitaire en Bretagne abandonnent « l'existence d'une bourgeoisie nationale comme critère de la question nationale<sup>80</sup> », et même la fondent contre toute bourgeoisie<sup>81</sup>, à l'instar du PSU qui précise :

« Ce serait (...) une grave et dangereuse erreur politique que de ne pas considérer la bourgeoisie bretonne comme notre adversaire, au même titre que la bourgeoisie française à laquelle elle est d'ailleurs parfaitement intégrée (voir les Marcellin, Pleven...).<sup>82</sup> »

Aussi bien le PSU que la LCR rappellent régulièrement qu'emprunter la voie nationalitaire n'équivaut pas à emprunter la voie de la « collaboration de classe ». Leur approche nationalitaire ne se veut pas au-dessus de la lutte des classes, mais au contraire au centre de celle-ci. Cette approche a donc le mérite de la clarté<sup>83</sup>, mais se fait aussi au prix d'un « bricolage idéologique », recyclant des notions utilisées par ailleurs<sup>84</sup>, niant même parfois presque, c'est le cas de Terray, la réalité sociale.

Une fois rejetée clairement toute perspective d'alliance avec la bourgeoisie, s'élabore une réflexion autour de l'assimilation entre peuple breton et peuple prolétaire. Celle-ci est l'amorce d'un transfert de la lutte des classes du niveau vertical (entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise au pouvoir) à un niveau horizontal (entre un territoire prolétaire dominé et un centre bourgeois dominant, entre un peuple breton dominé parce que prolétaire et un pouvoir<sup>85</sup> français dominant parce qu'au service du capital).

### *β. L'unité ouvriers-paysans*

La première étape de cette construction d'un peuple breton, d'une solidarité territoriale, est l'accent mis sur l'unité ouvriers-paysans. Aux yeux de Jean-Pierre Le Dantec :

---

<sup>80</sup> « Bretagne : oppression nationale », texte de la LCR cité.

<sup>81</sup> En fait, selon le PSU, mais la plupart des partis tiennent le même raisonnement : « La lutte contre le capitalisme dans son stade de développement impérialiste supprime toute alliance possible avec les bourgeoisies locales ». Source : « Pour une lutte révolutionnaire des minorités ethniques », texte cité.

<sup>82</sup> *Le Combat Socialiste* n°715-1, 23 février 1974.

<sup>83</sup> Par rapport au flou de la mouvance nationaliste bretonne se revendiquant de gauche qui ne tranche jamais clairement sur la possibilité d'une collaboration avec la bourgeoisie en Bretagne quand il s'agit de défendre les « intérêts du peuple breton ».

<sup>84</sup> La notion de « bourgeoisie compradores » par exemple, qui signifie une bourgeoisie commerçante spécialisée dans l'import-export, est « empruntée » au vocabulaire d'analyse du colonialisme. Jamais étayée, cette notion semble en effet plaquée ici sur une autre situation sociale.

<sup>85</sup> Et non le peuple français, dont le prolétariat mène le même combat que le peuple breton, comme les nationalistes le précisent systématiquement.



« Il ne faut pas perdre de vue la tendance principale, qui est à l'unité ouvriers/paysans-travailleurs. Il n'y a pas si longtemps, ces deux mondes s'ignoraient quand ils ne s'opposaient pas carrément au nom de vieux tabous. Aujourd'hui, les initiatives de solidarité de se comptent plus...<sup>86</sup> »

De fait, cette unité est particulièrement “à la mode” chez les gauchistes au début des années soixante-dix, et plus particulièrement à la gauche maoïste du PSU (GOP et GR) et chez les maoïstes. Nous avons déjà vu à quel point les longues marches ou encore la pièce *Faut qu'ça bosse* tournaient autour de cette thématique. L'unité ouvrier-paysan est aussi le thème central du livre de Jean-Pierre Le Dantec, *Bretagne, renaissance d'un peuple*<sup>87</sup>. Ce thème devient particulièrement central dans toute la Bretagne à partir de 1972, même s'il existait déjà en Loire-Atlantique depuis quelques années<sup>88</sup>.

Il faut d'ailleurs remarquer que la Bretagne était probablement une des régions où l'unité ouvriers-paysans était la plus avancée<sup>89</sup> ; ce qui s'explique certainement par une gauche paysanne, organisée autour des *Paysans-Travailleurs*, plus implantée et plus autonome qu'ailleurs. Or cette thématique n'est pas sans bousculer certains dogmes marxistes profondément ancrés dans le mouvement ouvrier, qui considère les paysans comme des « petits bourgeois », des « petits patrons » (*sic*), comme en avait témoigné, au grand dam des gauchistes, la faible solidarité des ouvriers en faveur des paysans lors de la grève du lait (mai-juin 1972). Néanmoins, nous avançons l'idée<sup>90</sup> que cet accent mis sur l'unité ouvriers-paysans donne tout son poids à l'idée de l'unité des différentes couches sociales sur une base territoriale. Cette ouverture à la paysannerie serait donc l'amorce d'une solidarité populaire, qui pourrait prendre des connotations nationalitaires, au-delà de la classe ouvrière.

### γ. Un peuple prolétaire

Le thème de la solidarité populaire s'élargit en effet rapidement tout en prenant une connotation territoriale affirmée dans le discours nationalitaire. Ainsi, la *Cause du Peuple* voit un processus d'unité populaire en Bretagne réunissant, outre les ouvriers et les paysans, les lycéens et intellectuels progressistes, les marins-pêcheurs et même les

---

<sup>86</sup> LE DANTEC (Jean-Pierre), *Bretagne...*, *op. cit.*, p. 251.

<sup>87</sup> *Ibid.*

<sup>88</sup> Cf. par exemple : LE DANTEC (Jean-Pierre), *Bretagne...*, *op. cit.*, p. 208-209.

<sup>89</sup> Comme se le rappelle Jean-Paul Le Roux (entretien avec l'auteur).

<sup>90</sup> Comme le suggérait déjà Serge Mallet, « La Bretagne de la révolte paysanne à la prise de conscience nationale », *Critique Socialiste* n°11, janvier-février 1973, p. 92.

petits commerçants et artisans<sup>91</sup>. Même pour la *Ligue communiste*, en 1973, « toutes les conditions sont réunies d'un processus d'authentique unité populaire sur le terrain extra-parlementaire<sup>92</sup> ».

Et c'est à partir de ce processus d'unité populaire<sup>93</sup> qu'émerge, à l'extrême-gauche, la notion de peuple breton. Ainsi, pour le PSU, en 1975 :

« Ce peuple breton qui prend conscience de lui-même nous le comprenons comme l'ensemble des couches sociales qui peuvent s'unir contre l'exploitation bourgeoise et l'oppression de l'État centralisateur français.

Ses ennemis de classe sont donc :

- non seulement les sociétés multinationales et le grand capital,
- non seulement la bourgeoisie « hexagonale » et son État,
- mais aussi les capitalistes et bourgeois locaux.<sup>94</sup> »

Cette définition est représentative<sup>95</sup>. Elle perçoit le peuple breton comme un peuple prolétaire, défini sur des bases principalement sociales plutôt qu'ethniques. Elle en fait donc un outil de lutte, reliant tous les opprimés sur un même territoire. Mais cette définition ne nie pas le marxisme. Elle est prolétaire, aux yeux de la LCR par exemple, parce qu'elle se fait autour de la classe ouvrière<sup>96</sup>.

#### δ Une double exploitation

Et cette définition d'un peuple breton prolétaire trouve tout son sens, pour des militants d'extrême-gauche, autour du thème de la « double exploitation ». C'est ce thème qui est à l'origine du PCB<sup>97</sup>, c'est aussi ce thème qui a motivé la création de *Bretagne Rouge* par la LCR<sup>98</sup>. Une des actrices clame dans *Faut qu'ça bosse* :

---

<sup>91</sup> *La Cause du Peuple* n°24, 17 mai 1972.

<sup>92</sup> « Ce n'est pas cela qu'Anne avait voulu », *art. cit.*, p. 24.

<sup>93</sup> Nous ne disons pas ici si ce processus existait réellement ou pas. En tous cas, il est perçu (construit) ainsi dans les textes.

<sup>94</sup> « Résolution de la Fédération Bretonne du PSU à Mûr-de-Bretagne », texte cité, cf. annexe.

<sup>95</sup> Même si le PSU précise qu'il y avait un débat en son sein entre « certains, comme Millour et J.-B. Henry, [qui] considèrent cette appartenance comme un phénomène affectif qui se sent plus qu'il ne se définit [et] d'autres [qui] préfèrent une définition plus objective qui fonde la définition sur une analyse de classe : l'ensemble des couches sociales qui à un moment donné se trouve opposé à la bourgeoisie dominante ». Source : *Le Combat Socialiste* n°790-19, novembre 1975.

<sup>96</sup> *Critique Communiste* n°10, cité, p. 45.

<sup>97</sup> « La décision de créer un Parti Communiste Breton part d'abord de la constatation de la dégradation du sort des ouvriers, des paysans, des marins-pêcheurs et des travailleurs indépendants de Bretagne. Tous sont victimes d'une double exploitation. En premier lieu, ils sont taillables et corvéables à merci. De plus, ils sont victimes d'un colonialisme intérieur, d'un néo-impérialisme français, qui vide la Bretagne de capitaux, exporte sa main-d'œuvre, proclame ouvertement sa volonté de détruire la paysannerie et de liquider notre langue et notre culture ». « Manifeste du Part communiste breton », *Bretagne révolutionnaire* n°9, mars 1971. Cf. en annexe.

<sup>98</sup> *Bretagne Rouge* n°1, octobre 1976, p. 3.

« Ouvrières... dans les conserveries, les laiteries, au Joint Français et ailleurs, exploitées, comme des ouvriers, comme des ouvriers bretons, mais surtout comme des ouvrières bretonnes, 3 fois exploitées !<sup>99</sup> »

*Gwirionez : Vérité-Bretagne* renchérit :

« Il y a tout de même une idée qui fait de sacrés progrès dans les têtes : on est des ouvriers, des paysans, des petits commerçants... mais on est aussi des Bretons... c'est lié, ça ne se sépare pas.<sup>100</sup> »

Mais que signifie ce thème récurrent ? Il trouve toute sa force dans la création d'un lien au-dessus des groupes sociaux, au-dessus des combats particuliers au travers d'une exploitation partagée. Nous le percevons comme un slogan qui visait à favoriser la solidarité entre les diverses composantes du « peuple breton ». Il renforce donc l'altérisation de la Bretagne donnant un contenu social fort à cet espace, qui trouve sa signification, son unité, au travers des habitants « prolétaires » qui y vivent et luttent.

Nous devons finalement souligner ici que nous sommes en face d'un « acte de magie sociale », d'un processus de *framing*, qui construit l'idée d'une population, le « peuple breton », exclusivement, entièrement, faite de dominés ; extériorisant, « francisant », les « oppresseurs », les « capitalistes » au sein de ce territoire. Nous pouvons donc, semble-t-il, conclure sur un travail rhétorique d'homogénéisation des « Bretons » qui produit, ou plutôt renforce, l'idée d'une communauté d'intérêt, d'une solidarité.

### *b) Concrétiser, territorialiser, globaliser les luttes*

Reconnaître et définir un peuple breton est à l'évidence un élément indispensable dans le processus d'élaboration d'une approche nationalitaire. Nous allons désormais nous interroger sur la signification politique d'une altérisation de la Bretagne, et sur les modalités de la transformation de l'addition de stigmates en approche nationalitaire à l'extrême-gauche. De fait, nous définirons l'approche nationalitaire en Bretagne comme une concrétisation, une territorialisation et une globalisation des problèmes et oppressions touchant le peuple breton.

#### *α. Concrétiser, c'est lutter pour l'homme breton actuel*

En 1966, la V<sup>e</sup> Assemblée de l'ETA affirmait :

---

<sup>99</sup> *Faut qu'ça bosse, op. cit.*, p. 49.

<sup>100</sup> *Gwirionez : Vérité-Bretagne* n°2, 5 mai 1972.

« Nous ne sommes pas opprimés en tant que travailleurs d'une manière abstraite ; le processus de production et d'exploitation économique ne se fait pas dans le vide, il s'opère au sein d'une réalité sociale définie par des coordonnées culturelles et historiques : c'est cela la nationalité.<sup>101</sup> »

Glauca Millour reprend cette citation en 1973 pour le compte du PSU en Bretagne, et elle est à l'origine de sa déclaration lors de la réunion de Mûr-de-Bretagne en 1975 :

« Nous, militants révolutionnaires bretons, nous luttons pour la libération de l'homme, mais pas d'un homme philosophique et théorique, nous luttons pour la libération de *l'homme breton actuel*, deux fois prolétaires.<sup>102</sup> »

Nous voyons ici à quel point l'approche nationalitaire, la reconnaissance d'un peuple breton, ont pour but de concrétiser les problèmes de la Bretagne. Concrétiser c'est prendre les hommes dans toute la densité de leurs identités, culturelles et sexuelles aussi bien que sociales, et ne pas seulement prendre les prolétaires par rapport à leur place dans le processus de production. L'approche nationalitaire se veut donc prendre le contre-pied de l'ouvriérisme, de l'application mécanique des théories marxistes. Le nationalitaire prétend finalement partir de la réalité et travailler pour changer cette réalité.

### *β. Territorialisation et personification de la Bretagne*

Mais concrétiser équivaut aussi à territorialiser, c'est-à-dire à ne pas imaginer un espace indifférencié. Comme l'exprimaient déjà certains à la *Ligue communiste* en 1972 :

« Les questions régionales ne sont pas des problèmes “périphériques” parmi d'autres (...). La “question bretonne” est en réalité pour nous le cadre économique, social et politique dans lequel nous accomplissons nos tâches. (...) La réalité bretonne conditionne l'ensemble de nos orientations dans la région et n'est réductible ni à une série de thèmes d'intervention particuliers, ni à notre confrontation aux mouvements régionalistes.<sup>103</sup> »

Territorialiser correspond donc à inclure le combat dans un cadre précis, l'enraciner. C'est percevoir la réalité à travers le cadre d'un espace socialement différencié, pour donner son efficacité au combat pour le socialisme<sup>104</sup>. La LCR parle d'ailleurs, dès le début de la décennie, de la Bretagne comme « cadre unificateur intermédiaire » de la pratique politique<sup>105</sup>.

---

<sup>101</sup> MILLOUR (Glauca), « La question nationale bretonne », *Critique Socialiste* n°11, cité, p. 35.

<sup>102</sup> *Le Combat Socialiste* n°790-19, novembre 1975.

<sup>103</sup> CHT, LE/JU 53, « Conférence des DV de Bretagne, Lorient, 23/9/72 ».

<sup>104</sup> Cf. par exemple : CHT, RB 25, « GOP : Vers le communisme », texte cité.

<sup>105</sup> « Breizh Ru », texte cité.

La territorialisation des problèmes est l'élément central de l'approche nationalitaire, et notamment en Bretagne où les partisans de cette approche mettent l'accent sur le territoire breton, la Bretagne à cinq départements, comme élément central de l'identité bretonne<sup>106</sup>. En effet, la territorialisation favorise à leurs yeux la solidarité entre les diverses luttes sur un territoire donné, en donnant une conscience de ce territoire, dans le but de s'opposer à l'éparpillement des luttes<sup>107</sup>.

La territorialisation peut enfin, à l'extrême, se transformer en une personnification du territoire, de la Bretagne, à l'instar du PSU qui écrit :

« Plogoff : ce n'est plus le refus technique du nucléaire ; c'est l'affrontement direct entre la Bretagne et l'État central ; c'est l'opposition au capitalisme et l'aspiration à vivre autrement et au pays ; c'est la revendication ultra-démocratique d'une population réprimée, écrasée et qui se sent broyée.<sup>108</sup> »

Cette personnification est à vrai dire plus une métonymie exprimant le peuple breton. Elle n'en témoigne pas moins d'une approche nationalitaire très profondément ancrée.

#### γ. Globaliser et lier les luttes

Le troisième élément qui caractérise l'approche nationalitaire, qui lie les différentes oppressions dénoncées, les différents problèmes soulevés, c'est la globalisation de ceux-ci, donnant un sens à la "triple oppression de la Bretagne". Selon Anne-Marie Thiesse, « la nation, parce qu'elle instaure une fraternité laïque et par conséquent une solidarité de principe entre les héritiers du même legs indivis, affirme l'existence d'un intérêt collectif<sup>109</sup> ». Or cette « existence d'un intérêt collectif » est un construit social, politiquement imaginé par le biais d'une "globalisation". L'approche nationalitaire pourrait être résumée dans cette affirmation de *Frères du Monde* :

« On ne peut séparer le culturel, l'économique du politique, car la réalité embrasse tous les aspects à la fois. La politisation du combat n'est rien d'autre que la prise de conscience de cette totalité solidaire.<sup>110</sup> »

Ainsi, comme l'exprime la LCR de Brest, en évoquant sa propre démarche :

---

<sup>106</sup> L'argumentation des maoïstes de *Gwirionez : Vérité-Bretagne* est assez représentative de cette approche : « Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Morbihan, Côtes-du-Nord, Finistère : c'est le découpage arbitraire d'une même réalité. Mais on a noyé la Bretagne dans cette notion changeante qu'est "l'Ouest", dans la géographie inhumaine du capitalisme. Pour que le peuple breton ne reprenne pas la parole avec la conscience de son unité, il fallait faire disparaître tout ce qui lui rappelait son existence ». Source : *Gwirionez : Vérité-Bretagne* n°0, cf. annexe.

<sup>107</sup> Cf. éditorial *Gwirionez : Vérité-Bretagne* n°0 en annexe par exemple.

<sup>108</sup> Bulletin Interne du PSU-Bretagne n°62 (16 décembre 1980).

<sup>109</sup> THIESSE (Anne-Marie), *op. cit.*, p. 16.

<sup>110</sup> *Frères du Monde* n°70, cité, p. 33.

« Parler de problème national breton c'était risquer de s'éloigner de la lutte des classes. Alors au fur et à mesure que s'affirmaient les révoltes du peuple breton, nous reprenions tel ou tel thème de lutte (surexploitation, emploi, militarisation), mais en veillant surtout à démembrer la question bretonne, revendication par revendication, nous aveuglant ainsi sur ce qui fait justement la force du problème breton : la rencontre des luttes dans un même sentiment d'oppression, d'agression du peuple breton par le capitalisme français.<sup>111</sup> »

Ce qui est remarquable dans cette auto-analyse critique de la LCR c'est qu'elle donne à voir ce que signifie réellement, aux yeux de ses partisans, l'analyse nationalitaire : le passage d'une addition de luttes bien distinguées à un combat global pour changer "ici et maintenant" de société.

Nous finirons en citant le PSU :

« L'essentiel est d'avoir toujours à l'esprit qu'on ne libère pas l'homme par tranches successives mais en luttant d'emblée sur tous les plans. Tout homme se définissant autant, mais non plus, par une nationalité que par une classe, si on refuse de combattre également sur les deux plans, c'est qu'on renonce à construire une société libre.<sup>112</sup> »

Il apparaît clairement que l'approche nationalitaire vise à appréhender les problèmes d'un territoire dans leur globalité, c'est-à-dire dans toute leur densité, d'imaginer les problèmes comme étant tous liés. L'approche nationalitaire rejette en outre explicitement la distinction entre révolution sociale et libération nationale, distinction que faisaient par exemple les militants du PCMLF. Les deux libérations doivent être conjointes, selon cette approche, pour éviter l'oppression, dans un système socialiste, de la périphérie par le centre ; pour éviter, même après la Révolution, l'oppression des Bretons par un nationalisme « grand-français », comme les peuples minoritaires de l'URSS et de la Chine auraient été opprimés par les ethnies dominantes, ne pas remplacer une oppression par une autre mais au contraire abolir toutes les oppressions<sup>113</sup>.

### 3. Le sentiment national comme facteur de mobilisation des masses

L'altérisation de la Bretagne est pour partie la construction d'un « récit identitaire ». Or pour Denis-Constant Martin :

« La fonction du récit identitaire est (...) de rendre normal, logique, nécessaire, inévitable le sentiment d'appartenir, avec une forte intensité, à un groupe. Il s'adresse

---

<sup>111</sup> *Critique Communiste* n°10, cité, p. 39.

<sup>112</sup> *Critique Socialiste* n°11, cité, p. 55.

<sup>113</sup> Cf. par exemple une réflexion spécifique sur cette question émanant de *Bretagne révolutionnaire* : CHT, RB 19, « Sur la question des minorités nationales », texte adopté à la conférence de *Bretagne révolutionnaire* des 5 et 6 juin 1976. Reproduit en annexe.

à l'affectivité, il s'efforce de toucher, d'émouvoir afin que ce sentiment d'appartenance pousse, le cas échéant, à agir ; rende, à tout le moins, impensable, insupportable le refus de soutenir. Afin de créer les conditions de cette adhésion privilégiée, le récit identitaire a pour tâche de définir le groupe, de le faire passer de l'état latent à celui d'une "communauté" dont les membres sont persuadés d'avoir des intérêts communs, d'avoir quelque chose à défendre ensemble. (...) Le récit identitaire, en quelque sorte, produit la communauté et légitime l'organisation.<sup>114</sup> »

Denis-Constant Martin rappelle ici que le récit identitaire, et nous dirions plus largement l'approche nationalitaire, peut avoir une réelle fonction politique dynamique et non seulement cognitive. C'est la portée politique directe, immédiate, de l'altérisation de la Bretagne que nous nous proposons donc ici d'appréhender ; la signification politique et stratégique, pour des marxistes révolutionnaires, de la construction d'une "Bretagne Rouge"<sup>115</sup>, notamment dans une perspective de Révolution prolétarienne.

En analysant la question irlandaise, Marx mettait déjà en avant l'importance stratégique de celle-ci dans une perspective révolutionnaire, concevant même lutte de classe et lutte nationale comme complémentaires et solidaires. La lutte de la nation opprimée pouvait, à ses yeux, servir de détonateur à la lutte des classes du prolétariat de la nation dominante<sup>116</sup>. De la même manière, les nationalitaires d'extrême-gauche de la Bretagne des années soixante-dix perçoivent leur travail politique de construction symbolique d'une Bretagne rouge, d'un récit identitaire à la fois Breton et révolutionnaire, comme une manière, tout d'abord, de désaliéner le minoritaire pour en faire un révolutionnaire, et surtout comme une manière de mettre en place un levier pour la lutte révolutionnaire.

Nous avons déjà vu que certains gauchistes avaient senti en 1972 la « re-naissance d'un peuple ». Dans la conclusion de son livre, en 1974, Jean-Pierre Le Dantec insiste :

« Cette vie énorme, face à la mort qu'on leur destine, on la sent sourdre du plus profond des masses bretonnes : ces forces qui se développent et se coagulent, ne sont rien d'autre que la renaissance d'un peuple nié depuis des siècles et qui, à force d'aliénations, s'était désarticulé au point de ne plus vouloir se reconnaître comme nation. D'ailleurs, cette démarche devient de plus en plus consciente : pour s'en tenir aux signes les plus extérieurs, les "Gwen ha du" que brandissent dans leurs manifestations ouvriers, paysans, étudiants ou petits commerçants et artisans, n'ont plus grand chose de folklorique.<sup>117</sup> »

---

<sup>114</sup> MARTIN (Denis-Constant), « Identités et politique. Récit, mythe et idéologie », in MARTIN (Denis-Constant) dir., *Cartes d'identité. Comment dit-on "nous" en politique ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1994, p. 23.

<sup>115</sup> Terme emprunté à la LCR. Cf. notamment la brochure « Bretagne noire... Bretagne rouge ! », cité en annexe.

<sup>116</sup> HAUPT (Georges), LÖWY (Michael), WEILL (Claudie), *op. cit.*, p. 19.

<sup>117</sup> LE DANTEC (Jean-Pierre), *Bretagne...*, *op. cit.*, p. 312.

Ce dont se réjouit particulièrement Jean-Pierre Le Dantec c'est d'observer un processus de désaliénation des Bretons, de redécouverte de la fierté de soi. Ainsi, les *gwenn-ha-du* brandis marquent une identité revendiquée et exprimée publiquement. En se référant au slogan « Brezhoneg, yezh an dispac'h » évoqué plus tôt, le PSU suggère même qu'en se désaliénant, les Bretons ont transformé un stigmate en arme<sup>118</sup>. C'est pourquoi la LCR insiste sur l'urgence pour les révolutionnaires d'accélérer cette désaliénation<sup>119</sup>.

En effet, pour les militants brestois de ce parti :

« De même que l'oppression nationale des minorités a servi jusqu'ici à la bourgeoisie pour consolider sa domination, le réveil des sentiments nationaux qui s'y produit aujourd'hui peut constituer, s'il est compris par le mouvement ouvrier, **un puissant levier pour la lutte révolutionnaire**. On voit bien en effet, sur le terrain, que le fait pour des jeunes, des paysans, des ouvriers en lutte, de renouer avec leur identité culturelle profonde, de retrouver leurs racines, démultiplie la force et l'insolence de leurs combats. On se sent autrement plus fort quand on peut s'exprimer et lutter avec ses propres outils culturels, forgés à partir de racines nationales restées populaires, que lorsqu'on est obligé de manier maladroitement les outils culturels forgés par la bourgeoisie française pour les besoins de sa domination et profondément marqués par sa décadence.

C'est donc dans l'intérêt même de la lutte révolutionnaire que le mouvement ouvrier se doit non seulement de réclamer et de promettre des libertés formelles pour les minorités, mais également de s'engager activement dans le mouvement fécond de leur renaissance et de leur épanouissement national.

C'est, selon nous, en suivant cette voie que la classe ouvrière des minorités pourra non seulement entraîner autour d'elle les autres couches sociales populaires victimes de l'oppression nationale et du capitalisme, mais encore libérer et démultiplier ses propres énergies pour la lutte révolutionnaire. Et ainsi pourront se créer dans les minorités, les conditions de luttes de masse offensives contre l'État bourgeois français, qui devraient constituer de par leur force et leur degré de radicalisation, l'une des contributions décisives à la surveillance et au dénouement positif de la crise révolutionnaire à venir.<sup>120</sup> »

Cette longue citation méritait d'être rappelée. Elle est représentative du courant nationalitaire gauchiste et permet en outre d'observer, au travers d'un discours, une logique se dérouler. Les auteurs y expriment en effet l'utilité d'une approche nationalitaire. L'élément central de ce développement est de considérer l'approche nationalitaire comme « un puissant levier pour la lutte révolutionnaire ». L'intérêt pour l'identité et pour la culture bretonne n'est donc pas anecdotique. Elle vise en premier lieu à redonner leurs outils d'appréhension et donc de contestation du monde aux Bretons. Elle vise en second lieu à donner un sentiment d'unité aux différentes couches sociales d'un même territoire. Aux yeux des promoteurs d'une approche nationalitaire,

---

<sup>118</sup> *Le Combat Socialiste* n°790-19, novembre 1975.

<sup>119</sup> CHT, PRE 86, « La question nationale, le socialisme et la Bretagne », texte de 1976.



l'altérisation de la Bretagne a donc pour but de favoriser l'accomplissement de la Révolution.

Et de nombreuses raisons sont avancées par les nationalitaires d'extrême-gauche pour justifier la considération de cette approche comme un puissant levier pour la lutte révolutionnaire, ou comme des « ferments de luttes révolutionnaires<sup>121</sup> ». Il y a tout d'abord la comparaison avec des luttes similaires. Ainsi, Jean-Pierre Vigier avance que « c'est précisément à partir du moment où les camarades révolutionnaires de Catalogne se sont identifiés aux revendications nationales de leur peuple que le pouvoir de Franco a commencé de vaciller en Catalogne<sup>122</sup> ».

En outre, comme nous l'avons déjà aperçu, la mise en avant du fait nationalitaire renforcerait la solidarité lors des luttes sociales. Ainsi, le PSU explique que « la prise de conscience d'un particularisme ethnique (...) permet (...) de regrouper autour de la classe ouvrière en lutte d'autres catégories qui peuvent être ses alliées contre le capitalisme<sup>123</sup> ». De fait, selon la LCR :

« La prise en compte globale de l'oppression nationale (...) intégrant ses aspects économiques, politiques et culturels, permet de lier les luttes sur les divers terrains et d'assurer leur convergence sur la cible de l'État-nation dans la perspective de sa destruction avec un impact global démultiplié par rapport à la force de chaque combat séparé, ou de références anti-capitalistes abstraites.<sup>124</sup> »

Nous voyons donc ici tout l'intérêt, aux yeux de ces nationalitaires d'extrême-gauche, de l'altérisation de la Bretagne, et du processus cognitif de globalisation et territorialisation qui a donné sens à leurs yeux aux diverses oppressions subies par la Bretagne. Mais nous devinons ici également la faiblesse de cette réflexion stratégique qui minimise (voire néglige ou oublie) les divergences d'intérêts des divers groupes sociaux de la population bretonne. Nous sommes donc en face d'un processus de *framing* qui, homogénéisant la population bretonne dans une perspective idéologique<sup>125</sup>, s'éloigne de la réalité sociale et de ses tensions.

Enfin, à travers le processus nationalitaire, la Bretagne est perçue comme un possible front avancé de la lutte des travailleurs du fait de la relative autonomie de ses luttes, selon la *Ligue communiste*<sup>126</sup> notamment. Et ce front avancé n'est pas que social,

---

<sup>120</sup> *Critique Communiste* n°10, cité, p. 36. Souligné par nous.

<sup>121</sup> Comme l'écrit *Que Faire* à la suite de *Frères du Monde. Que Faire* n°6/7, cité, p. 4.

<sup>122</sup> *Bretagne révolutionnaire* n°6, janvier 1970.

<sup>123</sup> AP Jean-Louis Griveau, « Réunion régionale de Saint-Brieuc du 18 novembre 1972 ».

<sup>124</sup> *Critique Communiste* n°10, p. 21.

<sup>125</sup> Elle serait en effet "prolétarienne" par essence.

<sup>126</sup> CHT, LE/JU 53, « Conférence des DV de Bretagne, 23/9/72 ».

il est aussi perçu sur le terrain idéologique. Ainsi, selon un membre du CCA de Nantes, qui s'appuie sur une analyse de Gramsci, l'idéologie dominante pénétrerait la classe ouvrière. Or, selon lui, cette idéologie bourgeoise serait remise en cause surtout par sa périphérie, et notamment par le mouvement nationalitaire<sup>127</sup>.

C'est donc un réel projet politique nationalitaire d'extrême-gauche, qui se veut global, qui se crée autour de l'altérisation de la Bretagne. Parti d'une analyse, préalable à l'intervention politique, des spécificités de la région, l'altérisation prend en effet tout son sens politique au travers d'une concrétisation, d'une territorialisation et d'une globalisation des luttes, et prend place dans un réel projet révolutionnaire. Nous avons donc dégagé ici le processus logique qui, passant d'une approche cognitive à une approche pratique, construit et légitime un discours nationalitaire d'extrême-gauche. Le volontarisme nationalitaire se veut un élément positif, créateur, et non une contemplation du passé, un éloge du permanent, comme le suggère Jean Bars<sup>128</sup>. L'approche nationalitaire ne vise pas à remplacer la lutte des classes, mais s'en veut au contraire le révélateur et le catalyseur. Les nationalitaires prétendent ne pas choisir entre les oppressions importantes et les oppressions secondaires, mais veulent au contraire abolir toutes les oppressions.

## **B) Construction d'un nouveau paradigme**

Nous nous proposons, pour finir, de définir la portée politique, sociale et culturelle de cette approche nationalitaire, et sa contribution à la remise en cause du paradigme marxiste traditionnel. Les partis étudiés peuvent sembler marginaux sur la scène politique mais ont en fait un grand poids culturel par l'activisme de leurs militants et leur réelle réflexion politique, au sein de la gauche voire au sein de la société dans son ensemble. Nous verrons ainsi que cette décennie de construction d'une réflexion nationalitaire à l'extrême-gauche contribue à façonner et proposer une nouvelle image de la Bretagne. Nous essayerons aussi d'analyser le slogan central de l'approche nationalitaire, « Vivre et travailler au pays », dès lors qu'il a été repris petit à petit par

---

<sup>127</sup> Mais aussi par les mouvements écologistes et féministes. Source : CHT, PRE 90, *L'ouvre-boîte* n°2, novembre 1977, p. 19-20.

<sup>128</sup> *Le Combat Socialiste* n°868, 30 septembre 1978.

une grande partie, sinon la totalité, de la gauche en Bretagne. Nous suggérerons ensuite comment des thèmes centraux de la gauche que sont l'internationalisme et la démocratie (l'organisation du pouvoir au sein de la société) ont été profondément renouvelés par cette approche nationalitaire, ou ont au moins vu s'ouvrir de nouvelles pistes de réflexion. Nous proposerons enfin l'hypothèse selon laquelle cette approche nationalitaire prend part à la construction d'un nouveau paradigme à gauche, tout en s'y incluant, qui est le paradigme écologiste.

## 1. Une vision nouvelle de la Bretagne

Dans son article sur *L'identité et la représentation*<sup>129</sup>, Pierre Bourdieu évoque le caractère proprement symbolique des luttes régionalistes (ou nationalistes), les considérant comme des luttes « pour les critères d'évaluation légitimes<sup>130</sup> ». Il affirme dès lors :

« La lutte collective pour la subversion des rapports de force symboliques, qui vise non à effacer les traits stigmatisés mais à renverser la table des valeurs qui les constitue comme stigmates, à imposer, sinon de nouveaux principes de di- vision, du moins une inversion des signes attribués aux classes produites selon les principes anciens, est un effort vers l'autonomie, entendue comme pouvoir de définir conformément à ses propres intérêts les principes de définition du monde social (...). Elle a pour enjeux le pouvoir de s'appropriier, sinon tous les profits symboliques associés à la possession d'une identité légitime, c'est-à-dire susceptible d'être publiquement et officiellement affirmée et reconnue (identité nationale), du moins les profits négatifs impliqués dans le fait de n'être plus exposé à être évalué ou à s'évaluer (en s'éprouvant dans la honte ou la timidité ou en travaillant à tuer le vieil homme par un effort incessant de *correction*) en fonction des critères les plus défavorables. La révolution symbolique contre la domination symbolique et les effets d'*intimidation* qu'elle exerce a pour enjeu non, comme on le dit, la conquête ou la reconquête d'une identité, mais la réappropriation collective de ce pouvoir sur les principes de construction et d'évaluation de sa propre identité que le dominé abdique au profit du dominant aussi longtemps qu'il accepte le choix d'être nié ou de se renier (et de renier ceux d'entre les siens qui ne veulent ou ne peuvent se renier) pour se faire reconnaître.<sup>131</sup> »

Cette analyse s'applique parfaitement à la Bretagne. Nous avons déjà vu que les notions de réappropriation de l'identité, de désaliénation avaient été à l'honneur au cours de la décennie. Nous allons suggérer ici comment l'extrême-gauche s'est réappropriée le pouvoir de définir la Bretagne et les composantes de son identité, ce qui a résulté en la création d'une nouvelle image de celle-ci. C'est cette nouvelle image, qui

---

<sup>129</sup> BOURDIEU (Pierre), « L'identité et la représentation... », *op. cit.*

<sup>130</sup> *Ibid.*, p. 69.

<sup>131</sup> *Ibid.*

s'est répandue dans la société bien au-delà des nationalitaires d'extrême-gauche, que nous nous proposons ici de dégager.

### *a) Des Bonnets rouges aux Forges d'Hennebont : de nouveaux référents historiques*

Selon Anne-Marie Thiesse, « l'existence d'un héritage commun, mythe nécessaire, fait rarement l'objet d'une mise en cause : c'est sa composition qui varie selon les optiques politiques et dans le temps<sup>132</sup> ». De fait, comme le précise Alain Badiou, « il n'y a pas de mémoire historique brute<sup>133</sup> ». Au contraire, la question de l'histoire serait un enjeu politique crucial. Il suggère dans son article à quel point un projet nationaliste galicien « néo-communiste », par exemple, ferait appel à des référents historiques totalement différents de ceux des « vieux nationalistes usés » :

« Dès lors, deux mémoires différentes vont entrer en confrontation. Donc, c'est la politique qui constitue la mémoire et non pas la mémoire qui constitue la politique. (...)

Sur cette base, des figures de mémoire vont se dessiner. Chacun va en appeler à ce dont le peuple se souvient de façon différente. Et alors, ou bien la mémoire historique devient un simple folklore, ou bien, elle s'affirme comme une volonté de fidélité à cette histoire dans l'invention politique.<sup>134</sup> »

C'est sur ces bases que nous allons nous interroger sur les référents historiques mis en avant par l'extrême-gauche nationalitaire. À l'instar de Michael Keating nous l'aborderons dans une perspective de « passé utilisable<sup>135</sup> », en expliquant que c'est un passé de luttes sociales à connotations révolutionnaires que « découvrent » les nationalitaires<sup>136</sup>. Celui-ci s'opposerait aussi bien à l'image de « passé d'opposition à la France et de nostalgie de l'âge d'or » du vieux nationalisme breton, et du « passé de soumission et de chouanneries réactionnaires » voire « de l'absence de passé », qui font figures de lieux communs<sup>137</sup>.

---

<sup>132</sup> THIESSE (Anne-Marie), *op. cit.*, p. 16.

<sup>133</sup> BADIOU (Alain), « Réflexions sur la question nationale », in LABORDE (Denis) dir., *La question basque*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 225.

<sup>134</sup> *Ibid.*

<sup>135</sup> « Usable past ». KEATING (Michael), *The New Regionalism...*, p. 84.

<sup>136</sup> Comme en témoigne par exemple les Brestoises de *Drapeau Rouge* : « Ce peuple breton a une histoire vieille de dix siècles au moins. (...) Cette histoire est celle d'une résistance continue à l'oppression ». Source : « Peuple breton, peuple de France tous unis pour la Révolution socialiste », cité.

<sup>137</sup> En tous cas selon les nationalitaires. Cf. par exemple : *Critique Communiste* n°10, cité, p. 54-55 ; ou *Cause du Peuple* n°24, 17 mai 1972.

L'événement fondateur de l'histoire de Bretagne que les gauchistes nationalitaires mettent en avant, de façon unanime, est la révolte des Bonnets Rouges en 1675<sup>138</sup>. Elle donne même son nom au journal de la Fédération bretonne de l'OCT<sup>139</sup>. Et la façon de présenter cette révolte est très significative. Ainsi pour la LCR elle est :

« Une double révolte, contre l'ébauche de l'oppression nationale, contre une forme de l'exploitation de l'homme par l'homme ; elle s'exprime notamment dans le "Code Paysan", programme des révoltés cornouaillais et bigoudens, qui revendique en même temps la "liberté armorique", la suppression des impôts royaux et la suppression des classes sociales. L'État français ne s'y trompe pas, qui prend une assurance sur l'avenir en envoyant son armée faire un effroyable massacre en Bretagne, avec l'espoir de le laisser gravé dans la mémoire des générations futures.<sup>140</sup> »

Et le PSU va dans le même sens, y percevant « la première révolution communiste agraire en France<sup>141</sup> » tout en y voyant une lutte pour le respect de l'indépendance nationale<sup>142</sup>. Ce qui est donc central c'est que les nationalitaires perçoivent dans cette lutte une dimension sociale et une dimension nationale très fortement liés.

En relatant cet épisode de l'histoire de Bretagne, Jean-Pierre Le Dantec remarque en outre :

« On croit rêver : ainsi donc les pères des grévistes du lait du printemps 1972 n'ont pas toujours été ces paysans soumis, le chapeau à la main devant "notre maître" ou prosternés devant le recteur, que la tradition nous décrivait !<sup>143</sup> »

On voit ainsi la signification de cette référence aux Bonnets Rouges, de cette utilisation du passé : rappeler un passé de lutte dans la continuité duquel s'inscriraient les luttes sociales bretonnes des années 1970.

Et cette révolte des Bonnets Rouges est régulièrement rappelée par la gauche en Bretagne et tout particulièrement en 1975. De nombreux événements ont lieu cette année dans la région pour commémorer le tricentenaire du soulèvement, organisés aussi

---

<sup>138</sup> Même si la mémoire de certains va encore plus loin, à l'instar de Jean-Pierre Le Dantec qui remonte, en faisant référence au chant *Ar Falc'hon* du *Barzaz Breizh*, jusqu'aux grandes révoltes paysannes en Bretagne au Moyen Âge. Source : LE DANTEC (Jean-Pierre), *Bretagne...*, *op. cit.*, p. 194.

<sup>139</sup> Et la justification de ce titre est symptomatique : « "Bonnets Rouges", parce que nous ne nous référons pas à n'importe quel "passé breton" mais aux luttes du peuple contre ses oppresseurs ». Source : *Bonnets Rouges* n°1, mars 1977.

<sup>140</sup> « Bretagne : oppression nationale », texte cité.

<sup>141</sup> Ainsi, selon Alain Guillerm, le Code Paysan contient notamment la « socialisation des terres » et de « tous les biens ». Source : *Tribune Socialiste* n°539, 24 mai 1972. Ce Code Paysan est d'ailleurs reproduit dans le *Critique Socialiste* n°11, cité, p. 72-73.

<sup>142</sup> *Ibid.*

<sup>143</sup> LE DANTEC (Jean-Pierre), *Bretagne...*, *op. cit.*, p. 194.

bien par le PCF, l'UDB<sup>144</sup> que par le PSU ou les Paysans-Travailleurs. Ainsi, dans le Pays Bigouden est proclamé un « nouveau code des Bonnets Rouges », suivi d'une manifestation où les slogans sont, avec un brin d'ironie, « Ni 'zo c'hoazh Bonedoù Ruz<sup>145</sup> ! », « Louis XIV, Ponia même combat ! »<sup>146</sup> ...

D'autres éléments sont mis en avant dans cette revisite de l'histoire de la Bretagne, sans toutefois prendre la place symbolique centrale des Bonnets Rouges. Cette revisite prend parfois la forme d'une relecture, voire réhabilitation, communiste de certains épisodes connus, à l'instar de la chouannerie qu'Alain Guillerme, pour le PSU, qualifie de « premier mouvement massif de guérilla de l'Histoire moderne en Europe », et rappelle que « si le mouvement fut objectivement contre-révolutionnaire, il fut subjectivement révolutionnaire<sup>147</sup> ». Toutefois, cette revisite prend plus souvent la forme d'éléments choisis à dessein pour l'aptitude de l'extrême-gauche à s'y reconnaître.

Ainsi, toute une tradition de luttes sociales est rappelée, des grèves du XIX<sup>e</sup> siècle aux « fellaghas bretons » des années 1960. Jean-Pierre Le Dantec narre par exemple, dans *Bretagne, re-naissance d'un peuple*, le passé breton auquel il se réfère, soulignant qu'à « Brest la Rouge », Nantes et Saint-Nazaire<sup>148</sup>, la Bretagne a été une des régions les plus combattives de l'hexagone<sup>149</sup> : première Bourse du Travail inaugurée à Nantes par Fernand Pelloutier en 1892, luttes ouvrières permanentes à Brest de 1904 à 1907, grand conflit de 1955 à Saint-Nazaire, etc.<sup>150</sup>

L'importance de la résistance en Bretagne au cours de la deuxième Guerre Mondiale est aussi mise en avant. Ainsi, *Tribune Socialiste* souligne que « dès 1940 la moitié de la "France libre" est composée de Breton<sup>151</sup> ». *Drapeau Rouge* rappelle que c'est à Rennes que les premiers nazis ont été abattus<sup>152</sup>. Et Jean-Pierre Le Dantec affirme qu'en Bretagne la résistance était si « puissante que les troupes du débarquement ont pu immédiatement foncer sur Paris, la Bretagne étant en mesure de se libérer par ses propres forces sur leurs arrières<sup>153</sup> ».

---

<sup>144</sup> Qui organise ainsi une tournée de la pièce de Paol Keineg, *Le Printemps des Bonnets Rouges*, en novembre 1975, avec un réel succès semble-t-il. Cf. par exemple *Le Peuple Breton* n°144 (novembre 1975) et 145 (décembre 1975).

<sup>145</sup> Nous sommes encore des Bonnets Rouges.

<sup>146</sup> *Le Combat Socialiste* n°790-19 (novembre 1975) et n°794-20 (décembre 1975).

<sup>147</sup> *Tribune Socialiste* n°539, 24 mai 1972.

<sup>148</sup> Mais aussi Lorient, Fougères, Hennebont, Douarnenez, etc.

<sup>149</sup> LE DANTEC (Jean-Pierre), *Bretagne...*, *op. cit.*, p. 122.

<sup>150</sup> *Ibid.*, p. 122-143.

<sup>151</sup> *Tribune Socialiste* n°539, 24 mai 1972.

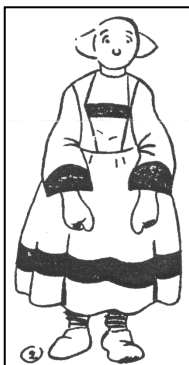
<sup>152</sup> BDIC, F°Δ Rés. 613/88, brochure « La situation actuelle et la question du parti ».

<sup>153</sup> LE DANTEC (Jean Pierre), *Bretagne...*, *op. cit.*, p. 307.

Ce qui est donc remarquable c'est que les principaux épisodes du passé breton qui sont mis en avant sont ceux qui témoignent de la combativité des Bretons, de leur progressisme politique et social. C'est en ce sens que l'on peut parler de passé utilisable, c'est-à-dire un passé valorisant pour la population bretonne, légitimant le discours nationalitaire, proposant une sorte de "guide d'action". Une sorte de continuité et de légitimité est par ce biais recherchée par nos nationalistes gauchistes, témoignant ainsi d'un besoin d'ancrage pour construire l'avenir. Une nouvelle image de l'histoire de la Bretagne en ressort enfin, et il est possible de dire que ces luttes pour la mise en avant des référents historiques participe à l'évolution de l'identité bretonne.

### b) Bécassine lève le poing !

Et cette réflexion sur le passé renforce une réflexion sur le présent et surtout une action de reconstruction de l'identité bretonne, de l'image du Breton et de la Bretagne. Comme le rappelle Ronan Le Coadic, l'identité bretonne a longtemps été une identité négative, subie<sup>154</sup>. Gilles Servat l'exprime dans une chanson :



« Que dit-on sur les Bretons  
 Dans la ville des préjugés ?  
 On dit qu'ils sont taciturnes  
 Qu'ils sont têtus et poètes  
 Qu'ils aiment les beaux discours  
 Qu'ils respectent les traditions<sup>155</sup> »



Dans le titre de cette partie nous avons utilisé le personnage de Bécassine pour exprimer cette idée. En effet, cette « domestique stupide, un peu roublarde, très pratiquante<sup>156</sup> » était perçue comme le « symbole de la Bretagne opprimée et caricaturée par ses oppresseurs<sup>157</sup> ». Au cours des années soixante-dix un des thèmes récurrents, largement diffusé par les gauchistes, est celui du retournement du stigmat, de la réappropriation de l'identité, qu'il est possible de symboliser par la réappropriation du



<sup>154</sup> LE COADIC (Ronan), *L'identité bretonne*, Rennes, Terre de Brume – PUR, 1998.

<sup>155</sup> SERVAT (Gilles), « Dépliant touristique », *Chantez la vie, l'amour et la mort*, Kalondour, 1977. Cf. en annexe.

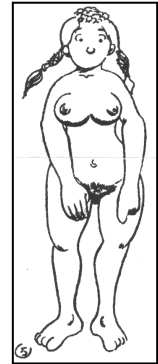
<sup>156</sup> *La Cause du peuple* n°24, 17 mai 1972.

<sup>157</sup> *Ibid.*

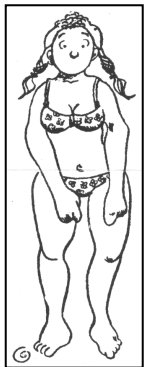


personnage de Bécassine, comme en témoignent les images qui parsèment cette page<sup>158</sup>. De la *Cause du Peuple* au *PCB* en passant par *Test*, Bécassine est en effet à la mode. Mais la Bécassine des années soixante-dix « a retrouvé sa bouche<sup>159</sup> ». « Maintenant elle dit merde à la marquise<sup>160</sup> ». *La Cause du Peuple* affirme même :

« Aujourd’hui commencent les “nouvelles aventures de Bécassine” : La Bretagne se révolte et en se révoltant de façon aussi générale elle pulvérise les images du passé<sup>161</sup> ».



Et, à notre avis, l’extrême-gauche nationalitaire, en diffusant un nouveau discours sur la Bretagne, en participant aux luttes sociales, contribue à forger une nouvelle image de la Bretagne. Ainsi, la chanson de



Gilles Servat *Dépliant touristique* peut tenir lieu d’illustration, la première strophe, citée ci-dessus, étant suivie de cinq strophes témoignant du retournement du stigmate<sup>162</sup>.

S’appuyant sur les luttes sociales, l’extrême-gauche nationalitaire diffuse donc au sein de l’extrême-gauche et au sein de la société en générale une image concurrente de la Bretagne. Comme l’exprime l’*Humanité Rouge* : « La légende du “bon breton”, ignorant et soumis a volé en éclat<sup>163</sup> ». C’est en ce sens qu’il est possible de qualifier d’“entrepreneurs politiques” l’extrême-gauche nationalitaire en général, qui participe à la redéfinition de ce qu’est l’identité bretonne



au cours des années soixante-dix, et propose en tous cas une nouvelle version de cette identité. Et nos



interlocuteurs ont très fortement ressenti ce changement d’image, à l’instar de Jean-Pierre Le Dantec :

« Là y a eu un renversement d’image qui se produit. Le Breton n’est plus un plouc asservi, débile dans sa tête, mais au contraire devient presque un symbole... à la limite... c’est presque une image d’Épinal aussi, mais bon... de modernité, d’ouverture au monde, (...) et de progressisme (...). Donc y a eu une déconstruction par le mouvement de soixante-dix de l’ancien et qui a produit du nouveau.<sup>164</sup> »

<sup>158</sup> Extraits de *La cause du peuple* n°24, 17 mai 1972.

<sup>159</sup> *Bretagne Révolutionnaire* n°11.

<sup>160</sup> *Ibid.*

<sup>161</sup> *La Cause du peuple* n°24, 17 mai 1972.

<sup>162</sup> Cf. en annexe.

<sup>163</sup> Brochure « Unité des ouvriers et des petits paysans pour la dictature du prolétariat », cité, p.6.

<sup>164</sup> Entretien avec l’auteur. Hervé Hamon évoque lui, par exemple, la « fin du complexe de Bécassine », qu’il qualifie de « révolution » : témoignage dans NATHAN (Ariel), *Le mai breton du Joint français*, 2002.



## 2. Vivre et travailler au pays comme remise en cause radicale du capitalisme

S'il y a un slogan issu de la mouvance nationalitaire qui a eu son heure de gloire dans les années soixante-dix c'est bien le slogan « Vivre et travailler au pays ». Popularisé par les militants occitans au début de la décennie<sup>165</sup>, il est ensuite diffusé en Bretagne, notamment par le biais du PSU. Ce dernier parti s'identifie d'ailleurs de plus en plus avec ce mot d'ordre, à tel point que son journal *Combat Socialiste* prend le nom de *Vivre au pays* en janvier 1979. Symbolique d'une décennie, ce slogan est ensuite repris par toute la gauche, du PS à HR<sup>166</sup> en passant par l'OCT et la LCR<sup>167</sup>, la CFDT et les Paysans-Travailleurs, etc.<sup>168</sup> et connaît un réel succès populaire<sup>169</sup>. Nous nous proposons ici de préciser la signification de ce slogan, en dégageant d'une part son caractère sentimental et d'autre part sa dimension révolutionnaire.

### *a) Vivre et travailler au pays : une dimension sentimentale*

Le slogan exprime tout d'abord l'attachement à une région, à un certain cadre de vie, pour des raisons sentimentales, pour des raisons personnelles de choix de vie. Ainsi, comme l'explique Jacques Galaup :

« Vouloir vivre et travailler au pays, c'est (...) modifier un ordre de priorités que la société capitaliste et l'idéologie individualiste avaient imposé. La littérature du XIX<sup>e</sup> siècle avait consacré l'aspiration à la réussite personnelle et métropolitaine (...) Mais les jeunes commencent à réagir autrement. Le déracinement ? La vie de dingue ? Les bousculades du métro ? Non, merci ! J'aime mieux gagner moins mais rester chez moi, retrouver la mer, la montagne ou la rivière le dimanche sans le payer de trois heures de surplace avec inhalation d'oxyde de carbone et de je ne sais quels dérivés du plomb... L'argent ? Ça reste un problème important, bien sûr, mais la qualité de la vie ne se mesure plus seulement à l'épaisseur du compte en banque (ou à la cylindrée de la voiture, qui avait remplacé le nombre des draps dans l'armoire).<sup>170</sup> »

---

<sup>165</sup> « Viure al país ». Selon Jacques Galaup dans *Vivre au pays* n°874, janvier 1979.

<sup>166</sup> Remarquons ainsi que les JCMLF organisent deux meetings à Saint-Brieuc et Montpellier (Bretagne et Occitanie !) avec pour mot d'ordre « Travailler, vivre et lutter au pays » en octobre 1977. Ils expliquent : « Le mot d'ordre n'est pas nouveau : ce n'est pas la JCMLF qui le lance pour la première fois : ce sont les travailleurs des villes et des campagnes, les jeunes qui, à travers leurs luttes, l'ont avancé et imposé aux directions syndicales ». Source : « Éditorial » de *La Jeune Garde Rouge* n°17, octobre 1977. Autres sources : « Travailler, vivre et lutter en Bretagne », *La Jeune Garde Rouge* n°16, septembre 1977 ; AP Jean-Do Robin, tract de présentation du meeting de Saint-Brieuc (19 octobre 1977).

<sup>167</sup> Le 3<sup>e</sup> Congrès de la LCR, en janvier 1979, se prononce même officiellement en faveur du mot d'ordre « Vivre, travailler et décider au pays ». Source : *Cahiers Occitanie Rouge* n°19, avril 1979.

<sup>168</sup> Il ne serait même pas étonnant de le retrouver, à la fin de la décennie, repris par le PCF.

<sup>169</sup> Nos entretiens le confirment tous.

<sup>170</sup> *Vivre au pays* n°874, janvier 1979.

Le slogan est ainsi explicitement attaché à des valeurs post-matérialistes. Il exprime aussi une recherche de racines de jeunes ruraux qui ont vu le monde de leur enfance voler en éclat comme en témoigne Michel Le Bris dans *L'homme aux semelles de vent*<sup>171</sup>. Pour Jean Bars par exemple :

« L'homme de la société bourgeoise de consommation, "l'homme quelconque" (...) n'a plus de racines. Nous affirmer Bretons, c'est pour nous retrouver une identité, une personnalité en voie de disparition.<sup>172</sup> »

« Vivre au pays ! » exprime ainsi profondément un besoin d'identité, un attachement à une région, à un territoire, valeurs qui se propagent dans les années soixante-dix. Et la mouvance nationalitaire contribue à les diffuser à l'extrême-gauche.

### *b) Vivre au pays : une dimension révolutionnaire*

Même si c'est la dimension sentimentale de ce slogan qui est la plus profonde, la plus prégnante, nous ne pouvons comprendre son succès à l'extrême-gauche qu'en dégagant aussi une dimension révolutionnaire à la revendication de « Vivre et travailler au pays ».

Selon *Frères du Monde* :

« La loi du marché, la loi de l'offre et de la demande, exigent d'être compétitif tout en sauvegardant la maximisation du profit. Et pour maximiser le profit, l'usine ne peut aller aux ouvriers. Il faut que ce soit eux qui aillent vers les usines. La province devient exsangue et Paris pléthorique, congestionné. Peu importe si le système fonctionne à ce prix. L'important c'est qu'il fonctionne.<sup>173</sup> »

Les JCMLF reprochent la même chose au capitalisme et à ses « valets » du gouvernement :

« Barre (...) nous affirme que les travailleurs sont trop difficiles ; la main-d'œuvre n'est pas assez mobile, selon lui. Car si on veut du travail, il y en a paraît-il... à l'autre bout du pays ; dans le Nord pour ceux du Sud et dans l'Est pour ceux de l'Ouest.<sup>174</sup> »

Or, comme le suggère le témoignage d'un ouvrier du Joint français rapporté par la *Cause du peuple* :

« Les Bretons ne veulent plus partir. Ils veulent rester en Bretagne et avoir un salaire décent. Avant, ils n'avaient pas de bonnes payes en Bretagne et ils s'en allaient

---

<sup>171</sup> LE BRIS (Michel), *L'homme aux semelles de vent*, Paris, Grasset, 1977, notamment p. 56. On retrouve aussi cette nostalgie d'une civilisation rurale disparue chez Jean-Pierre Le Dantec, *Bretagne...*, *op. cit.*, p. 166 par exemple.

<sup>172</sup> *Combat Socialiste* n°789, 8 novembre 1975.

<sup>173</sup> *Frères du Monde* n°70, cité, p. 35.

<sup>174</sup> *La Jeune Garde Rouge* n°17, octobre 1977.

travailler ailleurs. Maintenant, c'est le contraire : ils veulent rester là et avoir de bons salaires. Et ça viendra.<sup>175</sup> »

Ainsi, la première chose que nous avons dégagé, c'est que le capitalisme repose sur l'existence d'un espace indifférencié, dans le cadre de l'État-nation<sup>176</sup>, où les travailleurs devraient circuler « librement » en fonction des besoins de l'industrie. Or, comme nous l'avons déjà souligné, l'attachement au « pays » croît au cours des années soixante-dix, augmentant les réticences des travailleurs face à l'émigration. Il apparaît de fait, comme le suggère Jacques Galaup, que le slogan « Vivre et travailler au pays » « esquisse une philosophie opposée à celle du capitalisme<sup>177</sup> ». Ce qui permet au PSU d'avancer :

« La politique pour nous se résume à quelque chose de bien simple. Partir des revendications populaires (ici, vivre au pays) et chercher tous les moyens pour les satisfaire durablement. S'il faut changer les règles du jeu de cette société, eh bien changeons-les ! Rien à voir avec les schémas dogmatiquement préétablis. Rien à voir non plus avec les raisonnements sur les contraintes économiques, où, au nom du réalisme, la gauche a souvent conseillé aux travailleurs de mettre de l'eau dans leur vin. Les contraintes : il s'agit précisément de les déplacer...<sup>178</sup> »

La dimension révolutionnaire de « Vivre et travailler au pays » prend donc ici tout son sens. Très populaire, ce slogan n'en amène pas moins à s'opposer à la « loi du marché », à remettre radicalement en cause le libéralisme et le jacobinisme, la division nationale et internationale du travail<sup>179</sup>. Refuser de s'exiler pour chercher du travail, c'est chercher du travail sur place ; c'est aussi lutter sur place pour des conditions de vie et des salaires décents. De fait, selon Jacques Galaup :

« Quand on a un pays, non seulement on a envie de le connaître mieux, dans sa langue, sa culture, ses traditions, mais on ne veut pas que les pouvoirs établis y installent n'importe quoi, et notamment des centrales nucléaires ou des usines pour traiter les déchets radioactifs internationaux.<sup>180</sup> »

Ce qui est sous-jacent ici, c'est que l'attachement à un pays, et la volonté d'y rester, renforce la volonté de se battre pour améliorer, sur place, la société<sup>181</sup>.

---

<sup>175</sup> « La grève du Joint français », supplément à *La Cause du Peuple-J'accuse* n°24, cité, p. 32.

<sup>176</sup> Car, comme le rappelle le PSU : « "la nation" française, jacobine et centralisatrice, rejette la notion même de "région" et encore plus celle de "peuples" ». Source : BOUCHARDEAU (Huguette), TREGUER (Paul), *Pour que vivent les régions !*, Syros, 1980 (il n'y a malheureusement pas de pagination).

<sup>177</sup> *Vivre au pays* n°874, janvier 1979.

<sup>178</sup> BOUCHARDEAU (Huguette), TREGUER (Paul), *op. cit.*

<sup>179</sup> Pierre Le Goïc insiste d'ailleurs sur la mise en avant de ce slogan pour « mettre un gros caillou » dans les rouages du capitalisme. Source : AP Jean-Michel Manac'h, « Réponse de Pagan à Tim », débat interne à la LCR datable de fin 1978.

<sup>180</sup> *Vivre au pays* n°874, janvier 1979.

<sup>181</sup> Ce qui ne les empêche pas d'être conscients que les luttes suscitées par une appartenance à un pays ne sont pas forcément révolutionnaires, comme en témoignent les nombreuses luttes NIMBY, exprimant à la base des égoïsmes de voisinage.

Pour conclure sur cette partie, nous citerons encore le PSU :

- « Vivre au pays implique :
- Un emploi pour tous et toutes au pays
- Des énergies alternatives au pays
- Un développement économique plus autonome au pays
- Un réel pouvoir de décision au pays

Pour vivre et travailler au pays  
il faut décider au pays<sup>182</sup> »

Ce slogan, quintessence de l'approche nationalitaire à nos yeux, implique aussi une réflexion sur le pouvoir, sur l'internationalisme, questionne profondément tous les dogmes de gauche. Nous allons donc voir pour finir comment ce mot d'ordre, que nous prenons comme métaphore de l'approche nationalitaire, porte en germe un profond remodelage idéologique de la gauche, favorise et témoigne de son évolution vers le post-matérialisme.

### 3. Autonomie, autogestion, diversité culturelle : une nouvelle gauche se dessine

Imprégnée d'idéaux libertaires, l'approche nationalitaire d'extrême-gauche dont nous avons essayé d'explicitier la nature diffère du "nationalisme traditionnel", aussi bien français que breton, par un rejet de la conception de l'État-nation de même que par une volonté, constamment revendiquée et pratiquée, d'ouverture au monde, à l'international. Toutefois, c'est moins par rapport au nationalisme traditionnel qu'ils veulent se situer que par rapport au "marxisme traditionnel".

Nous allons en effet voir ici que la prise en compte des revendications nationalitaire a amené à une rupture avec certaines des "valeurs" de la gauche française : le jacobinisme, le centralisme, la « République française une et indivisible », c'est-à-dire l'importance centrales de l'État. Cette rupture prend la forme, aux yeux de ses acteurs, d'un retour aux valeurs originelles du socialisme, voulant notamment adopter un internationalisme conséquent, et voulant mettre au cœur de sa réflexion la démocratie, le respect des aspirations populaires, et donc plus globalement le retour du pouvoir au peuple.

---

<sup>182</sup> BOUCHARDEAU (Huguette), TREGUER (Paul), *op. cit.*

### a) Vers un internationalisme conséquent

Tout d'abord, l'approche nationalitaire d'extrême-gauche s'est attaquée de front à l'approche dominante dans le mouvement ouvrier français, qui masque, à leurs yeux, un chauvinisme profond et dominateur derrière un internationalisme affiché. Pour le suggérer, une lettre de Marx est d'ailleurs régulièrement rappelée :

« Les Anglais ont bien ri quand j'ai commencé mon discours en disant que notre ami Lafargue et ceux qui avec lui supprimaient les nationalités, s'adressaient à nous "en français", i.e. en une langue que les 9/10<sup>e</sup> de l'assistance ne comprenaient pas. Ensuite j'ai signalé que Lafargue, sans s'en rendre compte entendait apparemment par négation des nationalités leur absorption par la nation française modèle.<sup>183</sup> »

Face à cette caractérisation en "nationalisme impérialiste" du mouvement ouvrier français (et comme nous l'avons déjà vu le PCF et la CGT sont souvent nominalement dénoncés) les nationalitaires essaient de définir un internationalisme conséquent.

Ainsi, selon les Brestoises de la LCR :

« L'idéal d'un monde marchant au même pas, parlant une même et unique langue, n'est pas celui d'une humanité heureuse, mais celui du bourgeois conquérant, qui veut étendre son empire, faire comprendre ses ordres et les faire exécuter dans tous les pays, arracher aux hommes la maîtrise de leur terre, de leur langue, de leur propre histoire, pour en faire des pantins obéissants et veules.

En prétendant combattre l'étroitesse nationale, Marx et Engels tombent en fait dans ce que le nationalisme bourgeois a de plus réactionnaire : le refus de l'autre, l'esprit de conquête – que les nationalistes ont toujours justifié par l'annonce d'une civilisation chrétienne universelle, et que Marx et Engels justifient par l'idée d'une universelle civilisation prolétarienne. L'universalisme n'est pas le dépassement du nationalisme bourgeois, c'est son arme et son excuse.<sup>184</sup> »

Au contraire, pour les nationalitaires de la LCR :

« Dire que le fait national est une donnée essentielle de l'histoire de l'humanité, ce n'est pas abandonner l'internationalisme ; il y a une unité de l'humanité, qui fonde la disparition nécessaire et mondiale des rapports d'exploitation, la nécessité d'une planification mondiale qui élimine les pillages et permette l'égalité de tous les peuples. Mais il y a aussi une diversité de l'humanité : l'humanité est une idée abstraite qui mène à une politique abstraite et technocratique, si l'on oublie qu'elle est un ensemble de peuples qui ne doivent pas recevoir la révolution mondiale d'en haut, mais la faire eux-mêmes, l'intégrer à leur univers historique ; que l'internationalisation des relations humaines ne doit pas les déraciner, les atomiser, mais leur permettre de vivre mieux que jamais, sans concurrence ni oppression nationale, cette relation essentielle de leur personnalité avec une langue, une histoire que l'on continue soi-même, une terre socialisée qui est le support de l'évolution sociale du peuple, une terre chargée de sens qui intervient dans son éducation, son affectivité, son travail.<sup>185</sup> »

---

<sup>183</sup> HAUPT (Georges), LÖWY (Michaël), WEILL (Claudie), *op. cit.*, p. 95. Cité ou rappelé par exemple dans : *Les Temps Modernes* n°324-326, p. 4-5 ; *Critique Socialiste* n°11, cité, p. 45 ; *Bretagne révolutionnaire* n°12.

<sup>184</sup> Quelques lignes plus loin le texte dénoncera même le racisme d'Engels. Source : « La question nationale, le socialisme et la Bretagne », cité.

<sup>185</sup> *Critique Communiste* n°10, cité, p. 40-41.

Et le PSU-Bretagne va dans le même sens quand il affirme :

« En gros, l'avenir nous présente deux univers possibles et contradictoires.

Dans le premier, celui que recherche le capitalisme moderne, toutes tendances confondues, il y aurait à la fois une *hyperspécialisation* des productions et une *unification* de la culture.

Le second, et le seul qui peut décemment se dire "socialiste", est l'image inversée du premier : il vise à une *égalisation* des situations sociales et des techniques à travers le monde en même temps qu'au respect des particularismes culturels. Ce doit être notre objectif.<sup>186</sup> »

À travers ces longues, mais néanmoins très utiles, citations, nous commençons à comprendre la conception spécifique de l'internationalisme qui ressort d'une approche nationalitaire. Cet internationalisme se veut multiculturel<sup>187</sup> et donc promoteur de la diversité culturelle, tout en dénonçant une hiérarchisation des cultures et des langues, notamment dans le cadre de l'État français. Cet internationalisme se veut en outre concret, et donc conséquent, « considérant l'humanité dans les êtres humains non au-dessus ou par delà leurs particularités, mais dans ces particularités mêmes qui sont leurs modes réels d'existence<sup>188</sup> ».

Il apparaît donc que l'approche nationalitaire à partir de l'extrême-gauche est bien compatible avec l'internationalisme. En effet, ces nationalitaires ne remettent pas en cause la solidarité internationale pour tout ce qui tient à l'économique, au social, aux sciences et techniques. Ils repoussent tous les égoïsmes et les fermetures d'esprit des nationalismes chauvins ou conservateurs. Ils revendiquent par contre le droit pour tous les individus à être soi. Ils réclament aussi le droit pour tous les peuples de définir leurs aspirations.

### *b) Autonomie et autogestion : réflexion sur le pouvoir*

En effet, l'approche nationalitaire est profondément une réflexion sur le pouvoir, sur sa légitimité, sur son organisation. Deux termes reviennent régulièrement, surtout dans la seconde moitié de la décennie, pour caractériser le cadre politique souhaité par les tenants d'une approche nationalitaire : ceux d'autonomie et d'autogestion. Ceux-ci s'opposent aux deux conceptions du pouvoir, favorisées par la gauche traditionnelle française, qu'ils rejettent : l'État-nation et la centralisation. C'est cette réflexion sur le

---

<sup>186</sup> *Vivre au pays* 874, janvier 1979.

<sup>187</sup> Comme en témoigne la présentation des *Temps Modernes* consacrée aux minorités nationales : « On est terrifié en pensant à l'appauvrissement d'une humanité qui se trouverait réduite à une seule culture et la mobilisation contre ce danger devient une priorité ». Source : *Les Temps Modernes* n°324-326, cité, p. 4.

<sup>188</sup> Pour reprendre les mots de Pierre-Jean SIMON, *La Bretonnité...*, *op. cit.*, p. 47.

pouvoir que nous nous proposons d'étudier ici, pour comprendre ce qu'elle recèle de nouveau par rapport à la tradition jacobine.

Aussi bien le PSU que la LCR adoptent le mot d'ordre d'« autonomie socialiste », même s'ils lui attribuent un sens relativement différent (mais convergent). Pour tous deux, l'autonomie exprime un rejet de la notion d'État, et plus particulièrement de celle d'État-nation français. Ils s'écartent radicalement du nationalisme traditionnel pour qui le but est de créer un État breton indépendant, avec sa Banque centrale, son armée, son gouvernement et sa bureaucratie. Ainsi, pour la LCR :

« Pour nous, détruire l'État bourgeois, c'est aussi détruire la France, création historique des classes dominantes aristocratiques et bourgeoises. C'est la remplacer par une fédération socialiste, basée sur l'association autodéterminée de nationalités et de régions – et compte tenu du lien étroit entre les luttes révolutionnaires à l'échelle de l'Europe, dépassant le plus vite possible le cadre actuel de l'Hexagone.<sup>189</sup> »

Leur utopie est même d'avoir « une Bretagne socialiste, autonome, dans une fédération mondiale des nationalités socialistes<sup>190</sup> ». Le PSU-Bretagne n'est pas loin, bien que plus modérée, qui souhaite « l'autonomie de la Bretagne (...) dans le cadre d'une organisation politique fédérale au niveau français ou européen<sup>191</sup> ».

Leur cadre n'est donc pas l'État<sup>192</sup> mais une union de peuples librement fédérés et égaux entre eux, dans le cadre d'un système socialiste autogestionnaire. L'autonomie est préférée au terme d'indépendance parce que tous les peuples seraient interdépendants dans l'idée d'une solidarité socialiste, notamment sur le plan économique et technique<sup>193</sup>.

Mais l'autonomie revendiquée n'est pas que d'ordre politique et culturelle. Au contraire, elle se veut la plus large possible, et notamment sur le plan économique. Ainsi, le PSU développe l'idée d'« économie régionale autocentrée ». Pour eux :

« L'idée de base c'est que chaque région doit disposer de structures économiques autocentrées, c'est-à-dire ayant leur raison d'être dans la région elle-même. (...) Il s'agit d'en finir avec des économies régionales qui sont, en fait, des “systèmes asservis”, dépendants de centres de décision et de pouvoirs lointains et inaccessibles. Il s'agit de ramener le centre de gravité des économies régionales à l'intérieur des

---

<sup>189</sup> *Bretagne Rouge* n°2, décembre 1976, p. 2.

<sup>190</sup> *Critique Communiste* n°10, p. 62.

<sup>191</sup> Comme elle le déclare à l'issue de son congrès de Guingamp, le 1<sup>er</sup> février 1981. Source : *Vivre au pays* n°896, 15 février – 15 mars 1981. Cf. en annexe le texte adopté à l'occasion de ce congrès sur l'autonomie socialiste.

<sup>192</sup> Ils souhaitent détruire l'État français et non pas s'en emparer, contrairement aux tenants du programme commun.

<sup>193</sup> Cf. par exemple le manifeste de la LCR *Oui, le socialisme*, cité, p. 266-269.

régions pour qu'on puisse au niveau de la région poser les questions, que produire ?, comment ?, y répondre et disposer des moyens de mettre en œuvre ces réponses.<sup>194</sup> »

Appliquée à la Bretagne, par exemple, le PSU souhaite donc une maîtrise des productions par les habitants, tout en ayant pour horizon de produire le plus possible dans la perspective de répondre aux besoins de la région, avec les circuits de production, de transformation, et de distribution sur place et le plus court possible<sup>195</sup>.

Pour ce qui est de l'intérieur de cette entité autonome c'est l'autogestion qui prévaut, même si les Brestois de la LCR parlent plus volontiers d'une « fédération bretonne des conseils ouvriers<sup>196</sup> ». À travers le terme d'autogestion, le PSU prône une société où toutes les relations sociales se trouveraient « décentralisées et déhiérarchisées », où les travailleurs conquerraient « la maîtrise de leur production et de leur vie<sup>197</sup> »<sup>198</sup>.

C'est donc une réflexion politique sur le « pouvoir » très originale par rapport à la gauche française qui est développée dans la mouvance nationalitaire d'extrême-gauche, même si on peut lui trouver des racines très anciennes, notamment chez Proudhon<sup>199</sup>. Cette réflexion se caractérise par un rejet du « centre », de la « hiérarchie », du « pouvoir descendant », du « dirigisme », et se distingue au contraire par un attachement à une démocratie réelle, ascendante et égalitaire. Il semble donc que de l'approche

---

<sup>194</sup> Ils précisent ensuite que la seule manière de se protéger de la « « contagion capitaliste », c'est d'être le plus autonome possible : moins acheter à l'étranger, donner la priorité aux besoins intérieurs, éviter de se spécialiser, remettre en cause le marché commun capitaliste, définir d'autres relations plus égalitaires ». Source : BOUCHARDEAU (Huguette), TREGUER (Paul), *op. cit.* Dans *Oui, le socialisme*, la LCR développe des idées tout à fait similaires (notamment p. 267-269).

<sup>195</sup> *Ibid.*, cf. chapitre « Notre région est viable ». Cf. aussi le texte adopté au Congrès de Guingamp du 1<sup>er</sup> février 1981, « Pour l'autogestion ! Pour l'autonomie socialiste ! » reproduit dans *Vivre au pays* n°896, cité. Même si la LCR prend quelque peu ses distances avec les positions du PSU, elle prône aussi un « développement régional en fonction des possibilités locales (...) et des besoins et intérêts de la population ». Source : *Gouvernement, pétroliers seuls responsables ! Mobilisation unitaire pour l'indemnisation totale*, LCR-sections de Bretagne, 1978, p. 22 ; ou encore cf. *Critique Communiste* n°10, cité, p. 44 et 60.

<sup>196</sup> *Critique Communiste* n°10, cité, p. 59-60.

<sup>197</sup> *Vivre au pays* n°896, 15 février – 15 mars 1981.

<sup>198</sup> Les nationalitaires de la LCR développent aussi une philosophie autogestionnaire très proche. Cf. par exemple : *La Taupe Brest-Kemper* n°5. Ou encore le texte « La question nationale, le socialisme et la Bretagne » (cité), où ils affirment : « La nation socialiste ne sera plus l'instrument d'une histoire au-dessus du peuple, concoctée dans la capitale et par la classe dominante. Elle sera l'œuvre des conseils de travailleurs, elle se décentralisera pour être la chose de tous les habitants du territoire ».

<sup>199</sup> Il faut donc remarquer que les notions développées ici ne sont pas spécifiquement d'ordre nationalitaire. Elles sont néanmoins, en Bretagne, spécifiquement développées dans la nébuleuse nationalitaire d'extrême-gauche, témoignant, à nos yeux, d'un lien très fort dans la région entre les deux approches, se renforçant mutuellement. Ainsi, la déclaration du PSU du 1<sup>er</sup> février 1981 « Pour l'autogestion ! Pour l'autonomie socialiste ! » (cité) commence par la phrase : « Victime du centralisme et du capitalisme, le peuple breton aspire à ressaisir la maîtrise de son espace, de sa vie, et de sa culture ». Il explicite ainsi les motivations de son approche autogestionnaire et autonomiste.



nationalitaire procède – ou qu’en tout cas cette approche témoigne d’ – un paradigme naissant à gauche, bouleversant son système de valeurs<sup>200</sup>.

#### 4. L’écologie : rassemblement et construction d’un nouveau paradigme à gauche

Nous voudrions donc finir en proposant l’hypothèse que ce paradigme naissant à gauche, à la constitution duquel l’approche nationalitaire participe, est le paradigme écologiste en gestion, expression politique d’une gauche post-matérialiste, qui s’oppose aussi bien au capitalisme libéral qu’au marxisme traditionnel du programme commun<sup>201</sup>. Nous définissons un paradigme comme une vision du monde, une philosophie de vie, l’angle de vue à travers lequel la société, l’humanité, etc. sont analysés. Nous aborderons donc cette partie sous l’angle de la convergence de visions du monde<sup>202</sup>, en tentant de déterminer par quels biais la mouvance nationalitaire s’insère, à nos yeux, dans le paradigme écologiste<sup>203</sup>.

---

<sup>200</sup> Pour nuancer le caractère “nouveau”, il faut encore insister que ce “paradigme naissant” est aussi le résultat d’un recyclage d’anciennes valeurs de gauche. Comme nous l’avons vu dans la partie précédente, les nationalitaires légitiment leur réflexion par des références (certes rarement explicites) aux auteurs socialistes, marxistes, voire pré-marxistes. Il recycle ainsi certaines valeurs du communisme libertaire (démocratie ascendante, pouvoir aux conseils) et autogestionnaire. On pourrait suggérer qu’il recycle aussi un humanisme chrétien de gauche. Ce recyclage prend forme au travers d’un travail de bricolage et de transcodage qui tente de s’ancrer dans la réalité, et en l’occurrence dans la réalité sociale bretonne. C’est de ce bricolage que ressort la nouveauté...

<sup>201</sup> Qu’on nous entende bien : les mouvements nationalitaires et écologistes procèdent d’histoires différentes. Elles connaissent cependant une évolution convergente dans les années soixante-dix. Et, à nos yeux, ce qu’on appelle la mouvance écologiste aujourd’hui est le résultat de la rencontre et de la jonction d’une mouvance environnementaliste, d’une mouvance antinucléaire et d’une mouvance nationalitaire (en tous cas en Bretagne), voire d’une mouvance féministe... Selon Pierre Bourdieu : « Le lien, partout attesté, entre les mouvements régionalistes et les mouvements féministes (et aussi écologiques) tient au fait que, dirigés contre des formes de domination symboliques, ils supposent des dispositions éthiques et des compétences culturelles (visibles dans les stratégies employées) qui se rencontrent plutôt dans l’intelligentsia et dans la petite bourgeoisie nouvelle » (BOURDIEU (Pierre), « L’identité et la représentation... », art. cit., p. 67). Nous nous devons toutefois de souligner qu’en Bretagne, aussi bien le nouveau culturel que le mouvement antinucléaire ont eu un réel impact populaire de masse.

<sup>202</sup> Même si les positions nationalitaires précèdent, historiquement, le développement de l’écologie. Nous serions donc tentés de penser que, plutôt qu’une convergence nous devrions évoquer une “prédisposition”, c’est-à-dire que l’adoption de positions nationalitaires au début de la décennie “prédispose” à l’engagement contre le nucléaire (entre autres) dans la seconde moitié de la décennie, etc.

<sup>203</sup> Nous nous limiterons ici à un terrain spécifiquement breton, et aux analyses portées par les mouvements politiques d’extrême-gauche en Bretagne. Nous ne souhaitons donc pas nous lancer dans une histoire des idées politiques. Remarquons toutefois l’importance de penseurs tels que Serge Moscovici dans cette rencontre de l’environnementalisme et du “régionalisme”. Pour cette approche d’histoire des idées politiques nous renvoyons à : JACOB (Jean), *Histoire de l’écologie politique. Comment la gauche a redécouvert la nature*, Paris, Albin Michel, 1999 ; et notamment les chapitres sur « Le naturalisme subversif » (p. 15-85) et « Écologie et socialisme » (p. 271-309).

### a) Bretagne et écologie : une corrélation étroite

Ce qui nous a frappé tout d'abord c'est d'observer une corrélation quasi parfaite entre le développement de positions nationalitaires et l'engagement en faveur de l'écologie, et notamment l'engagement dans le mouvement antinucléaire. Ainsi, parmi les animateurs des CLIN et CRIN<sup>204</sup> se trouvent de nombreux membres du PSU, mais aussi de la LCR (notamment à Brest et Quimper), de l'OCT et de sa mouvance (à Brest, Lanerneau et Nantes)<sup>205</sup>.

De fait, le PSU développe des positions écologistes avant-gardistes<sup>206</sup>, son *Projet Alter Breton*<sup>207</sup>, publié fin 1979 et coordonné par Paul Tréguer, tenant presque lieu de « bible » de la mouvance écologiste bretonne. Certaines publications de la LCR ou de l'OCT attestent aussi d'une orientation écologiste très prononcée<sup>208</sup>. Ainsi, la LCR<sup>209</sup> témoigne dès le début sa sympathie pour le *Mouvement écologique*, participant même lors des cantonales de 1976 à ses comités de soutien<sup>210</sup>, et souligne régulièrement que « le combat écologique est (...) inséparable du combat d'ensemble pour une société socialiste<sup>211</sup> ». Nous pourrions enfin souligner l'ancrage dans la mouvance écologistes des CCA et du PCB<sup>212</sup>.

À l'opposé, nous avons déjà vu que *Drapeau Rouge* était le parti d'extrême-gauche le plus sceptique par rapport aux revendications d'ordre nationalitaire<sup>213</sup>. De même, elle estime que les revendications écologistes ne sont que l'expression de « l'esprit égocentrique du petit bourgeois européen<sup>214</sup> », et prend position de façon très

---

<sup>204</sup> Comité Local et Comité Régional d'Information sur le Nucléaire.

<sup>205</sup> Source : notre travail de maîtrise (KERNALEGENN (Tudi), *Les chemins bretons de l'écologie...*, op. cit.) ; nos entretiens ; CHT, RB 19. Remarquons que les autres animateurs sont souvent proches idéologiquement de ces partis, et militent soit chez les *Paysans-Travailleurs* (c'est le cas notamment à Ploumoguier), à la gauche de la CFDT, ou à l'*École Émancipée* (gauche de la FEN).

<sup>206</sup> Qu'il développe notamment dans : *Plateforme autogestionnaire bretonne*, PSU, janvier 1978 ; et BOUCHARDEAU (Huguette), TREGUER (Paul), *Pour que vivent les régions !*, Syros, 1980.

<sup>207</sup> *Le Projet Alter Breton. Mieux vivre en Bretagne sans pétrole et sans nucléaire*, supplément au *Combat Socialiste – Vivre au pays*, décembre 1979.

<sup>208</sup> Nous pourrions citer, pour la LCR : *Gouvernement, pétroliers seuls responsables ! Mobilisation unitaire pour l'indemnisation totale*, LCR-sections de Bretagne, 1978 ; et *Luttes antinucléaires partout comme à Plogoff – Face à la barbarie imposons le socialisme*, LCR du Finistère, 1980 ; et pour l'OCT : *Bonnets Rouges* n°2, été 1977, « Spécial nucléaire » ; et *Bonnets Rouges* n°4, avril 1978, « Spécial marée noire ».

<sup>209</sup> Qui lie d'ailleurs explicitement débat sur les minorités et débat écologique : *Critique Communiste* n°10, cité, p. 31.

<sup>210</sup> *La Taupe Brest-Kemper* n°5, cité.

<sup>211</sup> Notamment : *Gouvernement, pétroliers...*, op. cit., p. 21.

<sup>212</sup> Qui se prononçait dès avant le plan Messmer contre les centrales nucléaires et pour l'énergie éolienne. Cf. *Bretagne révolutionnaire* n°22, février-mars 1974.

<sup>213</sup> Avec LO et l'OCL.

<sup>214</sup> Cette qualification s'applique à Michel Bosquet dans l'article, mais définit à vrai dire, par extension, les écologistes en général. *Drapeau Rouge* n°64, août 1979.

virulente en faveur de l'énergie nucléaire<sup>215</sup> témoignant de sa « confiance indéfectible dans la science et le progrès<sup>216</sup> ». Elle est même probablement la seule organisation d'extrême-gauche en Bretagne à ne pas soutenir la lutte de Plogoff<sup>217</sup>.

Nous pouvons enfin signaler, dans l'entre-deux, les positions similaires du PCMLF et du PCRml. Ceux-ci, sans adopter une position nationalitaire, étaient favorables aux revendications nationalitaires, surtout à la fin de la décennie. De même, ils s'engagent de plus en plus en faveur des revendications écologistes à la fin des années soixante-dix, tout en gardant une distance critique<sup>218</sup>.

### *b) Small is beautiful*

Un premier ensemble de thèmes de rencontre de l'écologie et de la mouvance nationalitaire pourrait être réuni autour du slogan « Small is beautiful ! ». Ainsi, dans un texte de 1976 sur la question nationale en Bretagne<sup>219</sup>, la LCR de Brest se prononçait contre le « gigantisme de l'organisation du monde », les « grosses concentrations urbaines », les « usines gigantesques », etc. qu'elle liait à l'« uniformisation » du monde et à la « destruction des petites nations ». Elle prônait, au contraire, parallèlement « un nouveau type d'industries en unités plus petites, plus facilement contrôlables par les travailleurs et assurant l'emploi là où les gens vivent », le « retour à une certaine auto-production (jardins, basse-cour, meubles...) » et le respect de la diversité culturelle, la possibilité pour les « petits peuples d'être les agents de leur propre histoire », etc.

Le PSU aussi développe une politique nationalitaire et écologiste à la fois dans son *Projet Alter Breton*. Ce plan, scientifiquement étayé<sup>220</sup> imagine une Bretagne autonome économiquement et plus particulièrement énergétiquement, tout en n'utilisant que les énergies renouvelables. Il se place « dans la perspective d'une société beaucoup

---

<sup>215</sup> Cf. par exemple un tract diffusé aux rassemblements de Malville et de Flamanville où elle se demande si le nucléaire n'est pas le charbon du XX<sup>e</sup> siècle... *Drapeau Rouge* n°17, 9-23 septembre 1977.

<sup>216</sup> Comme s'en souvient Claude Bécam (entretien avec l'auteur).

<sup>217</sup> *Drapeau Rouge* n°79, 5-18 avril 1980. Remarquons toutefois que le même article rappelle que le groupe de Brest de l'OCFml se démarque publiquement de l'organisation et se prononce contre l'énergie nucléaire. Ce qu'on pourrait rapprocher d'un interview où un militant de ce groupe témoigne en même temps de l'intérêt des Bretois pour la question nationalitaire et de son rejet du nucléaire. *Drapeau Rouge* n°32, 15-22 mars 1978.

<sup>218</sup> Cf. par exemple le long dossier de l'UOPDP sur la marée noire de l'*Amoco-Cadiz*, disponible en : *Humanité Rouge* n°859, 1<sup>er</sup>-2 avril 1978 ; ou encore, par le PCRml : « Les divers composantes du mouvement écologiste », *Front Rouge* n°3, 1978.

<sup>219</sup> « La question nationale, le socialisme et la Bretagne », cité.

<sup>220</sup> Ses auteurs sont des chercheurs de l'INRA, du CNRS, de l'IEM et du CNEOXO. *Plan Alter Breton*, cité, p. 8.

plus décentralisée, où la croissance des grosses agglomérations urbaines (Nantes, Rennes, Brest) est stoppée, et où les communes rurales sont revitalisées, en particulier autour des complexes agro-énergétiques<sup>221</sup> ». Contre les centrales nucléaires, leur gigantisme et la société centralisée et hiérarchisée qui en est le corollaire, ils prônent une production énergétique décentralisée, égalitaire et basée sur de petites unités.

Le slogan « Small is beautiful ! » qui unit ici symboliquement projets nationalitaires et écologistes, et permet à notre sens l'inclusion du premier dans le second, fait donc référence à un refus, partagé, du gigantisme, du pouvoir central et descendant (et donc à la bureaucratie et à la législation de l'État-nation), mais aussi de l'uniformisation sous toutes ses formes. Il prône le droit à décider de sa propre vie (c'est-à-dire l'autogestion, l'autonomie et les petites unités de débat et décision), l'importance des unités de production (agricoles, industrielles, énergétiques) à taille humaine, mais aussi et surtout l'attention à la diversité culturelle et naturelle. Mais ce slogan témoigne aussi d'un refus de la société de consommation, de la standardisation des goûts, et au contraire de la recherche d'une certaine "authenticité", de ce qui est spécifique. On pourrait enfin proposer l'idée que ce slogan témoigne d'une reconnaissance de la complexité du monde et de la société, et donc le refus des dogmatismes et des projets gigantesques.

### c) Le "sens" du progrès

Un autre "pôle unificateur" des mouvances gauchistes nationalitaires serait l'interrogation sur le "progrès", sur la "modernité", le "sens de l'histoire". En définissant son projet autogestionnaire, le PSU prône ainsi :

« Ne pas rester sur l'autoroute du productivisme où chacun veut aller plus vite. Mais prendre les petites routes, inventer un autre chemin. La crise, cet énorme embouteillage, invite d'ailleurs à bifurquer. Tous les chemins mènent à Rome ? Non, suivant la route adoptée, nous n'arriverons pas à la même société !<sup>222</sup> »

L'écologie et l'approche nationalitaire sont en effet fondamentalement une réflexion sur le sens du progrès, remettant en cause les présupposés de la gauche traditionnelle, et notamment l'historicisme marxiste. Ainsi, les nationalitaires s'interrogeaient sur (et contestaient de façon virulente) le « caractère progressiste » du projet jacobin d'unification du territoire de l'État-nation française, qui assimilait

---

<sup>221</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>222</sup> BOUCHARDEAU (Huguette), TREGUER (Paul), *Pour que vivent les régions !*, Syros, 1980.

« uniformisation de la France » et « destruction des féodalités » et donc l'incluait dans un sens de l'histoire.

D'ailleurs, aussi bien les approches nationalitaires que les approches écologistes ont pour caractéristiques de déconstruire les logiques qui tenaient lieu d'évidence. En nous inspirant de Melucci<sup>223</sup>, nous pourrions dire que ces approches rendent visibles les rouages de la société, le pouvoir, les évidences, obligeant les scientifiques et l'État à se justifier, à expliciter leur logique. Ainsi, les antinucléaires, contestant l'« hégémonie idéologique et institutionnelle des nucléocrates », ont réussi à ouvrir un espace de débat public sur l'énergie nucléaire, alors que les décisions se prenaient en secret, sous justification de progrès<sup>224</sup>. De même, comme le rappelle Will Kymlicka, les combats nationalitaires questionnent la « neutralité ethnoculturelle » de la politique, notamment linguistique, de l'État et donc les processus de constitution de l'État-nation<sup>225</sup>.

Enfin l'écologie dénonce vigoureusement ce qu'elle appelle le « scientisme », c'est-à-dire la confiance presque aveugle dans les bienfaits de la science et de son caractère intrinsèquement progressiste. C'est une certaine philosophie rationaliste et matérialiste qu'elle remet en cause<sup>226</sup>. D'ailleurs, le but du Projet Alter Breton est une « Bretagne nouvelle où l'on vive, travaille et produise autrement<sup>227</sup> ». La philosophie nationalitaire et écologiste est plus celle du pas de côté (cf. *L'An 01*) que celle du grand bond en avant ou du rêve du grand soir.

---

<sup>223</sup> MELUCCI (Alberto), *Nomads of the present*, Hutchinson, 1989, p. 88.

<sup>224</sup> PETITJEAN (Patrick), « Du nucléaire, des experts, et de la politique », *Mouvements* n°7, janvier-février 2000, p. 19-26.

<sup>225</sup> Même si sa réflexion porte en fait sur les penseurs communautariens et l'ouverture des penseurs libéraux à leurs thèses. KYMLICKA (Will), « Les droits des minorités et le multiculturalisme: l'évolution du débat anglo-américain », in KYMLICKA (Will) et MESURE (Sylvie) dir., *Comprendre les identités culturelles*, Paris, PUF, Revue de Philosophie et de sciences sociales n°1, 2000, p. 141-171.

<sup>226</sup> Les nationalitaires d'extrême-gauche ne prônent jamais pour autant une « croissance zéro ».

<sup>227</sup> *Projet Alter Breton, op. cit.*, p. 2.

## Conclusion : Une gauche post-matérialiste

Contrairement à un retour en arrière, l'approche nationalitaire participe donc à "créer" une gauche post-matérialiste, que nous pourrions résumer dans un tableau<sup>228</sup> :

<b>Paradigme marxiste productiviste</b>	70'	<b>Paradigme écologiste nationalitaire</b>
Matérialiste	⇒	Post-matérialiste
Centralisation	⇒	Autonomie régionale
Étatisation, dirigisme	⇒	Autogestion
Pouvoir descendant	⇒	Pouvoir ascendant
Grands projets, importance des pôles économiques et politiques, etc.	⇒	Multipolarité, absence de spécialisation, petites unités de production, etc.
Quantité (productivisme)	⇒	Qualité
Uniformisation	⇒	Diversité
État, département, commune	⇒	Europe, région, pays
Confiance dans la science émancipatrice	⇒	Principe de précaution, rejet du « scientisme »
Progrès comme valeur positive en soi	⇒	Interrogation sur le progrès

Moins qu'un bouleversement de la gauche (la création d'une hypothétique "nouvelle" gauche), ce tableau veut suggérer le contenu d'un glissement idéologique au sein de la gauche, une évolution des mentalités. Et l'approche nationalitaire a participé de cette évolution, par la contestation de certains dogmes et évidences, et par un bricolage-transcodage d'une "nouvelle" philosophie politique.

---

<sup>228</sup> Ce tableau dessine donc deux gauches. Il faut bien se rendre compte toutefois que ces deux gauches n'existent pas en tant que telles mais sont des tendances opposées au sein de la gauche radicale se réclamant du marxisme. Le paradigme que nous définissons comme "marxiste productiviste" est en effet plus le modèle, la tendance, contre lequel prétendent réagir ceux qui se "revendiquent" (il va de soit que c'est nous qui théorisons et simplifions *a posteriori*) du paradigme "écologiste nationalitaire". Ce tableau synthétise finalement l'image qu'avaient les nationalitaires d'eux-mêmes et de leurs "opposants" à gauche.

## CONCLUSION

*« La Bretagne n'existe pas. Elle est la somme des images que nous nous faisons d'elle (...). Chacun de nous, ici et ailleurs, se dévoile en disant ce qu'est "sa" Bretagne. La Bretagne est à notre image... Ce pays ne s'arrête pas aux frontières issues d'une langue ou d'une histoire. Comme tout pays en danger de mourir et qui cherche à renaître, la Bretagne est le lieu du possible.<sup>1</sup> »*

Gérard DELAHAYE<sup>2</sup>

C'est ce lieu du possible que nous avons interrogé, c'est une Bretagne que nous avons définie : celle d'une partie de l'extrême-gauche. Notre travail s'arrête en 1981, parce que cette date marque vraiment la fin d'une époque, et se centre sur cette décennie des années soixante-dix, décennie d'enthousiasme pour les gauchistes<sup>3</sup>, celle de la « Bretagne de tous les espoirs<sup>4</sup> » pour les nationalitaires. Mais quelle est la postérité de cette décennie en ce qui concerne la Bretagne ?

À priori, nous pourrions conclure sur le roman d'un échec. 1981 ne clôt pas le débat. Le PSU continue sa réflexion dans *Vivre au pays*, mais devient très marginal pour ce qui est du militantisme. De même, la LCR tient son premier Congrès régional en décembre 1982. Celui-ci met en évidence l'antagonisme entre Rennes et l'ouest de la Bretagne sur la question des minorités nationales. Ce congrès voit aussi pourtant la

---

<sup>1</sup> Cité par : *Autrement* n°19, juin 1979, cité, p. 57.

<sup>2</sup> Chanteur breton.

<sup>3</sup> Tous nos entretiens témoignent d'un réel plaisir des anciens gauchistes à évoquer cette décennie, et pourrions-nous dire, une certaine nostalgie. Comme se le rappelle Jean-Louis Griveau (PSU), « on a eu sans doute beaucoup d'illusion, mais aussi beaucoup de plaisir à militer et puis beaucoup d'enthousiasme ». Les idées de « cohésion », « solidarité », « espoirs » reviennent systématiquement. Tous évoquent le contraste avec les années 1980 : « les années 80 ont été le début de la tristesse » comme se rappelle Jean-Michel Manac'h (LCR).

<sup>4</sup> Entretien avec Jean-Louis Griveau (PSU).

marginalisation de la position des militants bas-bretons, et son rejet par les instances nationales de la LCR<sup>5</sup>.

Nous pourrions conclure ce roman d'un échec par la liste présentée par la LCR, le PSU et l'UDB aux élections régionales de 1986 : « Convergence bretonne ». Cette liste représente donc la gauche nationalitaire et connaît un échec sans nuance : entre 0,39 % des voix en Ille-et-Vilaine et un maximum de 2,41 % dans les Côtes-du-Nord<sup>6</sup>. Désaveu électoral des positions nationalitaires ?

De fait, électoralement, l'héritage politique de cette gauche nationalitaire peut sembler assez faible. Notons toutefois, comme nous le suggérons en incluant l'approche nationalitaire de gauche dans le paradigme écologiste, que *Les Verts* récupèrent une bonne partie de cet héritage politique. On peut aussi penser que cet échec électoral est dû à la capacité du PCF et surtout du PS à récupérer une partie des revendications de la gauche nationalitaire, adoptant des positions plus régionalistes (décentralisation, respect des langues "régionales", avec notamment la création de classes bilingues, etc.). Remarquons enfin que la postérité électoral a encore des répercussions aujourd'hui, comme en témoigne le soutien de la LCR et de *Tous Ensemble à Gauche*<sup>7</sup>, lors des dernières législatives, à Émile Granville (candidat de l'UDB sur Redon) et à Christian Troadec (maire de Carhaix « divers gauches » proche des tendances nationalitaires).

En fait c'est sur le plan culturel que cette réflexion nationalitaire connaît une réelle postérité. Ce qui reste de cette décennie c'est une nouvelle image de la Bretagne, plus positive et progressiste<sup>8</sup>, et un attachement sentimental revendiqué et unanimement partagé par nos interlocuteurs<sup>9</sup>. Au cours de nos entretiens et au fil de nos lectures il est apparu que de nombreux anciens gauchistes se sont repliés sur leur "jardin"<sup>10</sup>, à mesure qu'ils prenaient leurs distances avec le militantisme politique d'extrême-gauche. Ainsi, Jean-Pierre Le Dantec dans *Les dangers du soleil*<sup>11</sup>, et Michel Le Bris dans *L'homme*

---

<sup>5</sup> AP Jean-Michel Manac'h, cf. toute la documentation sur la préparation et la tenue de ce congrès les 6-7 novembre 1982, et notamment le « Bulletin de discussion n°1 de la Fédération de Bretagne de la LCR ».

<sup>6</sup> *Ouest-France*, 17 mars 1986. Mais il faut rappeler que ces résultats s'inscrivent aussi dans un contexte de désintégration complète de l'extrême-gauche et de la gauche alternative : les résultats de LO sont similaires et ceux des Verts sont à peine supérieurs.

<sup>7</sup> Qui regroupe outre la LCR, les *Alternatifs*, issus du PSU via l'AREV (*Alternative Rouge et Verte*).

<sup>8</sup> Aux yeux des sympathisants de gauche en tous cas.

<sup>9</sup> Attachement à un territoire, à un paysage, à une culture, à une langue (unanime, même chez ceux qui ne la parlent pas) qui peut être concilié avec un rejet très vigoureux de toute approche nationalitaire (comme en témoigne par exemple notre entretien avec Jean-Paul Le Roux).

<sup>10</sup> C'est-à-dire leur vie privée, leurs centres d'intérêts extra-politiques et notamment la Bretagne.

<sup>11</sup> LE DANTEC (Jean-Pierre), *Les dangers du soleil*, Paris, Les Presses d'aujourd'hui, 1978.



*aux semelles de vent*<sup>12</sup> témoignent d'un parcours similaire, de *La Cause du Peuple* à un besoin de retour aux sources, symbolisé par un attachement sentimental, presque dépolitisé, à la région de leur enfance. La plupart des anciens militants d'extrême-gauche semblent néanmoins être restés engagés, mais dans un engagement plus limité, plus concret. Et la défense de la langue bretonne a ainsi attiré certains anciens gauchistes<sup>13</sup>. Une piste de recherche intéressante pourrait donc être d'analyser, à travers une série d'entretiens non directifs, la relation entre les anciens gauchistes et la Bretagne, et surtout leur parcours sur trente ans.

Nous nous sommes concentrés toutefois sur l'analyse d'un projet politique de conciliation entre extrême gauche et projet nationalitaire à travers le terrain spécifique de la Bretagne. C'est donc un "possible politique" que nous avons dégagé. Notre champ était toutefois trop limité (volontairement) pour donner sens à une analyse spécifique de la postérité culturelle de cette élaboration politique. Élargir notre analyse à une mouvance politique plus centrale<sup>14</sup> pourrait donner plus de sens à cette réflexion sur la Bretagne et à son impact culturel, et mieux comprendre la place et la signification de l'identité bretonne, très forte sentimentalement, très faible électoralement<sup>15</sup>.

Notre explicitation d'un possible politique a permis toutefois de mieux comprendre des débats qui ont eu une réelle importance dans la Bretagne des années soixante-dix. Mais plus généralement, au sens théorique, notre étude permet aussi de mieux comprendre comment s'élabore une réflexion nationalitaire de gauche, son contenu, ses visées politiques, son interaction avec l'image d'une région. Une approche comparative permettrait toutefois de mieux théoriser cette interaction entre un territoire et une réflexion politique.

---

<sup>12</sup> LE BRIS (Michel), *L'homme aux semelles de vent*, *op. cit.*

<sup>13</sup> À l'instar de Jean-Dominique Robin (à la tête des JCMLF en Bretagne), enseignant dans le système bilingue public dès 1983, puis militant au sein de l'*Unvaniezh ar Gelennerien Brezhoneg* (UGB : Union des professeurs de/en breton), dont il prend ensuite la présidence pendant quelques années. Il est de plus, aujourd'hui, vice-président du Conseil culturel de Bretagne. À l'instar aussi de Claude Bécam (*Drapeau Rouge*) qui a mis ses enfants à Diwan (comme de nombreux anciens gauchistes, du PSU à HR en passant par l'OCT) avant de s'engager au sein de l'association et d'en intégrer le bureau. Il est à noter que tous deux insistent sur le fait que la Bretagne avait fait partie de leur sphère privée au cours des années soixante-dix, avant de s'exprimer plus "publiquement" une fois quitté le militantisme d'extrême-gauche. Et de nombreux autres parcours similaires pourraient être cités. Source : entretiens avec l'auteur.

<sup>14</sup> Nous pensons aux Paysans-Travailleurs, à la CFDT et au mouvement antinucléaire par exemple.

<sup>15</sup> Ce qui nous amène à penser que les questions d'ordre nationalitaire ne sont pas jugées structurantes, politiquement parlant, par la population bretonne, mais que ses bases culturelles et identitaires, elles, sont jugées importantes, mais non politiques. Un travail comparatif par les structures d'opportunités politiques pourrait aussi suggérer, probablement, que le contexte français, aussi bien idéologique qu'institutionnel, est particulièrement peu propice à une politisation des questions sociales en termes nationalitaires.

Nous avons enfin essayé de renforcer le sens de notre étude en définissant l'approche nationalitaire comme une des voies entre le paradigme marxiste traditionnel et le paradigme écologiste. Ici aussi une approche comparative permettrait de nuancer, infirmer ou confirmer cette idée, et en tous cas de mieux la soutenir.

L'intérêt de notre travail toutefois est de prouver que l'analyse nationalitaire découle d'un réel travail d'élaboration politique global, se voulant explicatif de la situation d'un territoire, et non seulement pertinent pour des problèmes périphériques (la langue, la culture, etc.). Il serait donc intéressant de s'interroger sur le devenir de ces représentations, et donc sur leur (éventuel) propre recyclage dans un nouveau jeu de transcodage. Nous avons par exemple vu que, contrairement à une fermeture sur soi, l'approche nationalitaire peut être une ouverture au monde, donnant raison à l'exclamation de Guillevic : « Plus on est enraciné, plus on est universel !<sup>16</sup> ». Une hypothèse pourrait donc être proposée qui serait le recyclage de ce paradigme écolo-nationalitaire dans la mouvance anti ou alter-mondialisation<sup>17</sup>. Celle-ci, qui ne raisonne pas explicitement en terme nationalitaire, en conserve néanmoins la plupart des valeurs, résumé dans un de leurs slogans « Penser global, agir local » : diversité culturelle et naturelle<sup>18</sup>, accent mis sur l'importance des processus démocratiques et la maîtrise de sa propre vie. L'échelle mondiale a néanmoins pris le pas sur l'échelle régionale, et l'approche nationalitaire semble avoir perdu, aujourd'hui, son caractère structurant.

---

<sup>16</sup> À laquelle se réfère d'ailleurs Jean-Pierre Le Dantec au cours de l'entretien qu'il nous a accordé.

<sup>17</sup> Une justification de cette hypothèse serait la continuité humaine entre les deux mouvances : la LCR et la *Confédération Paysanne* (héritière des *Paysans-Travailleurs*) font partie des animateurs de lutte pour une autre mondialisation, et plus largement (notamment par le biais d'ATTAC, des Verts ou d'association de soutien Nord-Sud) la plupart des anciens gauchistes, a fortiori ceux issus du PSU ou de l'OCT, semblent s'y retrouver.

<sup>18</sup> Et notamment la recherche et l'attachement aux identités culturelles et territoriales comme rempart contre une uniformisation du monde jugée "déshumanisante" voire "aliénante".